



Union Interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# Rapport général d'activités de la Présidente, 2017-2020

## Trois ans de travail conjoint pour une UIP plus inclusive et plus démocratique



Copyright © Union interparlementaire (UIP), 2020

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire, transmettre ou stocker dans un système de recherche documentaire, partiellement ou totalement, la présente publication sous quelque forme ou par quelque moyen, électronique ou mécanique que ce soit, y compris par la photocopie ou l'enregistrement, sans l'autorisation préalable de l'Union interparlementaire.

Le présent ouvrage est diffusé à condition qu'il ne soit ni prêté ni autrement diffusé, y compris par la voie commerciale, sans le consentement préalable de l'éditeur, sous une présentation différente de celle de l'original et sous réserve que la même condition soit imposée au prochain éditeur.

Les demandes de reproduction ou de traduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées à l'Union interparlementaire. Les Parlements membres et leurs institutions parlementaires peuvent reproduire ou traduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Union interparlementaire.

Traduction: Natalia Grigorieva et Françoise Wirth

Photo de couverture : © UIP

# **Rapport général d'activités de la Présidente, 2017-2020**

**Trois ans de travail conjoint pour une UIP plus inclusive  
et plus démocratique**



Gabriela Cuevas Barron lors d'une conférence de presse. © UIP

Chers collègues, chers amis,

Les trois dernières années ont été tout à fait exceptionnelles. Alors que je me prépare à faire mes adieux à l'Union interparlementaire (UIP), **je dois souligner que ce document n'est pas seulement un exercice de transparence et de responsabilité – des principes auxquels, comme vous le savez, je crois et que je m'efforce de promouvoir à chaque occasion. C'est aussi un document qui rappelle l'importance du parlementarisme dans le monde actuel.** Ce mot a pris un sens particulier dans de nombreux aspects de ma propre vie, notamment en raison de mes fonctions de Présidente de cette Organisation, mais aussi parce que j'ai pris conscience personnellement de la manière dont les parlementaires, partout et chaque jour, contribuent inlassablement aux efforts visant à bâtir un monde meilleur.

J'ai fait le vœu d'être une Présidente activement et étroitement engagée auprès de nos Parlements membres. En donnant suite à cet engagement, je me suis rendue dans de nombreux pays, j'ai assisté à des centaines d'événements, j'ai entendu des opinions et j'ai pris connaissance des points de vue de nombreuses parties prenantes au cours des nombreuses réunions qui ont eu lieu pendant mon mandat. **C'est ma façon de vous rendre la confiance que vous m'avez accordée lors de l'élection qui a eu lieu il y a trois ans à Saint-Pétersbourg.** Il est certain que la tâche n'a pas été simple. Toutefois, elle devait être menée à bien, car c'est ce qui était nécessaire pour faire de notre Organisation une institution dynamique, dans laquelle l'inclusion et les discussions sont au cœur des efforts déployés en faveur de la démocratie dans le monde.

De nombreuses crises étaient déjà imminentes avant que la COVID-19 n'ébranle notre monde, sans tenir compte des frontières nationales. C'est pourquoi l'UIP doit être en première ligne de l'évolution mondiale: **la mise en œuvre d'accords internationaux visant à les transformer en réalités nationales et locales est indispensable pour surmonter ces défis.** Si l'UIP reste une organisation pertinente sur la scène internationale, il en sera de même pour les parlementaires.

Chers collègues,

Au cours des trois dernières années, mes fonctions de Présidente de l'UIP n'ont fait que renforcer ma foi dans les parlements en tant qu'institutions capables de transformer la vie de leurs électeurs pour le mieux. **C'est précisément pour cette raison que la gouvernance mondiale doit avoir une dimension parlementaire à tout moment.** Ainsi, les initiatives conçues au niveau international pourront se concrétiser afin que des avantages tangibles puissent être apportés à des millions de personnes et que les défis communs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui puissent être surmontés.

Je me suis efforcée de profiter de cette occasion unique pour contribuer aux efforts en faveur d'une planète équitable et durable, et je continue de penser que si les événements actuels constituent un défi sans précédent, **ils nous donnent aussi une occasion unique de reconstruire en mieux, de corriger ce qui n'allait pas dans notre monde, de lutter pour l'égalité des sexes, de faire en sorte que les jeunes soient entendus et de bâtir une société internationale dans laquelle la paix, plutôt que le conflit, deviendra la norme.** Tout en vous remerciant de cet honneur immense, je vous invite à vous joindre à moi pour revenir sur les moments les plus marquants de ces trois dernières années.



Gabriela Cuevas Barron  
Présidente de l'UIP

# Les priorités principales

Au cours de ma présidence, **je me suis efforcée de traduire les engagements internationaux en réalités nationales**. Il reste beaucoup à améliorer en termes de processus de mise en œuvre qui nous permettront de traduire l'élan apporté par les accords mondiaux en réalités tangibles au niveau local et régional pour les personnes que nous représentons. Je suis convaincue que l'UIP a un grand potentiel à cet égard et **c'est pourquoi je souhaite qu'elle gagne en pertinence**. Dans le même ordre d'idées, c'est aussi pour cette raison que **l'UIP peut être un acteur clé dans la réalisation du développement durable**, d'autant plus que les parlementaires peuvent faire refléter ces priorités grâce à leur participation aux décisions budgétaires. Dans cette perspective, **des efforts importants ont été faits pour amener l'UIP à aligner davantage son action sur le Programme 2030**.

Je m'étais également engagée à faire de l'UIP **une organisation plus inclusive**, afin que davantage de personnes puissent être entendues et prises en compte dans nos processus décisionnels conformément à l'esprit parlementaire et délibératif de notre institution. Par ailleurs, **la promotion de la transparence au sein de l'UIP** a été une autre priorité, ce qui fut également conforme aux principes démocratiques que l'Organisation défend dans le monde entier.

Étant la Présidente de l'UIP la plus jeune et la deuxième femme à occuper ce poste en 131 ans, **je suis tenue de plaider pour l'inclusion des femmes et des jeunes au sein des parlements**. Seuls des parlements équitables peuvent construire un monde dans lequel régnera l'égalité.

En outre, **l'UIP souscrit à des instruments d'une grande importance, notamment les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'interaction entre l'Organisation des Nations Unies, les parlements et l'Union interparlementaire ou la Déclaration de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement**. La nature de l'UIP est politique et parlementaire : nos documents – même les documents de travail – doivent en tenir compte.

En termes d'austérité, **nous pouvons également faire beaucoup plus en dépensant moins**. L'efficacité dans l'utilisation du budget – qui est confié à l'Organisation par les Membres – est indispensable. C'est pourquoi j'ai demandé une modification des règles pertinentes, afin que le budget alloué à la présidence puisse être utilisé pour des vols moins chers que ceux qui étaient achetés auparavant. **Depuis que j'ai réussi à faire modifier ces règles, des économies ont été réalisées dans le petit budget réservé à la présidence et davantage de voyages de travail ont été couverts**.

**Il faut souligner que nous avons décidé d'innover pour que l'UIP soit à la hauteur des défis du XXI<sup>e</sup> siècle**. Cette volonté s'est concrétisée par le Dialogue des présidents de parlement; le Séminaire de leadership; le Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP; l'organisation d'un plus grand nombre d'ateliers pendant les Assemblées de l'UIP; la promotion de nouveaux sujets dans les résolutions conjointes de l'UIP et de l'ONU; la présence de l'UIP à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); la démocratisation du Comité préparatoire et du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent; le respect de la parité des sexes dans la formation de nouveaux groupes de travail; les mesures prises pour que le Groupe consultatif sur la santé soit véritablement représentatif en termes géopolitiques et d'égalité des sexes; et, ce qui est très important, un programme en matière de transparence, de reddition des comptes et de prévention des conflits d'intérêts, qui a permis de faire des progrès considérables grâce à la réforme des Statuts de l'UIP. Il convient de noter que les conclusions et les recommandations du rapport sur la transparence restent à mettre en œuvre.

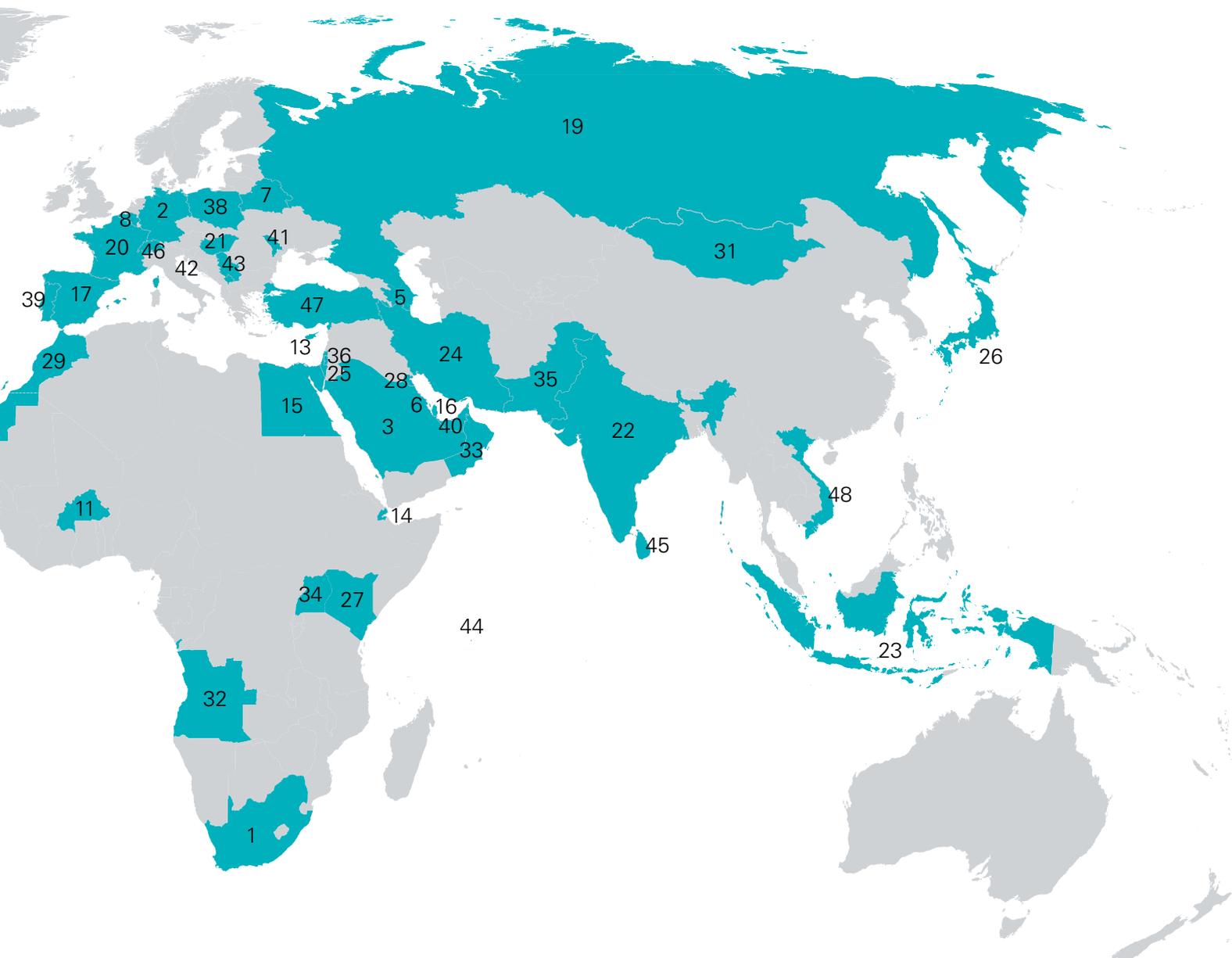
# Responsabilités supplémentaires

Au cours de mon mandat, j'ai également participé à d'autres initiatives pertinentes vis-à-vis du programme de l'UIP. Je fais notamment partie du Réseau de champions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021, du Groupe consultatif politique auprès du mouvement pour la CSU pour la CSU2030, du Groupe directeur de haut niveau de l'initiative *Toutes les femmes, tous les enfants* et du Groupe d'action du 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau, qui vise à promouvoir une approche de la législation et de la réglementation qui tienne compte de la question de l'eau.



## Liste des pays visités 2017-2020

- |                                    |                           |
|------------------------------------|---------------------------|
| 1. Afrique du Sud                  | 25. Israël                |
| 2. Allemagne                       | 26. Japon                 |
| 3. Arabie Saoudite                 | 27. Kenya                 |
| 4. Argentine                       | 28. Koweït                |
| 5. Azerbaïdjan                     | 29. Maroc                 |
| 6. Bahreïn                         | 30. Mexique               |
| 7. Bélarus                         | 31. Mongolie              |
| 8. Belgique                        | 32. Namibie               |
| 9. Bolivie (État plurinational de) | 33. Oman                  |
| 10. Brésil                         | 34. Ouganda               |
| 11. Burkina Faso                   | 35. Pakistan              |
| 12. Canada                         | 36. Palestine             |
| 13. Chypre                         | 37. Paraguay              |
| 14. Djibouti                       | 38. Pologne               |
| 15. Égypte                         | 39. Portugal              |
| 16. Émirats arabes unis            | 40. Qatar                 |
| 17. Espagne                        | 41. République de Moldova |
| 18. États-Unis d'Amérique          | 42. Saint-Marin           |
| 19. Fédération de Russie           | 43. Serbie                |
| 20. France                         | 44. Seychelles            |
| 21. Hongrie                        | 45. Sri Lanka             |
| 22. Inde                           | 46. Suisse                |
| 23. Indonésie                      | 47. Turquie               |
| 24. Iran (République islamique d') | 48. Vietnam               |



## La présidence de l'UIP 2017-2020 en chiffres

- **29 réunions de travail** avec des chefs d'État et de gouvernement
- **Plus de 30 réunions, conférences et événements de haut niveau** des Nations Unies
- **48 pays visités**
- Plus de **20 conférences parlementaires**
- Plus de **90 réunions bilatérales** avec des présidents de parlement
- Plus de **20 réunions** du Comité exécutif **présidées**

# Début de la première année de la présidence : octobre 2017-mars 2018



Élection de la Présidente de l'UIP lors de la 137e Assemblée de l'UIP. © UIP

L'un de mes objectifs principaux a été de faire avancer nos engagements en matière de changements climatiques, d'émancipation des femmes et des jeunes, de réfugiés et de migrations, ainsi que de promotion du multilatéralisme et de la diplomatie parlementaire, afin d'améliorer le contexte international de notre époque. L'action en faveur de cet objectif s'est traduite par ma participation à des conférences mondiales et régionales telles que la COP23 à Bonn, la quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires à Ottawa, la Réunion de bilan pour l'élaboration du Pacte mondial sur les migrations à Puerto Vallarta, la Conférence parlementaire sur l'OMC à Buenos Aires, le 26<sup>e</sup> Forum parlementaire Asie-Pacifique au Viet Nam et la troisième Conférence annuelle des présidents des parlements arabes au Caire.

Je me suis rendue à Genève pour assister à des réunions très importantes et les présider. Je suis également allée trois fois à New York. J'ai essayé de rencontrer personnellement autant de collègues parlementaires et d'associés de l'UIP que le temps le permettait afin d'établir une relation de travail plus étroite et plus efficace.



Visite au Siège de l'UIP en 2017. © UIP

Ma première mission officielle en tant que Présidente de l'UIP m'a amenée à la **Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23) à Bonn, en Allemagne**, le 12 novembre 2017. J'ai souligné que les changements climatiques étaient une préoccupation commune à toute l'humanité et une conséquence directe de l'activité humaine qui touche non seulement les écosystèmes mais aussi les droits de l'homme.



Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23) à Bonn, Allemagne. © UIP

J'ai demandé aux parlements de prendre des mesures plus fermes et plus concertées pour réagir face aux changements climatiques en mettant effectivement en œuvre l'Accord de Paris. Je les ai également encouragés à renforcer la coopération internationale et les partenariats afin de partager des informations et des expériences à l'échelle régionale et mondiale en vue d'assurer la ratification de l'Accord de Paris. J'ai affirmé qu'en tant que législateurs et superviseurs de l'action gouvernementale, nous avons une grande tâche à accomplir. À cet égard, j'ai fait référence au **Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques**, adopté par les Membres de l'UIP, qui vise à garantir que la riposte législative est appropriée et conforme aux objectifs fixés par la **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)**. Ce Plan d'action complète le document final de la réunion, qui est un appel à l'action pour les parlements du monde entier.

J'ai également salué les actions déjà en cours, recensées dans une étude sur les tendances mondiales en matière de législation et de litiges liés aux **changements climatiques** publiée par l'UIP, selon laquelle plus de 1 200 lois



Secrétariat de l'UIP. © UIP

**relatives aux changements climatiques ont été élaborées dans le monde.** Enfin, j'ai demandé à mes collègues parlementaires de trouver des moyens de renforcer le contrôle de la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux afin d'améliorer la transparence et la reddition de comptes, ainsi que d'assurer la cohérence entre les lois sur le climat et d'autres objectifs d'ordre social tels que la réduction de la pauvreté, la réduction des risques de catastrophe et l'égalité des sexes.

Au cours de la Conférence, les parlementaires participants ont clairement insisté sur le fait qu'il était urgent de modifier le format de ces conférences pour en faire des forums plus utiles et plus pratiques permettant d'élaborer des propositions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans leurs pays. Une suggestion qui a été bien accueillie à la lumière de cette demande répétée a été d'organiser des ateliers interactifs coordonnés avec le Secrétariat de la CCNUCC. L'ajout d'un volet pratique aux Assemblées de l'UIP et aux activités interparlementaires serait sans aucun doute bénéfique pour les travaux à l'échelle nationale, dans le cadre desquels nous pourrions entreprendre des actions claires et concrètes. Il était nécessaire que nous prenions des décisions et mettions en place un nouveau format pour la réunion de la COP 24 qui allait avoir lieu en décembre en Pologne.

Au lendemain de cette réunion, **je me suis rendue au Siège de l'UIP à Genève le 13 novembre avec M. Duarte Pacheco, Président du Groupe des Douze Plus, pour ma première réunion officielle avec le Secrétaire général de l'UIP, l'équipe de direction et les chargés de programme.** Au cours de ces deux jours, j'ai pu me familiariser avec la structure et les domaines de travail de l'UIP, ainsi qu'avec les personnes qui travaillent aussi bien dans les coulisses que sur le devant de la scène pour traiter différents dossiers.

En outre, pendant mon séjour à Genève, M. Pacheco et moi, nous avons rencontré M<sup>me</sup> Béatrice Fihn, Directrice exécutive de la **Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN)**, qui avait reçu le prix Nobel de la paix en 2017. Lors de nos discussions avec M<sup>me</sup> Fihn, nous avons examiné les moyens possibles de mobiliser les parlements pour promouvoir la signature et la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Suite à cette rencontre, nous avons organisé un atelier destiné à promouvoir la ratification et la mise en œuvre de ce traité lors de la 138<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.

Nous avons également rencontré le **Haut-Commissaire assistant du HCR**, M. Volker Türk, avec lequel nous avons analysé la nécessité pour l'UIP de développer un travail de terrain plus actif afin de relever les défis législatifs liés aux lois sur la nationalité. Lors de cette réunion, j'ai demandé à M. Türk de m'aider à faire en sorte que le Haut-Commissaire assiste à la 138<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. Nous sommes également convenus d'organiser un atelier pendant l'Assemblée pour analyser le **projet « zéro »** du Pacte mondial sur les réfugiés. Les deux étaient déjà confirmés pour l'inauguration de l'Assemblée le 25 mars. Nous avons en outre parlé de la nécessité de mener davantage de missions sur le terrain. Le HCR a suggéré différents lieux tels que la République démocratique du Congo, le Soudan et la Zambie.

Le 17 novembre, je me suis rendue à Ottawa pour prendre la parole à la **quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP**. Cette conférence, qui avait pour thème *Les jeunes parlementaires, vecteurs d'inclusion*, visait à concevoir des stratégies pour promouvoir l'inclusion des jeunes et réduire le fossé entre les générations sur les plans social, économique et politique. Les discussions se sont axées sur trois thèmes



Quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP. © UIP



Séance d'ouverture de la quatrième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP à Ottawa. © UIP Flickr

principaux : la participation des jeunes à la vie politique ; les migrations et l'intégration sociale ; et la croissance inclusive. La Conférence a été le plus grand événement de ralliement pour les jeunes parlementaires, hommes et femmes, du monde entier.

Grâce à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques des différents parlements, l'objectif était de réunir les jeunes dirigeants politiques autour d'une vision d'un avenir qui ne laisse personne de côté. Il n'y aurait pas pu avoir d'hôte plus indiqué que le Canada, car celui-ci représente l'espoir pour nombre de personnes – jeunes et moins jeunes – d'origines et de milieux différents.

J'ai eu l'occasion de m'adresser à mes collègues jeunes parlementaires. J'ai partagé mes connaissances en tant que jeune dirigeante politique dont la carrière a débuté à l'âge de 15 ans, j'ai fait connaître mon point de vue sur les circonstances difficiles auxquelles les jeunes sont confrontés de nos jours et j'ai insisté sur l'importance et la grande responsabilité que nous avons, en tant que parlementaires, de représenter comme il se doit les jeunes citoyens de nos pays. L'UIP s'efforce constamment de faire entendre les opinions des jeunes et de veiller à ce que leurs intérêts et leurs préoccupations soient entendus et exprimés. Afin d'éviter un déficit démocratique, nous devons changer la façon de faire de la politique, de représenter les citoyens et de créer des politiques ouvertes et inclusives.

Afin d'encourager les jeunes à entrer dans l'arène politique, la politique elle-même doit subir une profonde transformation.

**Elle a besoin d'innovation, de transparence et d'une meilleure communication.** La réalité est que le monde change rapidement et nous devons changer avec lui. J'ai demandé aux parlementaires de réfléchir à notre responsabilité de créer des opportunités pour que les jeunes puissent réaliser leur potentiel afin de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour ce faire, j'ai affirmé que nous devons leur garantir l'accès aux processus décisionnels tout en adaptant nos politiques nationales aux changements rapides du XXI<sup>e</sup> siècle.

Une autre priorité de notre programme parlementaire est la question des migrations. C'est une préoccupation qui me tient particulièrement à cœur, c'est pourquoi j'ai été particulièrement ravie de prendre la parole, le 4 décembre, lors de la **Réunion de bilan pour l'élaboration du Pacte mondial sur les migrations** à Puerto Vallarta, dans mon Mexique natal. La délégation de parlementaires de l'UIP comprenait des représentants d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine.

M<sup>me</sup> Margaret Mensah Williams, Présidente du Conseil national de la Namibie et Présidente du Bureau des femmes parlementaires, et M. José Ignacio Echaniz, Président de la délégation espagnole auprès de l'UIP et membre de la Chambre des députés espagnole, ont apporté leur contribution en mettant en lumière le rôle que les parlementaires doivent jouer pour parvenir à des migrations sûres, ordonnées et régulières aux niveaux national, régional et mondial.



Réunion de bilan pour l'élaboration du Pacte mondial sur les migrations. © UIP

J'ai également profité de l'occasion pour rencontrer le **Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Ambassadeur William Lacy Swing**, et je lui ai adressé une invitation à prendre la parole devant notre Assemblée au mois de mars suivant. Il a accepté immédiatement et a exprimé sa satisfaction quant à la future coopération entre l'UIP et l'OIM concernant le Pacte mondial sur les migrations.

Pendant la séance de rétrospection lors de la Réunion de bilan, j'ai fait noter les différentes réalités et expériences à travers le monde, en raison desquelles nous rencontrons souvent des difficultés pour parvenir à un consensus sur le programme de politique migratoire. Néanmoins, j'ai encouragé les participants à aller au-delà de nos différences et à trouver des dénominateurs communs à partir desquels ils pourront élaborer des résolutions plurielles et réalisables qui pourront finalement déboucher sur des politiques nationales conformes aux objectifs internationaux. En particulier, en tant que parlementaires et représentants les plus proches de nos peuples, nous sommes les mieux placés pour savoir comment évoluent les sociétés en fonction des flux migratoires. C'est pourquoi nous sommes chargés de veiller à ce que les normes internationales soient respectées chez nous, dans l'intérêt des êtres humains. Les enfants migrants sont un exemple évident, un sujet sur lequel nous avons travaillé pour concevoir des programmes de protection pour les enfants et les adolescents qui migrent seuls.

Par ailleurs, ces dernières années, **l'UIP a abordé la question des migrations de plusieurs manières**. Un exemple très réussi est l'adoption de la résolution *Protéger les droits des enfants, en particulier des enfants migrants non accompagnés, et empêcher l'exploitation des enfants dans les situations de conflit armé: le rôle des parlements*. Le débat général de la 133<sup>e</sup> Assemblée, en octobre 2015, a été consacré au thème *L'engagement impératif des parlements en faveur de migrations plus justes, plus sensées et plus humaines*. À la mi-novembre 2017, l'UIP a organisé, conjointement avec l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, une conférence internationale à La Valette (Malte) sur la promotion d'une meilleure coopération régionale en matière de migration en Méditerranée. L'UIP était représentée à cet événement par M. Jorge Laçao, Vice-Président du Parlement portugais et Vice-Président de la délégation portugaise auprès de l'UIP. M. Laçao connaît bien les dangers liés à la traversée de la mer

en quête d'une vie meilleure et les sacrifices que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont contraints de faire.

Au-delà des faits et statistiques, il y a de réelles histoires humaines de pauvreté, de marginalisation, de violence et de persécution. M. Laçao, représentant de l'UIP, a exhorté les parlementaires à remplacer leur discours de pragmatisme économique par un discours réaliste et à faire évoluer l'opinion publique pour qu'elle passe d'une perspective de menace nationale à une perspective d'implications humanitaires. En février 2018, le sujet a été examiné plus avant lors de l'audition parlementaire aux Nations Unies et allait être repris lors de la 138<sup>e</sup> Assemblée.

Je me suis rendue à New York en novembre 2017. J'ai rencontré **M. Jan Eliasson, ancien Secrétaire général adjoint de l'ONU, et M. Alan Stoga, Fondateur de la Fondation Tällberg**, pour discuter de la manière dont l'UIP pourrait adopter une approche qui favorise les programmes de leadership pour les jeunes parlementaires.

**Je me suis entretenue en tête-à-tête avec la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Amina Mohammed**, afin de me présenter. Nos discussions ont porté sur la volonté de l'UIP de travailler de manière coordonnée avec l'ONU, en particulier concernant les **Objectifs de développement durable (ODD)** et le programme d'autonomisation des femmes et des jeunes, qui est d'une importance capitale pour nos parlements, ainsi que pour nos pays.



La Présidente de l'UIP avec la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Amina Mohammed. © UIP

**La Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce à l'occasion de la 11<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires, en Argentine, a eu lieu les 9 et 10 décembre 2017.** L'événement a été organisé en collaboration avec le Congrès national de l'Argentine. La Conférence parlementaire a constitué le forum idéal pour que les parlementaires puissent avoir des échanges constructifs avec les négociateurs du gouvernement dans le but d'améliorer les politiques commerciales dans l'intérêt de la population.

Dans mon discours, j'ai attiré l'attention sur **le paradoxe entre les énormes flux internationaux de biens et de services commercialisables et les barrières et mesures protectionnistes mises en place pour freiner ces flux**. De telles tendances vont à l'encontre de l'esprit de la mondialisation et compromettent la prospérité et le développement de certains pays. J'ai donc souligné que les parlementaires ont la responsabilité de répondre aux besoins de leur population, en commençant par faire clairement connaître les avantages du libre-échange et dissiper l'idée que le libre-échange est lié de quelque manière que ce soit au chômage dans le monde.



Conférence parlementaire sur l'Organisation mondiale du commerce à l'occasion de la 11<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC © UIP Flickr

J'ai exhorté les parlementaires à chercher des moyens permettant d'accroître l'efficacité des débats et des actions menées au sein de l'OMC, et à lancer des discussions qui nous mèneront à un commerce mondial beaucoup plus juste et équitable. J'ai également encouragé les parlementaires à obtenir davantage de transparence et de complémentarité dans toutes les procédures et discussions qui ont lieu entre les gouvernements, les parlements et la société civile dans le domaine du commerce. Nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons renforcer les capacités des parlementaires, en particulier sur le plan technique, en ce qui concerne le programme commercial et financier, afin de **pouvoir mener des discussions et prendre des décisions éclairées concernant l'OMC dans une perspective parlementaire**.

En outre, j'ai rencontré, à cette occasion, **le Ministre des relations extérieures de l'Argentine**, M. Jorge Faurie, pour officialiser l'engagement de son pays à accueillir la 140<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP dans la ville de Buenos Aires. Il a également remis une lettre d'engagement indiquant que tous les Membres de l'UIP pourraient participer à cette Assemblée, conformément aux valeurs fondamentales d'unité et d'inclusion de notre Organisation.

**J'ai été invitée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à participer au Dialogue du Haut-Commissaire sur les défis de protection qui avait pour thème Vers un pacte mondial sur les réfugiés et qui m'a conduite à Genève les 12 et 13 décembre**. J'ai coprésidé une séance thématique sur l'accueil et l'admission avec M. Volker Türk, le Haut-Commissaire adjoint, et j'ai ensuite présenté les conclusions de la réunion avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi.

Dans mon discours, j'ai souligné que **les personnes, leurs droits humains et leur dignité doivent toujours être au centre de nos discussions, actions et décisions de législateurs**. Plus particulièrement, les migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées deviennent souvent invisibles et leurs droits sont menacés. C'est pourquoi, en tant que législateurs, décideurs politiques et représentants des populations de nos pays, nous avons un rôle fondamental à jouer dans l'élaboration et la mise en œuvre des accords internationaux, en particulier les pactes mondiaux sur les réfugiés et les migrants. Comme je l'ai précisé auparavant, nous devons nous acquitter activement de notre devoir de traduire ces engagements internationaux en programmes et politiques à l'échelle nationale. **Personne ne doit être laissé de côté**.

Au cours de mon voyage à Genève, **j'ai également rencontré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad al-Hussein, auquel j'ai réaffirmé notre engagement à protéger et à défendre les droits de l'homme des parlementaires, une responsabilité que nous chérissons à l'UIP**. Je lui ai également adressé une invitation à participer à notre Assemblée suivante en mars et lui ai demandé son soutien pour organiser des ateliers qui pourraient fournir des informations approfondies et des outils permettant aux parlementaires d'améliorer les cadres politiques en matière de droits de l'homme dans chaque pays.



La Présidente de l'UIP avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad al-Hussein. © UIP

Par ailleurs, **M. Konstantin Kosachev, Vice-Président du Comité exécutif, et moi-même, avons eu une réunion avec le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Michael Møller**. Nous avons discuté de la coopération existante et examiné d'autres pistes pour l'avenir, notamment en ce qui concerne les ODD. Nous avons proposé d'organiser un atelier à l'intention des présidents des commissions des affaires étrangères et des finances de tous les Parlements membres de l'UIP afin de leur fournir des informations pratiques pour une

meilleure mise en œuvre du Programme 2030. J'ai profité de chaque réunion pour inviter chacun d'entre eux à prononcer un discours liminaire lors de notre Assemblée suivante et ils ont tous accepté avec plaisir.

**En compagnie du Vice-Président du Comité exécutif, M. K. Kosachev, j'ai participé à un déjeuner de travail avec le Secrétaire général, son Conseiller principal et sa Chef de cabinet le 13 décembre 2017.** Nous avons examiné un certain nombre de questions, notamment la convocation d'une éventuelle session extraordinaire élargie du Comité exécutif au début de 2018, à laquelle les présidents des différents groupes géopolitiques seraient invités pour apporter leur contribution. Cette session permettrait d'accueillir les nouveaux membres, de présenter la Présidente et sa vision, et de bénéficier de l'apport et du relais d'informations des groupes géopolitiques.

Ma première mission en 2018 m'a amenée à Hanoï, au Viet Nam, pour la **26<sup>e</sup> session du Forum parlementaire Asie-Pacifique**. Le thème de l'événement, **Le partenariat parlementaire: la paix, l'innovation et le développement durable**, a fait mouche. J'ai mis l'accent sur les relations étroites entre l'UIP et l'Assemblée nationale, qui avaient abouti à la **Déclaration de Hanoi, document ayant fait date lors de la 132<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP en mars 2015, intitulé Les objectifs de développement durable: passer des mots à l'action**. Dans le discours que j'ai prononcé à l'inauguration, j'ai fait valoir que si nous, parlementaires, nous souhaitons apporter un changement, nous devons commencer par changer nos communautés. À cet effet, les partenariats sont essentiels. C'est pourquoi **j'ai exhorté les participants** à unir leurs forces pour parvenir à une paix et à un développement durables, dans l'intérêt et pour le bien-être de la population. En outre, j'ai souligné l'importance que revêt actuellement la région Asie-Pacifique, car elle détient 60 pour cent du PIB mondial et possède un remarquable potentiel d'innovation, des technologies et une grande capacité à relever des défis tels que les changements climatiques, le développement durable, les migrations, les déplacements et les réfugiés, les inégalités et le terrorisme.

Pendant mon séjour à Hanoi, M. Kosachev et moi, nous avons eu une réunion avec le Secrétaire général, M. Martin Chungong, pour examiner les questions en suspens auxquelles l'Organisation est confrontée. Il est important que le Secrétariat appuie la Présidence afin de garantir que le programme de travail est productif lors des événements internationaux. En ce sens, une collaboration étroite et le maintien d'une communication fluide amélioreront notre coordination concernant les événements et les réunions.

J'ai tenu une réunion avec **M. Trần Đại Quang, Président de la République socialiste du Viet Nam**. Dans ce contexte, j'ai souligné que le Viet Nam est un exemple parmi les « nations leaders en termes de croissance économique, de développement inclusif et de prise de position affirmée sur la question du libre-échange ».

En outre, j'ai souligné que la coopération régionale est essentielle pour réaliser les priorités de la communauté internationale et que la participation au Forum parlementaire Asie-Pacifique offre l'occasion de donner un nouvel élan à la collaboration entre le Forum et l'UIP.

J'ai également rencontré **M<sup>me</sup> Nguyen Thi Kim Ngan, Présidente de l'Assemblée nationale du Viet Nam**. Nous sommes convenues de la nécessité de collaborer. En effet, pour réussir la mise en œuvre des ODD, il est essentiel d'aligner les intérêts et les stratégies particulières sur la manière de procéder. En outre, j'ai rencontré **le Secrétaire général du Parti communiste, M. Nguyen Phu Trong**.

**La 277<sup>e</sup> session (extraordinaire) du Comité exécutif a eu lieu au Siège de l'UIP les 3 et 4 février 2018 et les présidents des groupes géopolitiques étaient également invités.** C'était pour ainsi dire la première fois que l'UIP tenait une réunion de cette nature. Celle-ci a été très intense et productive. Pendant deux jours de discussions fructueuses, j'ai pu apprendre à mieux connaître les membres - nouveaux et anciens - et leur présenter ma vision pour l'Organisation. En particulier, **je leur ai fait part de mon attachement résolu à la mise en place d'une Présidence proche des parlementaires et des groupes géopolitiques, qui visait à consolider l'UIP en tant qu'organisation interparlementaire la plus pertinente jouant un rôle actif dans les activités mondiales.** J'ai principalement fait part de mon intention de faire de l'UIP une organisation plus transparente, plus efficace, plus inclusive et plus communicative, qui œuvre au service de ses Parlements membres et dont le travail se traduit par des avantages pour nos peuples.

Lors de cette réunion, j'ai présenté la vision de la Présidente de l'UIP pour l'Organisation, avec le thème **Changeons le monde; le changement part de notre communauté**. J'ai eu l'occasion d'insister sur quatre sujets principaux: **1) la communauté de l'UIP, notre Organisation; 2) notre communauté la plus importante: nos collègues, les parlementaires; 3) nos communautés immédiates: nos parlements, nos pays, et 4) l'UIP et la communauté internationale.**

J'ai également eu l'occasion de présenter brièvement les amendements aux Statuts et Règlements de l'UIP que j'avais soumis au mois de décembre. Ces amendements visaient à apporter transparence et certitude à plusieurs actions qui étaient menées au sein de l'Organisation mais qui ne disposaient pas d'un cadre réglementaire adéquat. Ils concernaient essentiellement cinq aspects qui, à mon avis, devaient faire l'objet d'une évaluation approfondie faire entrer résolument l'UIP dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Ces aspects étaient les suivants: **a) les questions liées aux engagements juridiques de l'UIP et à leur procédure d'approbation; b) les responsabilités et prérogatives de la présidence; c) la communication, la transparence et la reddition de comptes; d) la Stratégie triennale et e) les langues officielles.**

De plus, **nous avons écouté un exposé de trois consultants externes qui nous ont fait voir les choses sous un angle extérieur:** d'une part, le point de vue de M. Alan Stoga, Président du Conseil d'administration de la Fondation Tällberg; d'autre part, celui de M. Patrick Noack et de Mme Maddalena Campioni de The Global Future. Il s'agissait d'une nouveauté qui a apporté une bouffée d'air frais bienvenue.

Dans la foulée de cette réunion du Comité exécutif, **j'ai inauguré la première réunion du nouveau Groupe consultatif de**

**haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.** Dans mon allocution liminaire, j'ai mis l'accent sur la nature sensible du terrorisme, qui n'épargne aucun pays. J'ai salué l'initiative qui vise à créer des synergies entre l'ONU et l'UIP, et j'ai encouragé le Groupe à être aussi ouvert et inclusif que possible. Le Groupe a élu sa Présidente et sa Vice-Présidente (toutes deux des femmes) et s'est mis d'accord sur ses Termes de référence. Il a décidé d'examiner les causes profondes du terrorisme et les spécificités régionales du terrorisme dans ses travaux futurs, ainsi que de développer une base de données des lois antiterroristes pour mettre en commun les bonnes pratiques.

Dans le même ordre d'idées, je me suis rendue au Caire pour assister à la **troisième Conférence annuelle des présidents de parlements arabes** en février. L'un des principaux sujets à l'ordre du jour était le terrorisme. **J'ai déclaré que le terrorisme n'a pas de religion ni de langue autre que la haine**, qu'il n'a pas de frontières ni de nationalités et qu'il met en péril la liberté et la vie. J'ai condamné l'association faite entre le terrorisme et l'Islam, qui est une religion de paix. Étant une menace d'envergure mondiale, le terrorisme doit être combattu par la communauté internationale de manière coordonnée. J'ai informé les présidents des parlements arabes sur le Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui avait tenu sa première réunion peu de temps auparavant. En outre, j'ai mis en exergue la responsabilité des parlements dans la mise en place et l'application de lois solides pour lutter contre le terrorisme, le blanchiment d'argent, la traite des êtres humains et d'autres crimes connexes.

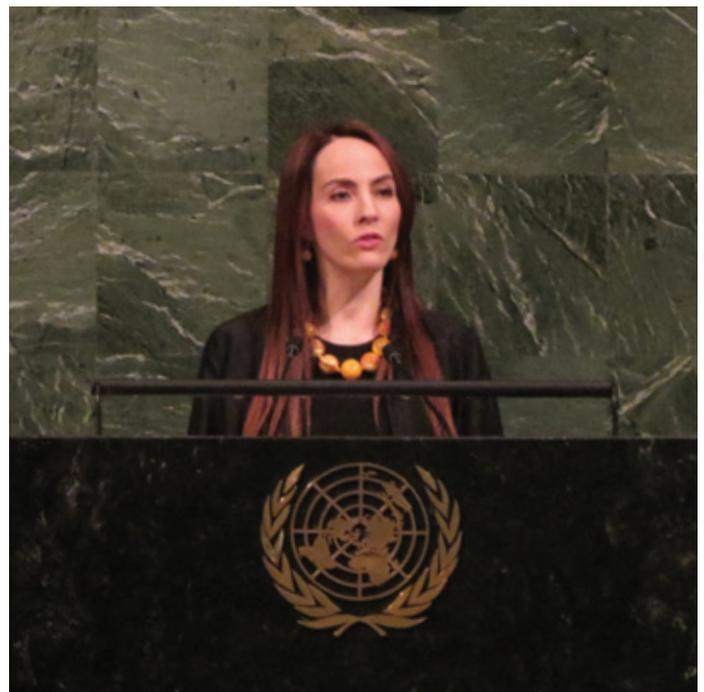
Au cours de ma visite, j'ai tenu plusieurs réunions avec différentes délégations pour découvrir et mieux comprendre leurs priorités et leurs préoccupations dans la région. J'ai rencontré **M. Meshal bin Fahmi Al-Salami, Président du Parlement arabe, et M. Ahmed Aboul-Gheit, Secrétaire général de la Ligue arabe.**

**J'ai présidé l'audition parlementaire annuelle aux Nations Unies avec le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Miroslav Lajčák. Le thème de l'événement, *Vers un pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières: la perspective parlementaire*,** était particulièrement pertinent étant donné que le Pacte mondial sur les migrations a été lancé en 2018. À cette occasion, j'ai fait connaître mon point de vue sur l'action parlementaire. En tant qu'élément commun de l'histoire de l'humanité, les migrations internationales restent un trait distinctif de la société contemporaine. De nos jours, les

personnes confrontées à des circonstances difficiles, telles que la pauvreté, les risques de catastrophe, la violence et les conflits, sont obligées de chercher toute chance de trouver de meilleures conditions de vie. Cette démarche implique souvent d'entreprendre des voyages dangereux, aggravés par la stigmatisation et la discrimination, pour atteindre la destination. Malheureusement, le cercle vicieux de la vulnérabilité et des violations des droits de l'homme ne s'arrête pas là, comme je l'ai déjà mentionné.

**Il est clair qu'aucun État ne peut faire face seul au phénomène des migrations et des déplacements humains, c'est pourquoi j'ai salué le projet «zéro»** du Pacte mondial sur les migrations, récemment publié par les deux **co-facilitateurs, l'ambassadeur Juan José Gómez Camacho du Mexique et l'ambassadeur Jürg Lauber de Suisse.** J'ai confirmé que l'UIP soutenait cette initiative et qu'elle maintenait cette question au premier rang de ses priorités et de celles des parlements. Citant le document final du débat général de la 133<sup>e</sup> Assemblée, j'ai rappelé que «les migrants ne sont pas des numéros, mais des êtres humains. En tant que personnes détentrices de droits, ils doivent être traités de façon digne, dans le respect de leurs droits fondamentaux, quel que soit le motif pour lequel ils ont quitté leur terre d'origine ou leur statut migratoire, en situation régulière ou irrégulière».

Lors de cette visite à l'ONU, nous avons rencontré le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, discuté de l'état de la coopération entre l'UIP et l'ONU, et exploré les possibilités d'un engagement plus poussé. J'ai insisté sur le rôle et la responsabilité essentiels des parlements dans la réalisation des ODD, notamment en ce qui concerne les processus de ratification, d'ajustement de la législation nationale, d'allocation budgétaire ou financière et de reddition de comptes, en vue de rendre les ODD réalisables au niveau local ce qui, en fin de compte, trouve



Débat à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution relative à l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire au Siège de l'ONU. © UIP



Audition parlementaire aux Nations Unies, 2018. © UIP Flickr



Audition parlementaire aux Nations Unies, 2018. © UIP

un écho au niveau mondial. J'ai également souligné que les parlementaires pouvaient apporter une perspective législative aux principaux processus des Nations Unies. **J'ai également profité de l'occasion pour inviter le Secrétaire général António Guterres à notre 139<sup>e</sup> Assemblée.**

**La résolution bisannuelle, *Interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire***, étant une priorité de l'ordre du jour, nous avons rencontré l'Ambassadeur du Mexique, Juan José Gómez Camacho, pour travailler sur le projet de ce document avec le Secrétariat de l'UIP. Lors de cette réunion, nous sommes convenus de présenter une résolution moins inertielle et bureaucratique, et plus moderne et efficace qui re-

flète véritablement notre mandat et notre engagement en tant que parlementaires pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans le monde entier, c'est-à-dire le rôle que l'UIP joue dans la défense des droits de l'homme des parlementaires et le travail inlassable consacré à la réalisation de l'égalité des sexes et à un accroissement des chances pour les jeunes. Ce faisant, j'ai expliqué que notre objectif était d'élaborer un document plus simple, plus pratique et plus moderne à l'intention des parlementaires, qui puisse permettre une coopération, une mise en œuvre et un suivi plus étroits. Nous sommes finalement convenus que la Mission mexicaine auprès de l'ONU soumettrait une proposition aux Membres de l'UIP pour analyse, délibération et décision avant le début du processus avec d'autres ambassades.



La Présidente de l'UIP avec le Président de la 73<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, M. Miroslav Lajčák, et le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres. © UIP



Réunion parlementaire lors de la 62<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme. © UIP

Dans le cadre de l'audition, la Présidente et le Secrétariat de l'UIP ont invité les délégations à un cocktail. M. Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, M. Miroslav Lajčák, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mme Amina Mohammed, Secrétaire générale adjointe de l'ONU, M. Juan José Gómez Camacho, Ambassadeur du Mexique auprès de l'ONU, M. Jürg Lauber, Ambassadeur de Suisse auprès de l'ONU et d'autres personnalités éminentes du système des Nations Unies et des affaires diplomatiques ont participé à cet événement. J'ai eu l'occasion de prononcer un discours dans lequel j'ai mis l'accent sur l'importance de la coopération entre les institutions et sur la manière dont les parlementaires doivent promouvoir la protection des migrants, éradiquer la discrimination et mettre en place de meilleures conditions pour ces personnes.

Pendant mon séjour à New York, j'ai également pu **rencontrer plus de 20 délégations qui ont assisté à l'audition**, qui, je l'espère, pourra devenir une pratique courante de la présidence de l'Union interparlementaire. Je suis vraiment déterminée à entretenir des relations plus étroites avec mes collègues parlementaires afin de mieux comprendre les préoccupations et les propositions de tous les Membres et de prendre des mesures substantielles et concrètes en vue d'améliorer non seulement notre Organisation, mais aussi l'état actuel des relations internationales et des ODD.

En mars, j'étais de retour à New York à l'occasion de la **Réunion parlementaire de la 62<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme**. Nous avons tenu cet événement sous le thème **Les parlements au service des femmes et des filles en milieu rural**. J'ai également participé à différents événements parallèles parrainés par l'UIP, sur les thèmes **La violence contre les femmes en politique** et **Les quotas de femmes et de jeunes**. J'ai également rencontré Mme Ana Maria Menendez, Conseillère principale en matière de politique auprès du Secrétaire général. Au cours de ma conférence de presse, j'ai attiré l'attention sur la stagnation de la représentation des femmes et sur les moyens de remédier à cette situation, et fait référence au **rapport de l'UIP intitulé Les femmes au parlement en 2017: regard sur l'année écoulée**.

J'ai participé à **l'inauguration du Forum mondial de l'eau à Brasilia**, où j'ai eu une réunion avec le Ministre des affaires étrangères, M. Aloysio Nunes, et assisté à un déjeuner offert par le Président brésilien, M. Michel Temer. Dans le cadre du Forum mondial de l'eau, j'ai participé le 18 mars à **un événement parlementaire organisé par le Congrès brésilien, l'Organisation des États américains et le Programme des Nations Unies pour l'environnement**.



138<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP Flickr

## Poursuivre sur la lancée de la première année: mars 2018 – octobre 2018

Dans le cadre de la **138<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP** qui s'est tenue en mars à Genève, j'ai rencontré les groupes géopolitiques de l'UIP, le Forum des femmes parlementaires et le Comité des droits de l'homme des parlementaires. Ainsi, j'ai continué de remplir mon engagement à être une Présidente accessible et proche de tous nos Membres.

En outre, **j'ai participé à d'autres réunions bilatérales avec les délégations de plusieurs pays, afin de renforcer les efforts de coopération entre leurs parlements respectifs et l'UIP**. J'ai notamment rencontré des représentants de la Chine et de la Mongolie, ainsi que la Présidente de l'Assemblée nationale du Viet Nam, M<sup>me</sup> Nguyen Thi Kim Ngan. J'ai également rencontré la Présidente de l'Assemblée nationale sud-africaine, M<sup>me</sup> Baleka Mbete, le Président du Parlement du Sri Lanka, M. Karunaratne Jayara-

suriya, le Président du Parlement du Monténégro, M. Ivan Brajovic, et la Présidente de l'Assemblée nationale de Bulgarie, M<sup>me</sup> Tsveta Valcheva Karayancheva. De plus, j'ai assisté à un nombre encore plus important de réunions, avec les personnes et délégations suivantes: M. Mishal F. Al Sulami, Président du Parlement arabe; M. Habib El Malki, Président de la Chambre des représentants du Maroc; M. Jigme Zangpo, Président de l'Assemblée nationale du Bhoutan; la délégation d'Israël; la délégation de la Thaïlande; le Président du Sénat algérien, M. Abdelkader Bensalah; la délégation de l'Érythrée; et le Président du Conseil consultatif du Qatar, M. Ahmed Bin Abdullah Al Mahmoud. Enfin, j'ai rencontré M<sup>me</sup> Na-Kyungwon de la délégation de la République de Corée; M. Roger Nkodo-Dang, Président du Parlement panafricain; M. Marzouq Ali Al-Ghanim, Président de l'Assemblée nationale du Koweït; la délégation de la République populaire démocratique



138<sup>e</sup> Assemblée. © UIP Flickr



Débat à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution relative à l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire au Siège de l'ONU à New York. © UIP

de Corée; M. Sam Rainsy de la délégation du Cambodge; la délégation du Yémen et les commissions des affaires étrangères de la France, de la Turquie, de l'Inde et de l'Équateur.

En avril, je me suis rendue à Washington pour assister à la **Conférence parlementaire mondiale du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international**, dont l'objectif était de discuter de sujets cruciaux tels que le financement international du développement, la stabilité économique et la réalisation des Objectifs de développement durable. Cette réunion a rassemblé plus de 150 parlementaires de 100 pays et a été marquée par la présence d'autorités de haut niveau du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Lors de mon intervention à cet événement, j'ai mis l'accent sur les défis que le monde doit relever en termes de chômage et de représentation des jeunes, qui sont souvent les plus vulnérables aux complications causées par le chômage.

Je me suis adressée au **12<sup>e</sup> Sommet des présidentes de parlement en avril à Cochabamba (État plurinational de Bolivie)**,

qui s'est tenu sous le thème **Les Présidentes de parlement s'engagent pour que chaque voix compte**. Le Sommet a permis d'évaluer les progrès réalisés en matière de leadership féminin dans les parlements, qui s'élève à 51 présidentes de parlement pour 48 pays.

Tout en déplorant le fait que le chemin vers l'égalité des sexes reste long et fastidieux, je me suis réjouie de constater que des changements étaient amorcés. **Les présidentes de parlement ne formaient plus une petite élite, mais atteignaient une masse critique qui pouvait influencer positivement la gouvernance mondiale**, tout comme ces femmes avaient changé le paysage politique dans leur propre pays.

J'ai demandé aux présidentes de parlement présentes d'utiliser leurs talents collectifs, leurs expériences uniques et leur volonté commune pour accélérer le rythme du changement et transformer les parlements afin qu'ils puissent mieux répondre aux besoins de l'ensemble de la population. Leur leadership contribuerait à faire des parlements des modèles d'intégration dans



Séance d'ouverture du 12<sup>e</sup> Sommet des présidentes de parlement. © UIP Flickr

la société. Je leur ai rappelé les trois conditions nécessaires au changement : **remédier à la sous-représentation des femmes, créer des sociétés et des parlements inclusifs et combattre la violence contre les femmes en politique.**

**L'Amérique latine en général et la Bolivie en particulier sont des exemples de progrès notables en ce qui concerne la formation de parlements plus inclusifs,** ayant reconnu le droit à une représentation juste et égale des minorités ethniques et des personnes handicapées. Ils ont également pris des mesures concrètes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes dans tous les domaines, que ce soit à la maison, sur le lieu de travail ou en politique. J'ai salué ces initiatives positives et encouragé les autres parlements de la région et d'ailleurs à suivre cet exemple.

En mai, j'ai participé au débat de **l'Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution relative à l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'Union interparlementaire au Siège de l'ONU à New York.** À l'issue du débat, la résolution, présentée par **91 coauteurs**, a été adoptée. M. Gómez Camacho, Ambassadeur du Mexique à New York, a été à la tête du processus visant à obtenir un appui pour cette importante résolution, qui est adoptée tous les deux ans. Dans le cadre du processus préparatoire, plusieurs réunions avaient été organisées entre M. Gómez Camacho, le Secrétariat de l'UIP et la Présidence de l'UIP. **Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier tous les pays qui ont appuyé cette initiative,** en particulier tous les collègues qui se sont rendus au Siège de l'ONU à cette occasion qui est très importante pour les parlementaires du monde entier. **Je tiens également à exprimer ma gratitude à M. Gómez Camacho de la Mission permanente du Mexique auprès de l'ONU et à saluer les efforts qu'il a déployés.**

Cette résolution, en plus d'être plus claire et plus concise que celles rédigées par le passé, comporte trois aspects importants qu'il convient de relever : **1) elle proclame le 30 juin comme Journée internationale du parlementarisme à partir de 2018 ;** 2) elle donne aux parlementaires la possibilité d'assister à d'importantes réunions de coordination au Secrétariat de l'ONU et ; 3) elle ouvre la voie à de nouveaux domaines de coopération, tels que le maintien de la paix, le dialogue interconfessionnel et interethnique, la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent. Il s'agit là d'une réalisation majeure pour l'UIP et les parlements du monde entier.

Cette avancée s'est également traduite par l'accroissement de la représentation et de l'inclusion car elle a permis aux parlementaires d'assister à des réunions importantes, contrairement à la situation qui prévalait auparavant où seul le Secrétariat participait à ces réunions.

Par ailleurs, cette année-là, **le Pacte mondial sur les migrations et le Pacte mondial sur les réfugiés** ont été des aboutissements multilatéraux importants. Ce sont deux processus dans lesquels j'ai été étroitement impliquée à la fois sur le plan personnel et sur le plan institutionnel, en travaillant directement avec les co-facilitateurs qui ont rédigé le document et avec le HCR respectivement. J'ai également participé à des réunions de travail avec les parties prenantes, présidé des événements avec le HCR et été invitée à m'exprimer à des réunions-débats à diverses occasions. Je salue les efforts et les négociations menées dans le cadre des deux pactes mondiaux. L'UIP suit de près l'évolution de la situation et aligne de plus en plus les sujets inscrits à son ordre du jour sur ceux de l'ONU.



Séminaire régional sur les Objectifs de développement durable à l'intention des Parlements d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. © UIP

En outre, avec le soutien du Secrétariat de l'UIP, **nous avons rédigé des propositions visant à faire en sorte que les pactes mondiaux évoquent le rôle des parlementaires**, car ce rôle se révélera crucial lorsqu'il s'agira de mise en œuvre, de budgétisation et de responsabilités générales. **Je suis également heureuse d'annoncer qu'après des réunions et un suivi constants avec M. Gómez Camacho et M. Volker Türk tout au long du processus, les deux pactes mondiaux mentionnent l'importance des devoirs et des responsabilités des parlementaires.**

Je me suis rendue à Belgrade, en Serbie, le 24 mai, pour prononcer le discours d'ouverture du **Séminaire régional sur les Objectifs de développement durable à l'intention des Parlements d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale**. C'était la quatrième édition du Séminaire sur les ODD dans cette région, les parlementaires s'étant déjà réunis deux fois en Roumanie et une fois en Hongrie. Ces événements avaient porté sur les changements climatiques, l'environnement, la santé, la pauvreté, l'inclusion et la participation.

Compte tenu de la nature transversale des ODD, **qui ont été intégrés tout au long de la Stratégie de l'UIP pour 2017-2021, l'UIP a conçu un outil d'auto-évaluation pour aider les parlements à réajuster leur action**. Des activités d'auto-évaluation ont été menées avec succès aux Fidji, à Djibouti, en Géorgie, au Kenya, au Mali et en Namibie. Ces activités ont fourni des plateformes pour le partage d'expériences et de connaissances au niveau parlementaire. **Bien qu'il n'existe pas d'approche unique, les meilleures pratiques peuvent certainement contribuer à encourager et à inspirer d'autres parlements à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des ODD.**

Au cours de cet événement, j'ai rencontré les **présidents des parlements de Macédoine du Nord et de Croatie**. Je tiens également à exprimer ma gratitude à M. Duarte Pacheco, Président du Groupe des Douze Plus, qui a également participé à cet événement.

J'ai convoqué **la 279<sup>e</sup> session (extraordinaire) du Comité exécutif les 17 et 18 juin 2018 au Siège de l'UIP à Genève**. Cette session a été consacrée presque exclusivement à l'examen des propositions d'amendements aux Statuts et Règlements de l'UIP. Le Vice-Président du Comité exécutif, M. Kosachev, avait mené des consultations au sein du Comité exécutif et des groupes géopolitiques en vue de parvenir à un consensus sur un certain nombre de questions.

Cette année, nous avons lancé et mis en œuvre des mesures visant à améliorer et à clarifier le contenu de notre propre cadre juridique, soit les Statuts de l'UIP. Je saisis cette occasion pour remercier tous les parlements et les parlementaires qui se sont investis dans ce processus afin de parvenir à un consensus. **J'exprime en particulier ma gratitude à M. Kosachev, qui a consacré des efforts constants et beaucoup de temps à trouver la meilleure voie pour avancer dans ce sens**. Ma gratitude la plus vive va également aux membres du Comité exécutif, qui ont consacré plusieurs jours au déplacement et aux discussions.

Sur ce point, il est également de mon devoir de faire preuve de transparence et de sincérité : **il est très peu probable que nous parvenions au consensus nécessaire pour donner plus de certitude et de clarté aux fonctions de toutes les parties qui composent notre institution**. S'il est vrai que la politique se réfère à l'art du dialogue et à la formation d'accords et de compromis, il est également vrai que la transformation d'une institution s'est révélée être une tâche considérablement difficile.

**Le 11 juillet, j'ai participé à la troisième édition du Sommet des présidents de parlement d'Asie du Sud sur la mise en œuvre des ODD, qui s'est tenue à Colombo, au Sri Lanka**. Au cours de la séance d'ouverture, nous avons eu l'honneur d'être rejoints par M. Ranil Wickremesinghe, Premier ministre du Sri Lanka. L'événement s'est appuyé sur les résultats des deux éditions précédentes du Sommet, qui se sont tenues au Bangladesh en 2016 et en Inde en 2017. J'ai souligné à quel point l'UIP était fière de faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les parlementaires grâce à cette plateforme.



Troisième Sommet des présidents de parlement d'Asie du Sud. © UIP



279<sup>e</sup> session (extraordinaire) du Comité exécutif de l'UIP. © UIP

**Le Sommet a été une occasion précieuse de faire avancer les discussions sur la promotion d'une croissance économique inclusive et durable, l'emploi et l'accès de chacun à un travail décent, comme prévu à l'Objectif 8.** Il a également permis aux participants de réfléchir aux stratégies les plus appropriées pour éradiquer le travail forcé et promouvoir la protection sociale et des environnements de travail sûrs et sans danger.

Pourtant, malgré les meilleurs efforts et initiatives, **l'appropriation au niveau national reste difficile. Les ODD sont toujours très largement considérés comme des objectifs mondiaux et n'ont pas été relayés au niveau local.** Il incombera aux parlements de sensibiliser leurs électeurs aux Objectifs de développement durable, en dans les zones rurales, en les consultant davantage et en leur expliquant que la réalisation des Objectifs pourra améliorer leur vie de différentes manières.

Parallèlement à cet événement, j'ai tenu des réunions bilatérales avec les représentants suivants: **M. Abdul Raouf Ibrahim, Président de la Wolesi Jirga d'Afghanistan; M. Tashi Dorji, Président du Conseil national du Bhoutan; M<sup>me</sup> Sumitra Mahajan, Présidente de la Lok Sabha; et M. Karu Jarasuriya, Président du Parlement du Sri Lanka.**

Dans le cadre de mon engagement à faire en sorte que la représentation de l'UIP à l'ONU soit toujours visible et jamais absente, je me suis adressée au **Forum politique de haut niveau pour le développement durable au Siège de l'ONU à New York le 16 juillet.** Il est important de noter qu'une telle activité s'inscrit dans la vision pour mon mandat: accroître la présence de l'UIP lors des événements importants des Nations Unies. Bien que j'aie toujours cherché à être accompagnée au Siège de l'ONU par une délégation de l'UIP, il est encore nécessaire de trouver des moyens de faire en sorte que davantage de nos parlementaires puissent s'y rendre.

J'ai rappelé que si les 17 Objectifs étaient tous importants, l'UIP mettait l'accent sur l'Objectif 16, celui dit de la «gouvernance». **La mise en place d'institutions transparentes, inclusives et responsables, à commencer par les parlements nationaux, exige des efforts laborieux. C'est exactement ce que fait l'UIP: elle aide les parlements à devenir plus représentatifs en renforçant leurs fonctions législatives et de contrôle.** Pourtant, en dépit des progrès réalisés, l'instauration de la démocratie reste un combat acharné presque partout. La communauté internationale doit investir plus que jamais dans la gouvernance, y compris dans la prévention des conflits, pour que les ODD soient réalisés.

Dans le cadre du thème principal de la durabilité et de la résilience, j'ai souligné la déconnexion illogique entre l'économie et l'environnement en termes absolus. Après de nombreuses discussions sur le sujet au fil des ans lors des événements de l'UIP, **la principale conclusion qui s'est dégagée est qu'en plus de viser l'efficacité, nous devons nous concentrer sur la suffisance. Il faut développer un nouveau modèle économique qui soit moins dépendant de la consommation et plus propice au bonheur des êtres humains.** Il est particulièrement important d'agir dans les pays développés dont l'empreinte carbone est bien supérieure à la moyenne.

**J'ai demandé aux délégations nationales présentes au Forum de haut niveau d'inclure un ou deux parlementaires dans leurs délégations afin de renforcer la collaboration entre les pouvoirs exécutif et législatif de l'État.** Les parlements sont essentiels à la mise en œuvre et à l'appropriation des ODD au niveau national.

Par ailleurs, j'ai participé à **l'atelier conçu pour permettre aux parlementaires de se familiariser avec l'outil d'auto-évaluation sur les stratégies et la mise en œuvre des ODD.** L'atelier s'est tenu à la Uganda House à New York.

**Le Secrétaire général étant présent à New York pour cet événement, j'ai saisi l'occasion pour discuter avec lui d'un certain nombre de questions.** Nous sommes convenus de rationaliser l'ordre du jour du Comité exécutif et du Conseil directeur, et avons insisté sur la nécessité d'une gestion rigoureuse du temps des sessions des organes directeurs. Nous avons également choisi un certain nombre de personnalités de haut niveau à inviter à la 139<sup>e</sup> Assemblée, qui allait se tenir sous le thème général de l'innovation. Nous avons discuté de l'atelier sur le financement des ODD destiné aux présidents des commissions du budget et des finances - une activité que j'avais proposée dans le cadre de ma vision pour l'UIP. En outre, au cours de cette réunion, nous avons abordé de nombreux sujets tels que le Groupe directeur de haut niveau de l'initiative Toutes les femmes, tous les enfants; la Journée internationale de la démocratie; la 140<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Buenos Aires; l'atelier régional pour les Parlements non-membres de la région des Caraïbes; la Conférence parlementaire à l'occasion de la Conférence intergouvernementale pour l'adoption du Pacte mondial sur les migrations au Maroc, le Forum mondial de l'investissement; les intervenants à la Semaine de la paix de Genève; l'Audition parlementaire annuelle 2019; la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement; la réunion du P20 à Buenos Aires; la cinquième Conférence mondiale des jeunes parlementaires; la proposition de mission en République bolivarienne du Venezuela; la mission prévue dans la région du Moyen-Orient; et le Comité directeur de la Conférence parlementaire sur l'OMC.

J'ai assisté à une réunion avec **M. Pete Ricketts, Gouverneur de l'État du Nebraska,** au cours de laquelle nous avons discuté des relations entre les États-Unis d'Amérique et l'UIP. Étant donné que M. Ricketts allait présider une conférence des gouverneurs en 2019, j'ai saisi cette occasion pour amorcer de nouvelles discussions **sur la promotion de nos efforts en vue de la réaffiliation du Congrès américain à notre Organisation.**

En septembre, **j'ai tenu une réunion avec des législateurs de l'Assemblée nationale vénézuélienne,** au cours de laquelle nous avons discuté des récentes déclarations dénonçant des violations des droits de l'homme de parlementaires et de la possibilité d'envoyer une mission d'enquête de l'UIP au Venezuela. Il est important de mentionner que nous nous efforçons constamment - malgré la difficulté de la tâche - d'envoyer une mission qui entendrait toutes les parties concernées, afin de trouver une solution humanitaire à la crise.



Deuxième Forum féminin eurasiatique. © UIP

J'ai assisté au **deuxième Forum féminin eurasiatique** à Saint-Petersbourg, en Fédération de Russie, où j'ai prononcé un discours en séance plénière, intitulé **Les femmes pour la sécurité mondiale et le développement durable**. En outre, j'ai participé à la réunion-débat sur les femmes pour une croissance économique équilibrée et à la réunion du W20. J'ai également eu des réunions avec **M<sup>me</sup> Matvienko, Présidente du Conseil de la Fédération, M<sup>me</sup> Samoura de la FIFA, M<sup>me</sup> Al-Qubaisi du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis et M<sup>me</sup> Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes.**

Pendant la Semaine de haut niveau des Nations Unies, je me suis rendue à New York pour participer à plusieurs réunions. J'ai coprésidé le **Petit-déjeuner de reddition de comptes du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH)**. Cet événement était dirigé par M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Présidente du PMNCH. Il était consacré aux efforts visant à renforcer les résultats, les ressources et les droits, notamment grâce à des partenariats entre tous les groupes de



M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes. © UIP



M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU. © UIP

parties prenantes – gouvernements, parlementaires, médias, ONG, groupes de jeunes, secteur privé, ONU, donateurs, universitaires et autres. Après la clôture de l'événement principal, j'ai assisté à une réunion de haut niveau avec M<sup>me</sup> Bachelet.

J'ai pris part à la séance intitulée **Défis émergents et changements de paradigmes: nouvelles manières d'envisager la coopération internationale au service du développement**, à la Réunion de haut niveau sur le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et au Sommet de la paix Nelson Mandela, où j'ai prononcé un discours rappelant les enseignements de M. Mandela. Plus tard dans la soirée, j'ai assisté au **Sommet annuel de Concordia 2018**, un forum de haut niveau visant à dynamiser l'action par des approches basées sur des valeurs communes et des objectifs d'impact social. Parmi les participants figuraient M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie et M. Michel Temer, Président du Brésil, ainsi que de nombreux autres intervenants éminents.

J'ai également assisté à la séance d'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ensuite, j'ai été invitée au **Déjeuner officiel organisé par le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres**. Dans l'après-midi, j'ai assisté à une deuxième séance du Sommet annuel de Concordia 2018.

J'ai été invitée à un événement marquant le **70<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme**, en présence du Secrétaire général de l'ONU. Ensuite, j'ai rencontré les autorités azerbaïdjanaises pour discuter du forum qui allait se tenir dans la ville de Bakou. J'ai également participé à l'événement intitulé **La Route vers Marrakech**, organisé par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales ainsi que le Brésil, le Canada, le Bahreïn, l'Allemagne, l'Indonésie, le Mexique, les Philippines et la Turquie. Cet événement a été conçu pour créer une dynamique en vue de la Conférence intergouvernementale qui allait se tenir au Maroc en décembre 2018. Enfin, j'ai participé à un événement organisé par la Mission permanente du Mexique auprès de l'ONU à New York.

Fin septembre, j'ai participé à une **réunion de la Société des Amériques et du Conseil des Amériques en présence de M. Pedro Sánchez, Premier Ministre espagnol**. J'ai ensuite

assisté à la **réunion sur les maladies non transmissibles**, plus précisément aux réunions-débats intitulées *Renforcement des systèmes de santé et financement de la prévention et du contrôle des maladies non transmissibles* et *Opportunités et défis liés à la participation des gouvernements, de la société civile et du secteur privé aux niveaux mondial, régional et national, qui ont toutes deux eu lieu dans la Salle du Conseil de tutelle.*



Petit-déjeuner de reddition de comptes du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH). © UIP

J'ai également participé à la **réunion en personne du Groupe directeur de haut niveau de l'initiative *Toutes les femmes, tous les enfants***, dont l'UIP est membre, au Siège de l'ONU à New York. La session était présidée par le Secrétaire général de l'ONU et était prévue pour l'examen du **rapport 2018 du Groupe indépendant d'experts chargés du suivi des responsabilités de l'initiative *Toutes les femmes, tous les enfants***. Elle a également été consacrée à la feuille de route du Mécanisme mondial de financement pour le réapprovisionnement et a entendu des informations actualisées de la part des membres, notamment du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH). Les membres ont fait part de leurs observations et défini des mesures concrètes en matière d'appui et de sensibilisation.

M. Kosachev, le Vice-Président du Comité exécutif, et moi-même, nous avons proposé d'organiser **un atelier sur le financement des ODD à l'Office des Nations Unies à Genève, avec l'appui de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement**. Cet atelier a été consacré à la manière dont les ressources publiques contribuent à la réalisation effective des ODD et à l'examen de certaines des mesures les plus urgentes que les parlements peuvent prendre pour augmenter les recettes publiques et renforcer une politique fiscale d'une manière conforme aux ODD. Il a également permis de réfléchir aux moyens par lesquels le développement peut appuyer ces efforts dans certains pays.

Pour la première fois dans l'histoire de l'UIP – et avec la conviction et l'engagement de démocratiser et de décentraliser les processus décisionnels de notre Organisation – **la composition du Comité préparatoire de la Conférence mondiale des présidents de parlement de 2020 n'a plus été plus déterminée par la Présidence et le Secrétariat. En effet, elle a été déterminée en consultation avec les groupes géopolitiques**, qui ont été invités à présenter des propositions de représentation lors de la 139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.

Je veux tenir les promesses que j'ai faites à nos Membres. C'est pourquoi, **je m'efforce constamment de veiller à ce que la qualité de nos événements soit élevée, s'agissant tant de la richesse conceptuelle que de la sélection des intervenants**. Ce n'est pas une tâche facile, car certains ajustements budgétaires doivent être effectués pour garantir la participation d'invités de haut niveau, lesquels doivent souvent être rémunérés pour leur travail ou se voir défrayer leurs frais de voyage. En raison de telles circonstances, j'ai estimé qu'il était important et nécessaire de procéder à des révisions budgétaires qui permettront à l'UIP d'accroître le niveau et la qualité de nos Assemblées et événements, et notamment de superviser la consolidation de notre institution afin de lui donner plus de pertinence et attirer davantage de participants, et de réserver des voyages en classe économique pour pouvoir inclure d'autres indemnités journalières pendant les événements.

Étant donné que de nombreux parlements dans le monde **mettent l'accent sur des mesures d'austérité et des dépenses plus judicieuses, l'UIP doit en faire de même**. L'utilisation de nos ressources a été rationalisée afin de répondre aux besoins urgents consistant à promouvoir et à renforcer la réputation de notre institution, se traduisant notamment par des mesures de prise de contact avec des invités et intervenants de haut niveau et le financement de leur présence.



Groupe géopolitique de l'UIP

Enfin, guidée par les engagements que j'ai pris au cours de ma campagne pour la présidence de l'UIP, **j'ai maintenu un contact étroit avec les groupes géopolitiques et, aux côtés du Comité exécutif, j'ai fait pression pour que soient élaborés des projets et des initiatives visant à innover sur la base des travaux existants de l'UIP**.

Notre Organisation ne nous a pas encore appris à travailler en équipe, ni à constituer des réseaux. **Nous nous rendons à l'étranger depuis nos pays respectifs, nous élaborons des résolutions importantes, mais nous savons très peu de choses sur nos collègues du monde entier. Chers amis, la principale force de l'UIP, ce sont ses collaborateurs, ce groupe de plus de 46 000 parlementaires à travers le monde, les milliers de membres qui participent à nos événements, les grands dirigeants qui se réunissent pendant les Assemblées. J'ai également fait un effort supplémentaire pour organiser de nouveaux espaces de dialogue. Bien que la plupart d'entre eux ne fassent pas officiellement partie des programmes, ni ne soient financés par les ressources de l'UIP (car ils proviennent des budgets nationaux), ils nous ont permis de mieux nous connaître et de faciliter les échanges entre nos nations.**

# Début de la deuxième année : d'octobre 2018 à mars 2019



139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP

La **139<sup>e</sup>** Assemblée de l'UIP avait pour thème général, *Le rôle primordial des parlements dans la promotion de la paix et du développement à l'ère de l'innovation et du changement technologique*. Dans mon allocution d'ouverture, j'ai encouragé l'assistance à adopter le changement, l'innovation, la science et la technologie, et à rester en phase avec son temps. En notre qualité de parlementaires, nous devons impérativement être à l'affût des progrès technologiques. L'Assemblée avait pour but de renforcer le dialogue entre les politiques et les scientifiques.

Le Comité exécutif s'est réuni plusieurs fois pendant l'Assemblée. Je me suis aussi entretenue longuement avec les présidents des Groupes géopolitiques Douze Plus, Asie-Pacifique et Eurasie, ainsi qu'avec les présidents des commissions de l'UIP, plusieurs présidents de parlement et des délégués. Je ne peux que saluer le caractère fructueux et prometteur de ces réunions, qui nous encouragent à continuer d'œuvrer pour traiter les questions en suspens. Par ailleurs, compte tenu du fait que sur les 750 parlementaires qui composent l'UIP, 32,4 pour cent seulement sont des femmes, je ne voulais pas manquer l'occasion d'échanger des vues et des idées avec le Forum des femmes parlementaires – le groupe qui dirige les travaux politiques que nous menons pour corriger les disparités entre les hommes et les femmes dans la représentation politique. Poursuivre le programme d'égalité des sexes est l'un de



139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP



139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP

mes engagements phares de Présidente de l'UIP. C'est pourquoi je n'ai eu de cesse de le promouvoir au cours des dix-huit mois qui ont suivi, en étroite collaboration avec des hommes et des femmes qui encouragent l'égalité de la représentation à l'échelle mondiale.

Nous avons innové en lançant de nombreux événements et ateliers connexes qui ont été intégrés au programme, par exemple **un atelier sur les nouvelles mensongères, le séminaire CEDEF, une étude pilotée par l'UIP et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur la violence faite aux femmes, une réunion-débat sur la science et la politique, et une «foire aux savoirs» au cours de laquelle les organisations invitées présentaient leurs projets technologiques en cours.** Innover, apporter des changements n'a certes pas été une tâche facile, mais je suis convaincue qu'avec vos commentaires et propositions, ainsi qu'avec la force de travail du Secrétariat, nous avons progressé dans la bonne direction, afin de tenir des Assemblées plus efficaces et plus utiles aux parlementaires du monde entier. Je tiens à souligner que – comme je l'avais promis lors de ma campagne – des déjeuners ont aussi été organisés avec les parlements régionaux, car je suis fermement convaincue que l'UIP doit devenir une plateforme de renforcement du dialogue sur le plan régional et national, ce qui débouchera, par voie de conséquence, sur une meilleure coopération et de meilleurs partenariats internationaux.

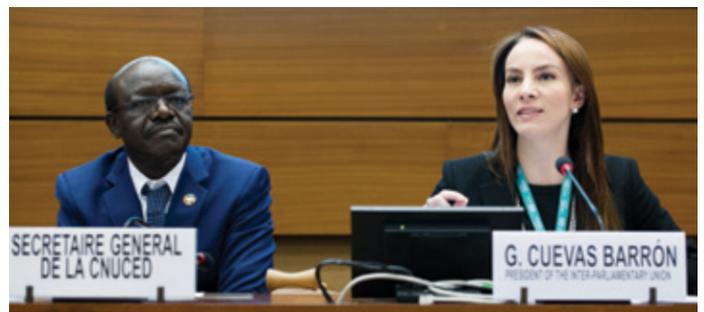


139<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP



Forum mondial de l'investissement 2018, Genève, Suisse.

Le troisième semestre d'activités de la présidence a commencé, dès la fin de la 139<sup>e</sup> Assemblée, **avec le Forum mondial de l'investissement à Genève.** Sur l'invitation du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Mukhisa Kituyi, j'ai participé à la cérémonie d'inauguration. C'était la première fois qu'un parlementaire intervenait dans cette importante réunion multipartite de haut niveau, et également la première fois, en dix années d'existence du Forum, que la présidence de l'UIP y participait.



Atelier pour les parlementaires intitulé *Financer les Objectifs de développement durable: comment combler le déficit?* © UIP

La première activité tenue dans le cadre de cette manifestation, un atelier à l'intention des parlementaires, était intitulée **Financer les objectifs de développement durable: comment combler le déficit?** Elle était organisée par la CNUCED, le Groupe des Nations Unies pour le développement durable et l'UIP. D'après le *Rapport sur l'investissement dans le monde* de 2014, le déficit annuel d'investissement dans les principaux secteurs des ODD des pays en développement s'élève en moyenne à 2 500 milliards de dollars par an. L'atelier portait sur les moyens de réduire cet énorme fossé et de financer le Programme 2030 au niveau des pays. **Les parlements nationaux jouent un rôle de premier plan à cet égard, puisque ce sont eux qui fixent les priorités en matière de réformes et qui élaborent les lois visant à créer un cadre législatif favorable à la réalisation des ODD.** Les questions débattues dans cette optique portaient sur les thèmes suivants: les approches novatrices et les principaux moyens de financement pour atteindre les ODD; l'interaction entre les parlements, les décideurs et le secteur privé; le contrôle des budgets; les politiques d'investissement; les autres méthodes permettant de mieux promouvoir le développement

durable. Dans mon intervention, j'ai insisté sur le rôle incontournable des parlementaires qui contribuent à établir la stabilité et à qui il incombe de mettre en place un cadre légal établissant des conditions sûres, favorables à un investissement durable, et donc propice au développement de l'économie – et surtout à de meilleures conditions de vie pour les populations.

Un peu plus tard, j'ai eu l'immense plaisir de prononcer une allocution à l'inauguration du sixième **Forum humanitaire international de Bakou** (Azerbaïdjan). Cet événement rassemblait des responsables politiques, scientifiques et culturels de la communauté internationale, dans le but de tenir des dialogues, des débats et des échanges de vues sur un large éventail de questions mondiales concernant l'ensemble de l'humanité. À cette occasion, il me paraissait essentiel de prendre la parole en faveur du multilatéralisme, sachant qu'il est actuellement confronté à de graves menaces, telles que le populisme, le nationalisme et la désinformation.

Dans le cadre de cet événement, j'ai eu le plaisir de m'entretenir avec le **Président de l'Azerbaïdjan, M. Ilham Aliev**, pour parler du programme de l'UIP et de la prochaine session du Forum des jeunes parlementaires, visant à doter ces derniers de meilleurs outils en matière de résolution de problèmes et à leur permettre de légiférer en faveur des générations à venir. J'ai abordé les derniers détails de l'organisation du Forum avec le **Ministre des affaires étrangères, M. Elmar Mammadyarov, le Président de l'Assemblée nationale, M. Ogtay Asadov, le Vice-Président du Parlement, M. Valeh Alasgarov, et le Ministre de la jeunesse et des sports, M. Azad Rahimov**.

J'ai ensuite assisté au **Sommet parlementaire mondial de la FAO contre la faim et la malnutrition, qui s'est déroulé en Espagne**. Cette réunion – la première du genre – visait à stimuler la volonté politique d'atteindre l'Objectif 2 des ODD

au niveau international. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de la faim a chuté de manière significative ces vingt dernières années. Toutefois, la tendance s'est inversée en 2016, notamment à cause des changements climatiques et d'un ralentissement de la croissance économique. **Ainsi, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde était de 821 millions en 2017, contre 815 millions en 2016. Ce sommet a donc été l'occasion de nous rappeler l'immense responsabilité qui nous incombe, en tant que membres d'organes législatifs, d'aider nos pays respectifs à bâtir des sociétés où la faim n'existe pas**, et par là même, d'assurer une existence plus digne aux peuples de nos pays.

En tant que Présidente de l'UIP, **j'ai rendu compte des travaux menés en collaboration avec la FAO et le PMNCH pour élaborer des outils parlementaires visant à améliorer les lois sur différentes questions, notamment la malnutrition, le diabète, l'obésité et le surpoids**. De tels outils permettront aux parlementaires nationaux de bénéficier de l'expérience de la FAO et nous aideront à mettre en œuvre des lois qui traitent plus efficacement les problèmes liés à la nutrition. Maintenir les liens étroits avec la communauté internationale est l'un de nos devoirs fondamentaux. Par conséquent, la coordination avec l'Organisation des Nations Unies est essentielle pour créer des synergies, réaliser nos objectifs communs, renforcer nos actions et les rendre plus utiles.

Faire partie de la communauté internationale suppose aussi d'être informé des discussions qui se tiennent dans divers forums multilatéraux et des accords qui y sont conclus. Aujourd'hui, le sommet du G20 est l'une des plus importantes réunions multilatérales à l'échelle mondiale et, par là même, un mécanisme de dialogue de haut niveau auquel les parlementaires doivent accorder toute leur attention. **Il y a cinq ans, nous avons organisé un sommet «P20» au Mexique, qui rassemblait des**



Sommet parlementaire mondial de la FAO contre la faim et la malnutrition. © UIP



Sommet du P20 à Buenos Aires. © UIP

**parlementaires de ces 20 pays représentant 85 pour cent du PIB mondial et deux tiers de la population de la planète.** Sur cet exemple, sous l'impulsion de l'UIP et avec l'aide de l'Argentine, un **Sommet P20 des présidents de parlement s'est réuni pour la première fois, à Buenos Aires, en parallèle du G20, dix ans après la première édition de ce sommet.** Le P20 a ainsi donné aux présidents de parlement des pays du G20 et d'autres parlements invités l'occasion de recueillir des avis techniques et des connaissances de première main sur le thème du sommet du G20, ***Bâtir un consensus pour un développement juste et durable***, ainsi que sur les moyens de réunir ce consensus. Il s'agissait aussi de favoriser de futures activités parlementaires à l'appui d'un développement juste et durable.

**Le sommet du P20 a abouti à un accord exprimé dans une déclaration conjointe constatant l'érosion de la confiance dans la démocratie, laquelle a conduit à l'émergence de tendances autoritaires et populistes au sein des gouvernements.** Nous avons constaté que la défense des droits et des libertés s'était effacée face à la montée de l'insécurité et à la baisse de la croissance économique, conditions qui restreignent les possibilités des nouvelles générations. Les parlementaires

des 20 premières puissances économiques (à l'exception des États-Unis et de l'Australie, qui se trouvaient en période électorale et ne pouvaient être présents) ont pris des engagements et adopté la déclaration par consensus – une étape importante pour la diplomatie parlementaire.

En outre, dans le cadre de la réunion des Présidents de parlement des pays du P20, je me suis entretenue avec **M. Emilio Monzó, Président de la Chambre des députés de l'Argentine, M. Federico Pinedo, Président du Sénat à titre temporaire, et M<sup>me</sup> Gabriela Michetti, Vice-Présidente de l'Argentine.** Nous avons échangé des idées sur les politiques publiques, notamment en vue d'une véritable autonomisation des femmes. J'ai également eu le plaisir de m'entretenir avec la **Présidente de la Lok Sabha de l'Inde, M<sup>me</sup> Sumitra Mahajan,** sur la création à l'échelle nationale de volets parlementaires de l'initiative onusienne *Toutes les femmes, tous les enfants*, dont l'objectif est la mise en œuvre de programmes de santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. J'ai également eu l'occasion de discuter avec **M<sup>me</sup> Ana Pastor Julián, Présidente du Congrès des Députés de l'Espagne, et M<sup>me</sup> Maya Alejandra Fernández Allende, deuxième femme à présider la Chambre des députés du Chili,** des actions menées en faveur de l'inclusion des femmes et de la nécessité de trouver des outils pour parvenir à leur pleine autonomisation. Dernier point et non des moindres, dans le cadre d'un dialogue très fructueux avec **M. Li Jianguo, Vice-Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine,** nous avons convenu de continuer à promouvoir un programme législatif et économique visant à défendre le multilatéralisme et à favoriser le programme des ODD.



Sommet du P20 à Buenos Aires. © UIP



Visite en Espagne. © UIP

En novembre, **je me suis rendue en Espagne pour participer à plusieurs réunions de travail de l'UIP, auxquelles participaient également M. José Ignacio Echániz, Chef de la délégation parlementaire de l'Espagne à l'UIP, ainsi que M. Pío García-Escudero et Mme Ana Pastor, respectivement Président du Sénat et Présidente du Congrès des Députés de l'Espagne.** Les travaux réalisés en collaboration avec la délégation de l'Espagne portaient sur les migrations, la paix et la sécurité, et suivaient les lignes directrices du Pacte mondial sur les migrations, élaboré sous les auspices de l'ONU.



La Présidente de l'UIP avec le Chef de la délégation parlementaire de l'Espagne à l'UIP, M. José Ignacio Echániz. © UIP

**Un séminaire régional sur la mise en œuvre du Programme 2030 était ensuite organisé par Israël à l'intention des parlements du Groupe géopolitique des Douze Plus de l'UIP et des parlements d'Asie de l'Est.** À l'ouverture de ce séminaire, j'ai insisté sur la nécessité de ne pas perdre de vue la nature inclusive du Programme 2030, l'importance de continuer à poursuivre l'objectif de ne laisser personne de côté, et le rôle décisif que les parlements jouent pour promouvoir ce programme et les principes démocratiques.

À cette occasion, j'ai eu le plaisir de m'entretenir **avec les Présidents des Parlements d'Israël, M. Yuli Edelstein, et de Chypre, M. Demetris Syllouris.** Nous avons évoqué la nécessité d'améliorer la visibilité et la pertinence de l'UIP comme plateforme de dialogue entre les parlements, afin de promouvoir des politiques plus inclusives, axées sur le développement, dans les quelque 180 pays dont le parlement est membre de notre Organisation. J'ai également discuté avec des parlementaires de différents

partis politiques israéliens pour connaître leur point de vue et leurs propositions sur les conflits qui touchent la région. Mon intention était d'avoir une meilleure vue d'ensemble de cette question incontestablement complexe.



La Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron, et le Président de la Knesset, Yuli Edelstein.

Un peu plus tard, nous avons étudié une question de nature différente : les technologies et les systèmes de communication. **L'édition 2018 de la Conférence mondiale sur l'e-Parlement, que l'UIP organise tous les deux ans, s'est déroulée en décembre, à Genève (Suisse).** Aujourd'hui, 70 pour cent des parlementaires utilisent les réseaux sociaux pour communiquer et interagir avec le public. Cette réunion de portée mondiale est un outil utile pour analyser la manière dont les parlements incorporent les technologies dans leurs activités en vue de bâtir des institutions plus ouvertes, plus transparentes et plus inclusives.

Le Président du Groupe des Douze Plus, M. Duarte Pacheco, a participé à cette manifestation en mon nom. Il y a prononcé une allocution sur la nécessité d'adopter de nouvelles pratiques parlementaires qui intègrent des innovations technologiques, soulignant qu'il fallait garder à l'esprit que celles-ci n'entraînent pas automatiquement des changements bénéfiques pour la société. Par conséquent, en tant que parlementaires, il nous incombe de coopérer pour mettre les technologies au service du bien commun.

À l'issue de mon séjour en Israël, j'ai eu le plaisir d'assister à la **Conférence parlementaire sur les migrations en prévision de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, à Rabat (Maroc), en décembre.** Étant donné qu'une personne sur trente aujourd'hui est migrante, et au vu de la récente crise migratoire mondiale, il devient plus urgent que jamais d'assortir de garanties les engagements mondiaux pris par nos gouvernements. Donner un appui parlementaire à ce pacte revient à le conforter et à garantir l'exécution des processus de mise en œuvre et de modification des lois qu'il prévoit.

L'objectif de ces deux journées de travail intensif au Maroc était de réfléchir, avec des parlementaires du monde entier, aux possibilités qui s'offrent pour mettre en œuvre le Pacte mondial dans les différents pays et obtenir les répercussions sociales attendues. À cette fin, **je me suis entretenue avec le Président de la**

**Chambre des représentants du Maroc, M. Habib El Malki, et le Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach**, pour organiser le premier congrès parlementaire de mise en œuvre du Pacte mondial. J'ai également échangé des vues avec **M. Saad-Eddine El Othmani, Premier Ministre du Maroc**, sur les bonnes pratiques en matière de politiques publiques pour générer des conditions propices au développement.



La Présidente de l'UIP avec M. Saadeddine Othmani, Premier Ministre du Maroc.



La Présidente de l'UIP avec M. Habib El Malki, Président de la Chambre des Représentants du Maroc.

Après avoir traité la question des migrations – l'une des plus controversées à l'heure actuelle –, je me suis attelée à un autre thème important, celui des changements climatiques. L'UIP, en collaboration avec le Sejm polonais, a organisé une **réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24)**, qui s'est déroulée à Cracovie (Pologne).

En ma qualité de Présidente de l'UIP, au nom des parlementaires du monde entier, j'ai présenté le nouveau guide parlementaire destiné à doter les pays de meilleurs instruments pour légiférer en conformité avec les objectifs établis dans l'Accord de Paris. Le guide parlementaire expose les critères minimums que toutes les lois doivent contenir, notamment: **1) des résultats quantifiables pour les lois concernées, ainsi qu'une définition claire des périodes de mise en œuvre et des autorités d'exécution**, et **2) l'établissement d'avantages fiscaux pour inciter les organismes sociaux et les acteurs privés à réduire les émissions de carbone et de gaz à effet de serre**. Cette manifestation a globalement permis de souligner la nécessité

d'élaborer des législations constituant un cadre officiel pour des politiques environnementales et sociales efficaces aux niveaux local et régional – l'objectif étant de protéger les populations les plus exposées aux impacts environnementaux et de créer des conditions propices à un développement économique durable.

Un autre thème que j'ai eu l'occasion de traiter au second semestre de l'année dernière est la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. **En 2017, près de 3,2 millions d'enfants et d'adolescents ont perdu la vie en raison de blessures ou de maladies infectieuses guérissables ou évitables. Au total, 43 pour cent des enfants de moins de cinq ans ne bénéficient pas des conditions leur permettant d'avoir un développement optimal. Enfin, entre 2005 et 2016, une fille, adolescente ou femme sur cinq a été victime de violence physique ou sexuelle.** C'est forte de ces considérations que j'ai assisté, les 12 et 13 décembre, au **Forum 2018 des partenaires du PMNCH**, organisé à New Delhi (Inde). Avec le **Premier Ministre de l'Inde, M. Narendra Modi**, nous avons présenté des critères de fond à prendre en compte dans les politiques en faveur de la santé des femmes et des enfants.

Par ailleurs, avec le Premier Ministre de l'Inde, la Présidente du PMNCH, le Ministre de l'Union chargé de la santé et du bien-être de la famille de l'Inde, la Présidente du Réseau africain des jeunes et adolescents et le Vice-Premier Ministre du Népal, **j'ai participé à l'inauguration du Forum des partenaires**. J'y ai prononcé une allocution sur le rôle que jouent les femmes en politique pour défendre leurs droits et ceux des enfants et sur les obstacles que les femmes parlementaires rencontrent encore pour accéder à des postes au sein des organes politiques. J'ai également insisté sur l'impérieuse nécessité, pour les parlementaires, de traduire leurs discours en actes, d'élaborer et d'adopter des lois qui garantissent la santé des personnes, surtout des femmes, dans des systèmes publics dotés de suffisamment de personnels de santé, d'équipements médicaux et de médicaments, et dont les politiques publiques sont axées sur la prévention.

Parmi les engagements législatifs qui ont été pris, l'un des plus névralgiques est celui qui a trait à l'amélioration des conditions dans le domaine de la santé maternelle, néonatale et infantile. D'une part parce que c'est un droit fondamental, d'autre part parce que des femmes sont encore victimes d'inégalités d'accès aux services médicaux. Nous sommes également convenus de la création de groupes de travail et de commissions chargés de



Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24). © UIP



Forum 2018 des partenaires du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH). © UIP

veiller à la mise en œuvre de la **résolution de l'UIP de 2012** **Accès à la santé, un droit fondamental: quel rôle les parlements peuvent-ils jouer pour garantir la santé aux femmes et aux enfants?** Il s'agit, à travers ces commissions, d'élaborer des plans d'action pour définir des mesures concrètes en vue de l'application de la résolution au niveau national et d'assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements qu'elle contient avec l'aide du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé.

parlements. En tenant compte de cette réalité, ce forum visait à encourager les parlementaires à mettre en place de meilleures politiques publiques pour autonomiser efficacement les jeunes par le biais de l'éducation, mais aussi en leur offrant des possibilités d'emploi, des bourses d'études, un accès inclusif aux ressources technologiques, etc. **Les jeunes parlementaires constituent une priorité pour moi** et il est extrêmement important de déployer des efforts constants pour faire en sorte que les jeunes soient bien représentés dans les organes législatifs.

Quelques jours plus tard commençait le **Forum de Doha** (Qatar). Cette manifestation a donné lieu à un dialogue politique de haut niveau, sur le thème **Concevoir la politique dans un monde interconnecté**, principalement orienté vers la sécurité, la paix et la médiation, et les questions de développement économique. J'ai profité de ma présence à ce forum pour rencontrer le Premier Ministre du Qatar, **M. Abdulla bin Nasser bin Khalifa Al-Thani**, ainsi que le président du Conseil consultatif, **M. Ahmed bin Abdullah Al-Mahmoud**, et discuter du programme de la **140<sup>e</sup> Assemblée**. Ensemble, nous avons avancé dans la préparation d'ateliers et de séminaires thématiques que nous jugeons particulièrement aptes à aider les parlementaires à présenter des propositions



Conférence mondiale des jeunes parlementaires, Bakou, Azerbaïdjan, décembre 2018.

Comme prévu lors du Forum humanitaire international de Bakou, la **cinquième Conférence mondiale des jeunes parlementaires** s'est déroulée en décembre à Bakou (Azerbaïdjan). Alors que près de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans, seulement 1,9 pour cent des parlementaires appartiennent aujourd'hui à cette classe d'âge, ce qui témoigne d'un sérieux problème de sous-représentation des jeunes dans les

de lois et de politiques publiques. À cette date nous avons déjà discuté de différents projets et prévu notamment l'organisation d'une réunion-débat de haut niveau à l'intention des présidents de parlements, d'un atelier sur la santé maternelle, infantile et des adolescents et d'un autre atelier sur la législation visant à prévenir et à combattre le terrorisme.



Cinquième conférence mondiale des jeunes parlementaires. © UIP

En décembre, je me suis rendue en Palestine où j'ai rencontré le **Ministre des affaires étrangères de la Palestine, M. Riad Malki**, ainsi qu'une délégation de parlementaires du **Conseil législatif palestinien** pour un échange de vues sur la situation politique et la situation des droits de l'homme dans la région. **Nous avons aussi discuté des solutions diplomatiques envisageables pour promouvoir la paix au Moyen-Orient, et sommes tombés d'accord sur l'utilité du rôle des parlementaires et de l'UIP en la matière.**

Toujours en décembre, je me suis rendue en Israël, où j'ai rencontré le **Président de la Knesset, M. Yuli Edelstein**, ainsi que le **Président de la Commission des relations étrangères, M. Avi Dichter**. Nous avons discuté du travail conjoint de l'UIP et



Entretien entre Gabriela Cuevas Barron et Mahmoud Abbas, Président de l'État de Palestine et de l'Autorité palestinienne. © UIP

de la Knesset, et souligné l'action de l'UIP en tant que plateforme favorisant le dialogue dans la région et la poursuite de solutions pacifiques.

Le 8 janvier, j'ai eu l'honneur de rencontrer en Arabie saoudite **le Roi Salman bin Abdulaziz Al-Saud**. Nous avons eu de très intéressants échanges sur le rôle des parlements dans la résolution des problèmes sociaux, les questions des droits de l'homme et la sécurité mondiale. Avec le **Président du Conseil consultatif, M. Abdullah Mohammed Ibrahim Al-Sheikh**, j'ai également discuté des relations de l'Arabie saoudite avec l'UIP et des possibilités d'approfondissement de notre coopération.



Le Premier Ministre du Qatar, Abdulla bin Nasser bin Khalifa Al-Thani et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron.

En poursuivant ma série de visites de travail, j'ai eu le plaisir d'avoir un entretien très enrichissant avec **Mohammed ben Zayed al-Nahyane, Prince héritier des Émirats arabes unis**, dans le cadre de l'**Assemblée générale de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)** (Abou Dhabi, Émirats arabes unis, 10 au 17 janvier 2019). **J'ai pu constater l'engagement du Prince héritier qui partage les objectifs de**



Le Roi Salman bin Abdulaziz Al Saud et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron.



Le Président du Conseil consultatif, Ahmed bin Abdullah alMahmoud et la Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron.



La Présidente de l'UIP avec le Prince des Émirats arabes unis, Mohammed ben Zayed Al-Nahyane.

**L'UIP et s'efforce de promouvoir l'égalité entre les sexes et la tolérance dans son pays par des réformes législatives et des mesures exécutives.** Nous avons aussi discuté des droits de l'homme, de la lutte contre le terrorisme, du commerce international et de l'importance des investissements dans la création d'emplois et la génération d'opportunités. Pendant cette visite, j'ai aussi rencontré la **Présidente du Conseil national fédéral, M<sup>me</sup> Amal Al Qubaisi**, première femme à diriger une Assemblée nationale aux Émirats arabes unis et dans la région. **Elle représente, à n'en pas douter, un formidable exemple de l'automatisation des femmes et d'une participation féminine au parlement que l'UIP cherche activement à promouvoir.**

Quant à ma participation à l'Assemblée de l'IRENA, ce fut une occasion propice à la réflexion sur l'importance des efforts des parlementaires pour encourager la progression des énergies renouvelables. Cet objectif, qui est naturellement lié aux changements climatiques, a aussi des effets sur l'inclusion sociale. En effet, comme il est désormais évident que les moyens traditionnels de génération et de distribution d'énergie ne permettront pas un accès universel et inclusif, **les énergies renouvelables pourraient représenter la seule solution d'y parvenir.** Il faut maintenant imaginer des changements efficaces dans ce domaine et, pour le bien de nos sociétés, établir un lien entre le programme de lutte contre les changements climatiques et celui de l'inclusion sociale, qui sont tous deux au cœur des ODD. Le rôle de l'IRENA s'est avéré crucial en la matière.

Je me suis ensuite rendue au Koweït où j'ai eu l'honneur de rencontrer **l'Émir, le Cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah. Celui-ci mène une politique de dialogue et s'efforce de trouver des terrains d'entente dans la région.** En outre, il s'est employé à lever des fonds au bénéfice des réfugiés, ce qui a permis d'aider des millions de personnes. Notre discussion a donc porté



Visite au Koweït. © UIP



Rencontre avec le Roi Hamad bin Isa Al Khalifa. © UIP

sur le rôle que l'UIP joue en la matière ainsi que sur notre responsabilité vis-à-vis de la question humanitaire à l'échelle mondiale et nationale. J'ai aussi rencontré **M. Marzouq Ali alGhanim, Président de l'Assemblée nationale du Koweït.**

Dans le cadre de mes réunions de travail dans les pays du Moyen-Orient et dans le Golfe persique, je me suis également rendue au Bahreïn. Durant cette visite, j'ai eu le grand honneur de rencontrer **le Roi Hamad bin Isa Al-Khalifa**, avec lequel j'ai discuté **de l'importance de la tolérance et du dialogue pour créer un climat de stabilité internationale. Ce fut aussi un plaisir de rencontrer M<sup>me</sup> Fawzia Abdulla Yusuf Zainal**, première femme élue à la tête d'un parlement dans la région, **dont le discours en faveur des femmes aura toujours de l'importance à l'UIP tandis qu'elle incarne un bel exemple d'égalité entre les sexes.**

Avec le **Président du Conseil consultatif, M. Ali bin Saleh Al-Saleh** et mes collègues parlementaires, nous avons discuté des possibilités de développement de la coopération entre l'UIP et le Bahreïn. J'ai également rencontré **la Princesse Sabeeka bin Ibrahim Al-Khalifa, Présidente du Conseil suprême des femmes, le Ministre de l'intérieur, le Cheikh Rashid bin Abdulla Al-Khalifa, le Ministre des affaires étrangères, le Cheikh Khalid bin Ahmed bin Mohammed Al-Khalifa, ainsi que la Présidente de l'Institut national des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Maria Khoury.**



Gabriela Cuevas Barron en visite à Oman. © UIP

Ma visite dans la péninsule arabique m'a aussi permis de tenir d'importantes réunions à Oman. Ce fut l'occasion de très intéressants échanges d'idées et de propositions législatives avec le **Président du Conseil consultatif, le Cheikh Khalid bin Hilal Al-Maawali, et avec le Président du Conseil de l'État, M. Yahya bin Mahfoudh Al-Manthri** ainsi qu'avec des collègues parlementaires. Nous avons parlé des possibilités de coopération entre l'UIP et Oman et envisagé la perspective de nouveaux projets régionaux. J'ai aussi rencontré **M. Sayyid Fahd bin Mahmoud Al-Said, Vice-Premier Ministre**, avec lequel j'ai eu un échange très productif et très intéressant. **Oman est un pays jeune qui commence à concevoir ses institutions d'une manière plus représentative et plus inclusive tout en conservant ses traditions,**

**dans un climat de tolérance et d'ouverture. Nous sommes convenus de la nécessité d'un dialogue parlementaire multilatéral, dans lequel l'UIP a un rôle essentiel à jouer.**



Réunion du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement. © UIP

Une fois achevé mon voyage de travail au Moyen-Orient, il était temps de me rendre à Genève pour présider la **première réunion du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement à Genève (Suisse)**. Cette Conférence est de la plus haute importance pour la défense du multilatéralisme, la construction d'un monde plus solidaire par la mise en œuvre du Programme 2030 et le renforcement des parlements, principales institutions de représentation des citoyens. Dans le souci d'une bonne préparation de cette manifestation, **j'ai assuré la conduite des quatre réunions du Comité préparatoire, au cours desquelles toutes les modalités nécessaires ont été discutées**. Ce fut également l'occasion d'organiser, avec la **Présidente du Parlement serbe, M<sup>me</sup> Maja Gojković**, une cérémonie de signature en prévision de l'accueil par la **Serbie** de la 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.

Les quatre réunions tenues sur ces journées ont abordé différents thèmes : comment rapprocher les parlements des citoyens, concevoir des institutions qui dynamisent la gouvernance démocratique, élaborer des plans d'action donnant la priorité aux familles qui veulent être parties prenantes de meilleures politiques de développement, trouver des solutions aux problèmes que poseront d'éventuels ralentissements économiques (en particulier pour l'emploi et les revenus), définir des stratégies de lutte contre les changements climatiques et les énormes inégalités sociales qui perdurent dans nos sociétés, etc.

En février, s'est déroulée **au Caire (Égypte) une audition du Parlement arabe** sur la question du retrait du Soudan de la liste des pays soutenant le terrorisme qui visait également à favoriser des échanges de vues entre participants. Le président du Groupe géopolitique des Douze Plus, M. Duarte Pacheco, m'a remplacée à cette occasion, comme Mme Ulrika Karlsson l'avait fait en septembre 2018 pour le premier séminaire régional arabe sur la mise en œuvre des ODD. Il est particulièrement important de veiller à la présence et à la participation de l'UIP aux réunions régionales et parlementaires. Ces réunions concrétisent en effet les efforts déployés par des nations voisines pour coopérer et se coordonner pour le bien de leurs peuples, ce qui constitue l'essence même de ce que l'UIP cherche à promouvoir.

C'est aussi en février que s'est tenue l'audition parlementaire annuelle à l'ONU, convoquée par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies et la présidence de l'UIP. Cette année, l'audition a donné lieu à un examen du système multilatéral et a, ainsi, servi de plateforme de discussion sur la façon dont les politiques et les institutions nationales peuvent stimuler le système multilatéral sous tous ses aspects. À cette occasion, j'ai eu le grand plaisir de m'entretenir avec le Secrétaire général, M. António Guterres et la Présidente de l'Assemblée générale, M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés. Pour cet entretien, j'étais accompagnée de mes collègues, M<sup>me</sup> Susan Kihika, Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP, M<sup>me</sup> Safa Al-Hashem, Vice-Présidente de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, M. Ahmed bin Abdullah Al-Mahmoud, Président du Conseil consultatif du Qatar, **ainsi que d'une partie de l'équipe du Secrétariat de l'UIP. Nous avons discuté de l'importance de la relation entre l'ONU et l'UIP, et réaffirmé l'engagement de l'UIP en faveur de la réalisation du Programme de développement durable**. Le lendemain, nous avons discuté du renforcement de la coopération entre les Nations Unies et l'UIP dans le domaine de la lutte anti-terroriste avec **M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint du Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, et M. José Ignacio Echániz, Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP**.



Audition parlementaire aux Nations Unies, 2019. © UIP

En ma qualité de Présidente de l'UIP, je suis certaine que la défense du multilatéralisme est essentielle pour nous aider à affronter ensemble les défis qui nous sont communs et réaliser le Programme 2030. À une époque où le modèle démocratique de gouvernance connaît une crise de confiance, il est impératif de défendre le multilatéralisme. C'est dans ce contexte que j'ai eu l'honneur de prononcer, à l'Audition annuelle parlementaire, un discours qui insistait sur la nécessité de considérer la défense du



Audition parlementaire aux Nations Unies, 2019. © UIP



Première réunion du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement 2019. © UIP/Jorky



Le Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, et la Présidente de l'UIP, M<sup>me</sup> Gabriela Cuevas Barron. © UN Photo/Loey Felipe

multilatéralisme comme un moyen de sauvegarder l'intérêt national, car nous sommes confrontés à de nombreux problèmes qui nous sont communs et que nous ne sommes pas en mesure de résoudre isolément. Aujourd'hui il est, plus que jamais, impératif d'agir ensemble.

Quelques semaines plus tard, j'étais à nouveau au Siège de l'ONU, cette fois pour assister à la **63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW63)** où il a été question des systèmes de protection sociale, de l'accès aux services publics, des infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles. J'ai participé à une table ronde de haut niveau qui a donné lieu à un dialogue entre des responsables de la société civile internationale et des dirigeantes de parlements sur la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles au niveau de la gouvernance internationale et nationale. Je me réjouis d'avoir pu faire état de mes propres expériences dans ce domaine, en particulier parce que les questions de genre me tiennent très à cœur.

La deuxième journée de cette manifestation était particulièrement stimulante puisque je devais prendre part à deux événements connexes différents ainsi qu'à une conférence de presse. J'ai d'abord assisté à la **réunion de haut niveau sur les femmes au pouvoir organisée par la Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies**. J'ai eu l'occasion d'y prendre la parole pour souligner la nécessité de continuer à œuvrer en faveur de la parité entre les sexes et de faire de la parité hommes-femmes



Soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (CSW63). © UIP



La Présidente de l'UIP lors de la journée parlementaire, 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW63). © Joel Thomas Sheakoski

dans les parlements un objectif mondial. J'ai ensuite participé à **l'événement sur la violence sexuelle organisée conjointement par l'UIP et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)**. Cette réunion-débat a donné lieu à des discussions sur les moyens de prévenir et de combattre le sexisme, le harcèlement et la violence à l'encontre des femmes dans les parlements, ainsi que sur les mesures à prendre pour éviter les violences faites aux femmes en période électorale. Au cours des trois dernières années, nous avons mis l'accent sur la prévention et la lutte contre la violence faite aux femmes. L'UIP a clairement montré la voie dans ce domaine et j'ai constaté que certains organismes synergiques collaborent depuis longtemps avec l'Organisation, comme la *League of Women Voters*. En coordination avec la mission permanente du Mexique auprès des Nations Unies, nous travaillons en permanence à faire progresser cette question dans la résolution bisannuelle.

**Le 13 mars, l'UIP a organisé une réunion parlementaire**, dont le but essentiel était de partager les bonnes pratiques mises en place dans les parlements pour voter des lois sur des systèmes

de protection sociale sensibles au genre, auxquels les femmes aient véritablement accès et dont elles puissent vraiment bénéficier, ainsi que pour affecter les budgets correspondants et en contrôler l'application. Enfin, **j'ai participé à un événement sur le thème *De la masse critique à la parité entre les sexes - les femmes au gouvernement font vraiment la différence!*** J'y ai débattu avec d'autres intervenantes de haut niveau, en partenariat avec plusieurs ONG, notamment la *League of Women Voters*, des changements positifs introduits par des femmes à des postes de direction, en particulier dans le domaine de la protection sociale et dans la lutte pour éradiquer la violence sexiste. **J'ai saisi cette occasion pour souligner l'importance de faire de la sphère politique un lieu où les femmes soient en sécurité et affirmer que les violences que les femmes continuent à subir dans le contexte politique ne doivent jamais ni être considérées comme la norme ni être ignorées.** Le paysage de la politique et du pouvoir change au fur et à mesure que des femmes y prennent place. Il faut plus de femmes au pouvoir pour que les jeunes générations s'inspirent de leur exemple et amplifient le mouvement.

# La présidence à mi-parcours: de mars à octobre 2019

L'UIP a multiplié les actions de sensibilisation, d'information et d'organisation de séminaires de renforcement des capacités, d'ateliers et de réunions régionales pour associer les parlements à la mise en œuvre des ODD. **Les activités de sensibilisation et de mise en œuvre des ODD n'ont jamais été aussi importantes pour obtenir des leaders mondiaux qu'ils rendent compte de leurs promesses et s'engagent en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030.**

Après la 140<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, j'ai assisté au **Festival mondial d'action pour le développement durable à Bonn (Allemagne)**, événement annuel novateur organisé par la Campagne d'action de l'ONU en faveur des ODD avec le soutien du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), du Ministère fédéral allemand des affaires étrangères et d'autres

partenaires. Dans le cadre de l'une des tables rondes, j'ai pris la parole devant l'assemblée plénière. J'ai aussi donné plusieurs interviews aux médias locaux et j'ai participé aux ateliers de tous les événements afin de présenter l'action de l'UIP et de faire connaître les meilleures pratiques recensées dans les parlements nationaux.

Partant de l'hypothèse que les ODD ne pourront être atteints que si chacun y met du sien, cette manifestation a mis en lumière la participation d'innovateurs, de mobilisateurs et d'artisans du changement et salué leur contribution à la dynamique mondiale en faveur des ODD. Avec plus de 1 500 participants du monde entier, issus d'un large éventail de secteurs (gouvernements nationaux et locaux, jeunes, société civile, secteur privé, fondations, sphère des médias et de la musique), le **Festival mondial** a permis de renforcer et d'élargir la dynamique mondiale en faveur





140<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP © UIP

des ODD et de forger de nouveaux partenariats et coalitions pour leur réalisation. L'édition de 2019 a insisté sur différentes étapes clés, telles que le **Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable**, où les ODD allaient être au cœur des discussions entre chefs d'État.

Compte tenu de l'importance d'accroître les efforts sur les ODD, je me suis rendue à Oulan-Bator (Mongolie) pour assister au **deuxième séminaire régional sur la mise en œuvre des ODD à l'intention des parlements de la région Asie-Pacifique**, conjointement organisé par l'UIP et Grand Khoural de Mongolie. Les participants ont fait fond sur les conclusions des précédents sommets régionaux et ont salué l'engagement actif de l'ensemble d'entre eux, ainsi que la riche contribution des parlementaires, des représentants gouvernementaux, des experts de l'ONU, de l'UIP et de la société civile.



Deuxième Séminaire régional sur la mise en œuvre des ODD à l'intention des parlements de la région Asie-Pacifique. © UIP

Pendant le séminaire, plusieurs réunions-débats ont été organisées en plénière avec divers experts. Ces réunions-débats ont été suivies de tables rondes spécialisées. **L'objectif général du séminaire était d'amener les parlements de la région Asie-Pacifique à mettre en commun leurs expériences et débattre en détail des meilleures méthodes pour institutionnaliser les ODD et veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.** Le séminaire a permis aux participants de découvrir les bonnes pratiques d'élaboration de stratégies parlementaires pour la mise en œuvre des ODD.



Festival mondial d'action pour le développement durable. © UIP

Après la cérémonie d'ouverture, aux côtés du Président de la Mongolie, M. Khaltmaagiyn Battulga, j'ai participé à une réunion des présidents de parlements et des chefs de délégation. J'ai aussi eu des échanges intéressants lors de réunions bilatérales de haut niveau avec le **Président du Grand Khoural d'État de Mongolie, M. Gombojav Zandanshatar, du Premier Ministre, M. Ukhnaagiin Khürelsükh et, à nouveau, avec le Président, M. Khaltmaagiyn Battulga.** Je tiens à exprimer ma gratitude aux autorités parlementaires et gouvernementales de la Mongolie pour leur accueil chaleureux.

Le 2 juin 2019, j'ai assisté à la **célébration organisée par l'Assemblée nationale hongroise à l'occasion du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP.** La Hongrie, qui est le premier pays d'Europe centrale à avoir accueilli une conférence de l'UIP en 1896 et a, par la suite, accueilli d'autres événements en 1936 et en 1989, a publié un excellent historique de l'UIP.

**Je remercie le Ministre hongrois des affaires étrangères, M. Péter Szijjártó, et le Président de l'Assemblée nationale, M. László Kövér,** de m'avoir donné l'occasion d'échanger avec eux sur le renforcement de la collaboration avec l'UIP. **Nous avons également discuté de solutions permettant de rendre les parlements plus proches du peuple et plus efficaces, afin de restaurer la confiance des citoyens.** J'ai aussi eu l'occasion de rencontrer le groupe interparlementaire hongrois et eu des échanges intéressants avec des commissions et des responsables qui s'intéressent de près aux questions humanitaires et à l'égalité des sexes.

**Je félicite les autorités hongroises d'avoir organisé, en tant que membre fondateur de l'Organisation, la première manifestation de commémoration du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP.** Je les remercie de nous avoir ainsi fourni l'occasion de renouveler notre engagement envers la démocratie et les droits de l'homme.



Séminaire régional sur la réalisation des Objectifs de développement durable, Lisbonne, Portugal. © UIP

La conférence 2019 *Women deliver* s'est tenue du 3 au 6 juin 2019 à Vancouver (Canada). Organisée tous les trois ans, cette conférence réunit des responsables de haut niveau de différents secteurs et cultures, travaillant sur un large éventail de questions. Se définissant comme une «station de ravitaillement» d'où chacun repart revigoré, informé, connecté et décidé à trouver des solutions innovantes, la conférence a réuni quelque 5 759 participants venus de 169 pays et des représentants de 2 500 organisations.

M<sup>me</sup> Undraa Agvaanluvsan, parlementaire mongole, a participé en mon nom au **Forum parlementaire tenu dans le cadre de la conférence Women Deliver**. Elle a évoqué l'importance de la transparence budgétaire pour lutter contre la corruption, soulignant qu'une société civile active est indispensable pour veiller au respect de l'obligation de rendre compte et que la budgétisation intelligente est essentielle pour atteindre les ODD.

La commémoration en Hongrie a été suivie du séminaire régional sur la réalisation des ODD à Lisbonne (Portugal). Ce séminaire a été l'occasion de renforcer les relations parlementaires et de réaffirmer l'engagement en faveur des ODD. Il portait principalement sur l'ODD 3 (bonne santé et bien-être), une question qui revêt une importance vitale au vu de l'urbanisation rapide qu'a connue le monde ces 50 dernières années. D'après les projections, 68 pour cent de la population mondiale vivra en milieu urbain d'ici 2050, ce qui constituera un nouveau défi sanitaire et environnemental. J'ai participé aux séances d'ouverture et de clôture et j'ai eu des entretiens avec le **président du Groupe des Douze Plus, M. Duarte Pacheco, et avec le Président du Parlement portugais, M. Eduardo Ferro Rodrigues**. Nous avons



Événement organisé par l'Assemblée nationale hongroise pour célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP © UIP

évoqué l'importance de promouvoir l'industrie, l'innovation et les infrastructures et d'investir dans les énergies renouvelables, les transports collectifs et la santé.

L'UIP tentait depuis cinq ans de dépêcher en Turquie une mission chargée de rencontrer les autorités parlementaires et gouvernementales, des représentants de la société civile et divers acteurs afin de discuter des plaintes dont est saisi le Comité des droits de l'homme et des parlementaires.

Une délégation composée de membres du Comité exécutif et du Comité des droits de l'homme des parlementaires s'est rendue **en mission en Turquie** afin de recueillir des informations et de mieux comprendre la situation politique et sécuritaire du pays. **Pendant quatre jours, nous avons travaillé dans la capitale, Ankara, dans le sud-est du pays, à Diyarbakir, et à Istanbul.** La délégation de l'UIP a eu de nombreuses réunions, notamment avec le **Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie M. Mustafa Sentop, tous les partis politiques représentés au Parlement, des représentants du Ministère de la justice, de la Cour constitutionnelle et d'organisations de la société civile ainsi que des gouverneurs et des maires**. Le rapport de mission, qui a été présenté à la délégation turque auprès de l'UIP, a ensuite été examiné, lors de nos travaux en Serbie, par le Comité exécutif, le Comité des droits de l'homme des parlementaires et l'Assemblée.

En plus de ce programme intensif nous avons présenté à nos interlocuteurs turcs **le guide à l'usage des parlementaires intitulé Guide pour la protection internationale des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile nationaux**, la Turquie étant le pays qui accueille le plus grand nombre de réfugiés au monde.

Je remercie le Président de la Grande Assemblée nationale, M. M. Sentop, et M. R. Kavakçi Kanpour d'avoir fait preuve d'un grand esprit d'ouverture et d'avoir invité l'UIP à se rendre en Turquie.

En juin, M. Ganzorigiin Temuulen, parlementaire de la Mongolie, et M. Frately Fouty, parlementaire du Gabon et membre du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, se sont rendus au Sénégal et en Gambie pour représenter l'UIP dans le cadre d'une mission de

quatre jours organisée par la Banque mondiale. Ils ont pu constater l'impact des projets du **Groupe de la Banque mondiale** sur le terrain et ont pris connaissance des progrès accomplis par le Sénégal et la Gambie en matière de développement. La visite de terrain a permis aux parlementaires et aux représentants des organisations de la société civile d'obtenir des informations de première main sur la façon dont les projets de développement sont mis en œuvre et aussi de mieux comprendre le contexte du développement dans ces pays grâce à des séances d'information et à la collaboration avec les collectivités locales, les parties prenantes et des représentants gouvernementaux.

Du 19 au 21 juin 2019, M. José Ignacio Echániz, parlementaire espagnol, Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, a représenté l'UIP à la **réunion sur le lien entre la sécurité et les mouvements de population organisée en Turquie par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée**. La réunion visait à analyser, d'un point de vue législatif, les mouvements actuels de population dans la région et dans le reste du monde, ainsi que leurs implications à long terme en matière de sécurité, et à envisager des lignes d'action. La réflexion a été nourrie par l'expérience d'autres régions du monde en lien avec ces mouvements. Les échanges d'idées ont permis une réflexion collective.

M. Duarte Pacheco, parlementaire portugais, Président du Groupe des Douze Plus, a représenté l'UIP à la **26<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie**, qui s'est déroulée en juin 2019, à Tbilissi (Géorgie), **autour du thème de la contribution du parlementarisme à la compréhension des phénomènes politiques et sociaux modernes**. Les débats de l'Assemblée se sont concentrés sur les incertitudes auxquels les citoyens sont confrontés en raison des changements technologiques et de la mondialisation des échanges. Ils visaient à mieux appréhender les modifications de l'ordre politique et social induites par ces phénomènes qui risquent de déstabiliser les modèles démocratiques de gouvernance qui ne disposent pas nécessairement des capacités nécessaires pour faire face à ces problèmes et trouver des solutions. Malheureusement, en raison de problèmes politiques, la rencontre a dû être suspendue.

**J'ai été invitée en Iran par le Majles Shoraye Eslami (Parlement islamique d'Iran)** où j'ai pris part à plusieurs réunions de haut niveau. J'ai eu des réunions de travail avec le **Président iranien, M. Hassan Rouhani, le Ministre des affaires étrangères, M. Javad Zarif, le Président du Parlement, M. Ali Larjani**, avec mes collègues parlementaires membres du groupe interparlementaire iranien et un groupe de femmes parlementaires. Lors de ces réunions, nous avons cherché à promouvoir la coopération entre les parlements pour trouver des solutions aux problèmes auxquels le monde est aujourd'hui confronté, notamment l'unilatéralisme et la violation du droit international. L'UIP a été fondée il y a 130 ans pour encourager le dialogue parlementaire en tant qu'outil au service de la paix. Il est aujourd'hui de notre devoir de promouvoir le multilatéralisme qui reste la meilleure solution pour résoudre les défis régionaux et mondiaux.

Dans le prolongement des célébrations de l'UIP, j'ai eu le grand honneur de me rendre à Chypre. **J'y ai prononcé une allocution devant la Vouli Antiprosopon (Chambre des représentants) réunie en plénière en juin**. J'ai souligné la nécessité de célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP et de promouvoir la coopération internationale en tant que source de bien-être, de paix et de croissance économique pour les peuples. L'UIP a renouvelé son engagement envers les citoyens que ses Membres représentent au nom de la démocratie, des droits de l'homme et du droit international. Ce fut l'occasion de réfléchir à la conception d'institutions publiques inclusives, transparentes et efficaces, comme celle que le Parlement chypriote est en train de mettre en place avec son "parlement parallèle".

Ce fut un grand honneur pour moi d'avoir un dialogue ouvert, constructif et productif avec le **Président chypriote, M. Nicos Anastasiades, le Ministre des affaires étrangères, M. Nikos Christodoulides, l'archevêque Chrysostomos II, sans oublier le Président de la Chambre des représentants, M. Demetris Syllouris**.

**Lors de la réunion du « Quintette » qui s'est tenue le 30 juin 2019 au siège de l'UIP à Genève, l'Organisation a célébré son 130<sup>e</sup> anniversaire** ainsi que la journée internationale du parlementarisme. Je tiens à exprimer

ma gratitude envers **M<sup>me</sup> Valentina Matvienko, Présidente du Conseil de la Fédération de Russie, M. Ahmed al Mahmoud, Président du Conseil consultatif du Qatar, et M<sup>me</sup> Maja Gojković, Présidente de l'Assemblée nationale de Serbie** pour leurs contributions. La réunion du Quintette a été l'occasion de réfléchir aux réalisations de l'UIP, en particulier au moment où le multilatéralisme est plus que jamais remis en question.



Le Président de la République islamique d'Iran, M. Hassan Rouhani.



Réunion du Quintette 2019 au Siège de l'UIP. © UIP Flickr

En tant que plus ancienne organisation politique multilatérale au monde, l'UIP a le devoir de redéfinir ce que nous attendons du multilatéralisme et de le mettre au service de tous ceux que nous représentons. Il est indéniable que la gouvernance au XXI<sup>e</sup> siècle exige la mise en place de solutions plus énergiques et d'institutions innovantes. Aujourd'hui, 130 ans après sa création, l'UIP et les parlementaires qui la composent sont bien placés pour montrer la voie en redéfinissant le multilatéralisme pour le bien de tous.

Immédiatement après la réunion du Quintette, je me suis rendue à Moscou pour prendre la parole devant **le Forum international sur le développement du parlementarisme international**. Nous y avons discuté des problèmes interdépendants auxquels nos pays sont confrontés et partagé nos expériences sur les recherches de solutions. Le dialogue – qui recherche la coopération et les échanges positifs – est un élément indispensable de la diplomatie parlementaire.

**L'UIP doit placer les citoyens au centre de ses décisions.** Il est de notre devoir de concrétiser les engagements internationaux au niveau local. La gouvernance d'aujourd'hui exige des parlementaires qu'ils soient plus actifs, et réclame aussi des réponses plus rapides aux problèmes des citoyens.



Conférence régionale africaine de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent propice au terrorisme, organisée par le BLT.

En juillet, j'ai assisté à Nairobi (Kenya) à **la Conférence régionale africaine de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent propice au terrorisme, organisée par le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme**. Il y a été question de terrorisme et, vus d'un point de vue parlementaire, des accords relatifs à l'application des mesures de réduction des violences dans cette région et dans le reste du monde. Ce fut un honneur de participer à l'ouverture de cette manifestation aux côtés du **Secrétaire général de l'ONU, M. António Guterres, du Président du Kenya, M. Uhuru Kenyatta, et du Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies contre le terrorisme, M. Vladimir Voronkov.**

En tant que Présidente de l'UIP, j'ai participé à **la réunion de l'ONU Examen de la mise en œuvre des ODD et des corrélations entre les Objectifs: discussion sur l'ODD 16 – Paix, justice et institutions efficaces, organisée dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies tenu à New York**. Il a été noté lors de la réunion **que les femmes représentent la moitié de la population mondiale, mais ne détiennent que 24 pour cent des sièges au parlement. Il est évident que des solutions doivent être trouvées de toute urgence pour corriger ce déséquilibre.** Lors d'une réunion avec **M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes,** nous



Forum politique de haut niveau des Nations Unies, 2019.

avons convenu d'une série de mesures importantes à prendre par l'UIP pour inciter les parlements nationaux à supprimer les lois qui sont discriminatoires à l'égard des femmes. **Nous devons tout faire pour obtenir une représentation équitable, sans laquelle on ne peut parler de parlements véritablement inclusifs, démocratiques et représentatifs.**



Forum parlementaire à l'occasion du Forum politique de haut niveau 2019. © UIP Flickr

Ce fut une semaine fort intéressante, car la **réunion parlementaire de l'UIP tenue pendant le Forum politique de haut niveau a évolué, après trois ans, en une réunion spéciale d'une demi-journée officiellement nommée Forum parlementaire. Il s'agit là d'une évolution importante, car de plus en plus de parlementaires font partie des délégations nationales, nos collègues sont de plus en plus impliqués dans la mise en œuvre nationale du programme de développement et le contrôle parlementaire est une pratique de plus en plus courante au niveau international.** Le forum comportait deux tables rondes : l'une sur le thème principal du Forum politique de haut niveau, axé sur l'Objectif 16 (paix, justice et institutions efficaces), et l'autre sur l'action parlementaire en faveur des ODD autour d'un récent rapport d'enquête de l'UIP. Profitant de cette forte présence parlementaire à l'ONU, nous avons organisé dans le hall des visiteurs une réception pour célébrer le 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. Cette manifestation a attiré un grand nombre de participants.

J'ai également eu l'occasion de m'entretenir avec la **Vice-Secrétaire** générale de l'ONU, M<sup>me</sup> Amina Mohammed. Nous avons discuté de l'engagement de l'UIP vis-à-vis du Programme 2030 et de la nécessité de renforcer la présence des femmes au parlement. Les possibilités de collaboration avec l'ONU sont nombreuses.

En août, j'étais **l'invitée d'honneur de la 10<sup>e</sup> Conférence des présidents de parlements africains**, qui avait pour thème **Trouver des solutions durables aux migrations forcées en vue d'accélérer l'intégration et le développement en Afrique : le rôle des parlements nationaux et régionaux.** En tant que Présidente de l'UIP, je serai toujours très reconnaissante à l'Afrique pour son soutien inestimable et son engagement à collaborer à la mise en œuvre du Programme 2030, lequel vise une plus grande inclusion et une meilleure qualité de vie pour les citoyens que nous représentons, notamment dans les pays en développement. Je tiens, en particulier, à remercier **M. Roger Nkodo Dang, Président du Parlement panafricain.**

M. Duarte Pacheco, membre de l'Assemblée de la République portugaise, a assisté, au nom de la **Présidence de l'UIP, au cinquième Forum parlementaire Asie-Pacifique à Nadi (Fidji).** Le forum était placé sous le thème **Changements climatiques et santé** car les populations de cette région sont touchées par ce phénomène. La rencontre s'est achevée avec l'adoption d'une déclaration finale dans laquelle les 20 pays participants se sont engagés à lutter contre les changements climatiques.

**J'ai présidé la séance d'ouverture de la Conférence internationale de haut niveau intitulée Lutter contre le terrorisme par des approches novatrices et l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes.** La conférence, qui s'est tenue à Minsk (Biélarus), était organisée par le Gouvernement de la République du Biélarus et le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme. Ce fut un grand honneur pour moi de présider une séance plénière aussi importante à laquelle assistaient **le Président du Biélarus,**



Séance d'ouverture de la Conférence internationale de haut niveau intitulée *Lutter contre le terrorisme par des approches novatrices et l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes.*



Dixième Conférence des présidents de parlements africains.

**M. Alexander Loukachenko, le Secrétaire général adjoint du Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, M. Vladimir Voronkov, et d'autres personnalités de premier plan.**

Cette manifestation rassemblait des représentants des États membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Elle portait sur les trois thèmes suivants : **La nature de la menace : l'utilisation malveillante des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle par les terroristes ; Utiliser les nouvelles technologies de façon novatrice pour renforcer les capacités de détection ;** Élaborer des approches et des stratégies nationales, régionales et internationales pour lutter contre l'utilisation malveillante des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle par les terroristes.

Je souhaite remercier **M. Mohammed al-Karbouli, parlementaire iraquien**, et **M. Abdul Rehman Malik, sénateur pakistanais** d'avoir rejoint la délégation de l'UIP. Au cours de notre visite à Minsk, nous avons rencontré les **Présidents des deux chambres de l'Assemblée nationale du Bélarus : M. Vladimir Andreichenko (Chambre des représentants) et M. Mikhail Myasnikov (Conseil de la République)**. Nous avons également eu un échange intéressant avec le **Ministre des affaires étrangères, M. Vladimir Makei**.

En quittant le Bélarus, je me suis rendue à Bali (Indonésie) pour le **troisième Forum parlementaire mondial sur le développement durable, autour du thème *Combattre les inégalités par l'inclusion sociale et financière***. Nous avons discuté de l'inclusion financière en tant qu'outil important pour parvenir à l'égalité. La promotion de l'égalité doit être une priorité pour nos parlements et nos gouvernements. S'engager en faveur de la paix signifie aussi travailler sur les questions d'inclusion et de justice sociale. J'ai remercié les parlementaires indonésiens d'avoir organisé ce dialogue enrichissant et d'avoir permis des échanges fructueux avec les collègues présents au forum. La création de plateformes de communication parlementaire est une excellente stratégie pour unir différents pays et régions autour de solutions communes.

Avant de participer à la **sixième Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires à Asunción (Paraguay) les 9 et 10 septembre**, j'ai rencontré le 7 septembre dans cette même ville la délégation chinoise. La réunion a été très productive en ce sens qu'elle a permis d'établir une collaboration plus étroite entre la Chine et l'UIP. Dans le même temps, nous avons clairement expri-



Sixième Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires. © UIP Flickr

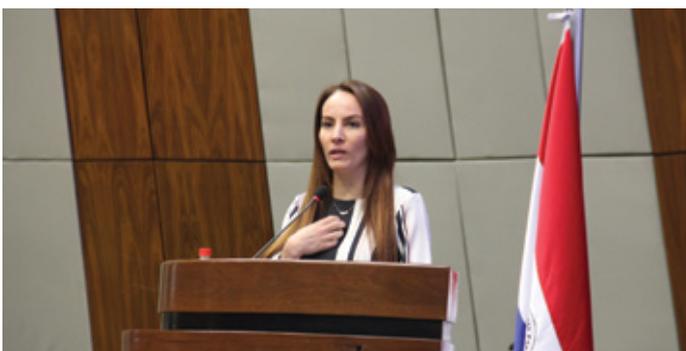
mé la position de l'UIP, à savoir qu'elle ne reconnaît qu'une seule Chine. **Dans le cadre de la conférence, nous avons recherché ensemble des solutions pour les jeunes. Nous avons passé en revue les nouvelles lois et politiques mises en place dans le monde sur la base d'un indicateur de bonheur et de bien-être, qui se sont révélées très efficaces pour la réalisation des objectifs du Programme 2030.** Les activités ont été nombreuses : cérémonie d'ouverture, réunion sur le programme de mentorat, conférence de presse et nombreuses interviews pour les médias nationaux. Les autorités paraguayennes et le **Président du Sénat, M. Blas Llano**, n'ont pas ménagé leurs efforts pour faciliter l'organisation de la conférence. C'était la première fois que le Paraguay accueillait une réunion de l'UIP. Je félicite chaleureusement les autorités du pays pour le grand succès de cette manifestation.

**Sur invitation du Conseil mondial pour la tolérance et la paix, j'ai participé à New York à une table ronde sur le thème *Bonnes pratiques pour la promotion de la tolérance dans le monde*.** Les objectifs du débat étaient les suivants : sensibiliser à la nécessité de bâtir des sociétés inclusives et tolérantes ; discuter des défis à relever par la coopération internationale pour promouvoir les valeurs de tolérance et d'acceptation d'autrui entre communautés ; examiner les possibilités de mener une action mondiale, coordonnée et dynamique contre les propos haineux, le sectarisme racial et religieux et la discrimination ; souligner l'importance des médias, des technologies de l'information et de la communication et des établissements d'enseignement dans ce domaine ; et encourager les échanges de bonnes pratiques et de mécanismes novateurs pour instaurer la paix sociale aux niveaux national, régional et international.

Le même jour, j'ai été invitée par la **Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa**, à prendre part à une table ronde sur le thème ***La culture de la paix : autonomiser et transformer l'humanité***. J'ai rappelé dans mon propos la grande responsabilité qui nous incombe, en tant que parlementaires, dans l'édification d'une culture de paix.

**Plus tard dans la semaine, j'ai assisté à diverses réunions à Washington.** Je voudrais exprimer ma gratitude à la sénatrice Susan Kihika, Présidente du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, qui a également participé à ces réunions et manifestations.

Le 19 septembre, j'ai participé avec M<sup>me</sup> Sunna Ævarsdóttir, membre islandaise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et M<sup>me</sup> Susan Kihika, sénatrice, à un **petit-**



Sixième Conférence mondiale UIP des jeunes parlementaires. © UIP Flickr



Réunions à Washington D.C.

**déjeuner de travail sur la violence à l'égard des femmes politiques.** Cet événement était organisé conjointement par le Bureau de l'UIP à New York et la *League of Women Voters*, basée aux États-Unis. Plusieurs congressistes américaines ont pris la parole lors de l'événement, lequel était parrainé par les parlementaires suivants: **M<sup>me</sup> Jackie Speier (représentante démocrate de la Californie), M. Dan Kildee (représentant démocrate du Michigan) et M<sup>me</sup> Debbie Lesko (représentante républicaine de l'Arizona).** Mmes Speier et Lesko président le groupe de femmes parlementaires de leurs partis respectifs. M. Kildee est un ami de l'UIP. **M<sup>me</sup> Barbara Lee** (représentante démocrate de la Californie), conseillère auprès du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, a prononcé l'allocution d'ouverture. **M<sup>me</sup> Bonnie Watson Coleman** (représentante démocrate du New Jersey) et **M<sup>me</sup> Debbie Lesko** ont toutes deux pris la parole lors de la rencontre, à laquelle participaient des assistants de parlementaires américains et de nombreuses représentantes de sections de la *League of Women Voters* de différents États du pays. La rencontre était animée par la correspondante de Reuters, **M<sup>me</sup> Ginger Gibson.**

Le 19 septembre également, la **Commission Tom Lantos des droits de l'homme et le Partenariat pour la démocratie de la Chambre des représentants organisaient conjointement une séance d'information de haut niveau sur le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP.** Les coprésidents de ces deux organes, les parlementaires **Jim McGovern (représentant démocrate du Massachusetts) et David Price (représentant démocrate de Caroline du Nord)** ont ouvert la réunion. **La sénatrice Susan Kihika** a lu une déclaration de la Vice-Présidente du Comité, la parlementaire vénézuélienne **Delsa Solórzano**, qui avait un empêchement. Des exposés ont été présentés par le parlementaire turc **Hi yar Ozsoy** et **M. Vicente de Lima**, frère de **M<sup>me</sup> Leila de Lima**, sénatrice philippine emprisonnée. Il s'est ensuivi une riche discussion animée par la correspondante internationale de Reuters **M<sup>me</sup> Mary Milliken.**

Les réunions tenues par la suite nous ont permis de communiquer des informations sur l'UIP et de rechercher des collègues aux États-Unis susceptibles d'être intéressés par un travail avec l'UIP. Nous avons rencontré des **sénateurs, MM. Todd Young, sénateur républicain de l'Indiana, Bill Cassidy, sénateur républicain de la Louisiane, et Ben Cardin, sénateur démocrate du Maryland,** ainsi que des membres de la **Chambre des repré-**

**sentants, M<sup>me</sup> Jackie Speier, M. Francis Rooney, représentant républicain de la Floride, M<sup>me</sup> Donna Shalala, représentante démocrate de la Floride et M<sup>me</sup> Liz Cheney, représentante républicaine du Wyoming.**

À Washington, j'ai aussi été invitée, par l'Institut du Mexique au Centre Wilson, à un petit-déjeuner de travail sur le multilatéralisme et la coopération. Nous vivons à une époque où certains pays violent les conventions internationales et se retirent des accords multilatéraux pour satisfaire leurs intérêts qu'ils défendent en imposant aux autres pays des mesures d'intimidation. La coopération multilatérale est nécessaire pour faire avancer la paix et le développement dans le monde. Assurer un multilatéralisme inclusif est essentiel pour relever les défis mondiaux et progresser dans le maintien de la paix et de la sécurité, la protection des droits de l'homme, et la promotion et la réalisation des ODD.

**La 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies** s'est ouverte le 17 septembre à New York. J'ai eu l'honneur d'être invitée à participer en tant qu'intervenante à la réunion-débat intitulée ***Intergenerational town hall: young leaders engage with world leaders*** dans le cadre du Sommet de la jeunesse pour le climat de l'ONU qui s'est tenu le 21 septembre. La rencontre était présidée par des dirigeants de haut niveau de l'Organisation et des représentants gouvernementaux et de la société civile. Plusieurs jeunes leaders engagés dans l'action climatique ont ainsi présenté leurs solutions à l'ONU et dialogué de façon constructive avec les décideurs sur cette question déterminante de notre époque.

Le 22 septembre, j'ai été invitée, avec la sénatrice Susan Kihika, à participer à un petit-déjeuner de travail sur les mécanismes de responsabilisation du Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant. Le lendemain s'est tenue la réunion de haut niveau des Nations Unies sur le thème ***Couverture sanitaire universelle: œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé,*** en présence d'une importante délégation de l'UIP. Cette réunion a constitué un plaidoyer en faveur d'une plus grande responsabilisation des femmes, des enfants et des adolescents, un aspect indispensable de l'instauration de la couverture sanitaire universelle et de la réalisation des ODD. Ponctuées d'exposés interactifs et d'interventions, les discussions ont passé en revue les progrès accomplis et un point a été fait sur les outils et orientations à mettre en œuvre pour renforcer la responsabilisation.

J'ai pris part à la **réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle organisée dans le cadre de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies.** Mon intervention m'a permis de souligner combien il est important d'assurer un véritable accès universel à la santé, qui constitue un droit fondamental. J'ai présenté le travail de l'UIP et ai indiqué que nous avons préparé une résolution sur l'accès universel à la santé qui a été adoptée par les parlements du monde.

Tout l'enjeu est d'obtenir un consensus et de mettre en œuvre l'ensemble des recommandations. Notre principal objectif est de faire en sorte que chacun – enfants compris – ait accès gratuitement aux soins et puisse jouir du droit fondamental à la santé.

Le 24 septembre, j'ai assisté, avec la sénatrice Susan Kihika, à la **réunion-débat de l'organisation RISE sur la violence sexuelle**. Les participants étaient invités à réfléchir – sur la base de témoignages – à l'importance d'agir pour éliminer ce type de violence.

J'ai également participé à **l'ouverture de la 74<sup>e</sup> session** de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a été suivie d'un déjeuner offert par le Secrétaire général de l'ONU auquel étaient conviés tous les chefs de délégation. Ce déjeuner a été l'occasion d'échanger sur la collaboration avec les institutions des Nations Unies et les gouvernements nationaux.

J'ai ensuite assisté à la **réception offerte par la délégation de l'Union européenne**, où j'ai eu l'honneur de rencontrer le **Premier Ministre belge et Président élu du Conseil européen, M. Charles Michel**. Nous avons discuté de la **nécessité d'examiner la question des sanctions prises à l'encontre de parlementaires, qui empêchent une représentation efficace des citoyens via la diplomatie parlementaire**. Ces sanctions ralentissent également le développement des relations avec les pays de l'Union européenne sur le plan de la diplomatie parlementaire. J'ai donc demandé à M. Michel s'il pouvait recevoir une délégation de l'UIP pour discuter de cette question.

Le 25 septembre, la sénatrice Susan Kihika et moi-même avons eu une réunion bilatérale avec le **Président turc, M. Recep Tayyip Erdogan**. Nous avons évoqué les difficultés auxquelles la Turquie et l'Amérique centrale sont confrontées concernant l'aide aux réfugiés et aux immigrés.

Par ailleurs, à l'occasion des **Dialogues des dirigeants du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable organisés pendant la 74<sup>e</sup> session** de l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai pris la parole lors du **quatrième Dialogue sur le thème Comment adapter les ODD aux réalités locales**. L'accent a été mis sur les questions clés ainsi que sur les recommandations sur lesquelles les dirigeants mondiaux devraient concentrer leurs efforts à l'approche de la décennie d'action pour le Programme 2030. Les gouvernements locaux et régionaux doivent se mobiliser pour mieux faire connaître le Programme. Nous devons nous engager à créer de la croissance et de l'emploi par le biais du développement local et de stratégies budgétaires. Il est également essentiel de promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes et de coordonner activement les partenariats avec l'ensemble des parties prenantes.

Le même jour, nous avons organisé **un déjeuner avec les parlementaires présents à l'ouverture de la 74<sup>e</sup> session** de l'Assemblée générale des Nations Unies. La sénatrice Susan Kihika et moi-même avons ensuite participé à la rencontre des **Championnes Génération Égalité – Femmes leaders à travers le monde** organisée par ONU Femmes et le Conseil des femmes leaders dans le monde. J'y ai parlé du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, des projets que nous menons sur la question du renforcement des capacités et de la nécessité d'instaurer d'urgence des quotas par sexe pour assurer une véritable représentation sociale dans nos démocraties. En outre, nous avons discuté des événements que nous prévoyons d'organiser avec ONU Femmes pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration de Beijing. Enfin, j'ai fait part de mes

inquiétudes sur la question de la violence sexiste et ai présenté le travail mené par l'UIP dans ce domaine.



Membres du Forum des femmes parlementaires de l'UIP

Le 26 septembre, j'ai eu l'honneur de rencontrer le **Président de la 74<sup>e</sup> session** de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani Muhammad-Bande. **Nous croyons tous les deux que le multilatéralisme et l'éducation sont les outils les plus puissants dont nous disposons pour transformer le monde.**

J'ai rencontré le **Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme, M. Vladimir Voronkov**, et la **Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Genève, M<sup>me</sup> Tatiana Valovaya**. Le lendemain, j'ai eu une réunion de travail avec la **Directrice exécutive d'ONU Femmes, M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka**, pour discuter de questions en rapport avec les travaux menés par l'UIP sur la question de la représentation des femmes.

Pendant que je participais à la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. José Carlos Mahía, parlementaire uruguayen, a participé au nom de la présidence de l'UIP à la **réunion régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes**, qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) du 30 septembre au 2 octobre 2019.

Je me suis rendue à Saint-Marin pour la cérémonie d'investiture des capitaines-régents, M<sup>me</sup> Mariella Mularoni et M. Luca Boschi. En tant qu'oratrice principale, j'y ai souligné l'importance du parlementarisme et de la participation des citoyens aux processus politiques. Je suis très reconnaissante à la République de Saint-Marin qui m'a décorée de la Grand-croix de l'Ordre équestre de Sainte Agathe.



Cérémonie d'investiture des capitaines-régents à Saint-Marin.

# La dernière année de présidence : d'octobre 2019 à mars 2020

**J'aurais souhaité poursuivre sur la lancée de l'engagement dynamique et intense que j'ai toujours voulu conférer à mon mandat de Présidente de l'UIP. Nous savons tous que cela est devenu impossible à partir de la fin du mois de février, à cause de la pandémie de COVID-19.** En fonction de l'évolution de la situation, voici ce que j'ai été en mesure de faire depuis notre dernière Assemblée de Serbie : visite de 17 pays ; participation à des réunions parlementaires régionales en France, dans le cadre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; appui à la mise en place d'un nouveau réseau parlementaire visant à lutter contre la faim avec un programme de coopération sud-sud promu par le Maroc ; renforcement de l'engagement parlementaire pour mettre fin à la corruption dans le cadre d'une conférence de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) au Qatar ; appui aux travaux des parlementaires réunis en Turquie pour l'Assemblée parlementaire asiatique pour la mise sur pied de meilleures propositions de coopération et de dialogue parlementaires ; aide à la conception de meilleurs cadres légaux de promotion de l'énergie verte aux Émirats arabes unis.

Si l'année dernière j'avais effectué des visites régionales au Moyen-Orient et dans les pays de la péninsule arabe, ce semestre, j'ai été en mesure de mener des travaux en Afrique. J'ai ainsi pu mesurer la formidable générosité et la grande hospitalité de chacun des pays où je me suis rendue ainsi que des parlements et des présidents de parlements que j'ai rencontrés. J'ai aussi beaucoup apprécié les fructueuses réunions auxquelles j'ai participé, les séances parlementaires spéciales consacrées à l'UIP et les stimulants entretiens que j'ai eus avec les chefs d'État.

J'ai consacré une part essentielle de mon travail au **rapprochement entre l'UIP et la Présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU et les institutions onusiennes avec lesquels je suis en contact permanent.** Je suis convaincue que ce rapprochement passe par un resserrement des liens entre les parlementaires qui siègent dans les commissions permanentes et les groupes de travail de l'UIP et les institutions onusiennes qui travaillent sur les mêmes questions. Certes, la coordination opérationnelle assurée par le Secrétariat est importante, mais les parlementaires ne sauraient continuer à rester en marge des processus décisionnels et des projets de l'ONU. L'inclusion a été une priorité de mon mandat.

D'octobre 2019 à mars 2020, j'ai participé à différents événements avec l'Organisation des Nations Unies : **l'ouverture de la Conférence pour l'Europe centrale sur le thème Prévention de la radicalisation et du terrorisme : réponses politiques régionales et atténuation des risques**, organisée à Budapest par le Gouvernement hongrois et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies (BLT) ; **l'Audition parlementaire annuelle 2020 organisée par l'UIP et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani Muhammad-Bande, au Siège de l'ONU à New York ; la réunion de parlementaires, d'organisa-**

**tions parlementaires et de délégations de l'ONU autour du rapport Assurer notre avenir commun, un programme pour le désarmement**, qui a donné lieu à des discussions sur la façon dont les parlementaires peuvent appuyer le programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU. Lors d'un événement en ligne conjoint, j'ai procédé, avec **M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes**, au lancement de la carte *Les femmes en politique : 2020*.

Je fais, en outre, partie du **Groupe de pilotage de haut niveau du mouvement Toutes les femmes, tous les enfants** ainsi que du **Groupe consultatif politique du mouvement CSU2030 en faveur de la couverture sanitaire universelle.**

J'ai été particulièrement active dans le domaine de la lutte anti-terroriste, en travaillant en collaboration avec le BLT et le Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Je félicite ce groupe pour l'étroite coopération qu'il a su établir avec le BLT par le biais du dialogue et l'organisation de réunions en présentiel, d'échanges, de propositions et d'événements. Dans cette optique, la coopération avec le Groupe consultatif de haut niveau, ses membres et tous ceux qui ont participé avec nous aux délégations pour tous les forums régionaux s'est avérée cruciale.

Un travail de collaboration a été mis en place entre le Comité préparatoire et le Secrétariat de l'UIP pour la préparation de la **cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement.**

**La défense des droits de l'homme des parlementaires est l'une des plus importantes responsabilités de l'UIP, que nous ne saurions oublier.** Nos collègues du Comité des droits de l'homme des parlementaires et l'équipe du Secrétariat qui les appuie travaillent sans relâche à traiter un nombre de plaintes qui ne cesse d'augmenter. **Chers collègues, comment pourrions-nous considérer la démocratie comme acquise quand des parlementaires sont harcelés, quand des forces armées interviennent en pleine séance d'un congrès pour faire pression sur le vote ou que des parlementaires sont menacés de mort pour avoir exprimé leur opinion ?** Si nous voulons remplir efficacement notre devoir de défense active de la démocratie, nous ne pouvons oublier que les parlements en sont la base et le fondement. Sans eux, la démocratie ne peut que vaciller.

Je suis la deuxième femme à présider l'UIP. J'ai mis l'accent sur l'autonomisation des femmes qui a représenté un important volet de mon programme. **C'est dans cette optique que nous avons travaillé, en collaboration avec la Directrice exécutive d'ONU Femmes au lancement de la carte Les femmes en politique : 2020.** Cette carte brosse un tableau complet de la situation du monde en matière de représentation des femmes. Il est essentiel que les femmes donnent leur avis aux plus hauts niveaux de décision et il incombe aux dirigeants de faire en sorte



141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © UIP Flickr

qu'elles aient leur mot à dire. À l'occasion de la **Journée internationale des femmes, M. David Sassoli, Président du Parlement européen, et moi-même avons publié une déclaration conjointe** pour nous engager à redoubler d'efforts pour faire en sorte que toutes les filles, toutes les femmes soit en mesure de vivre à l'abri de la violence et de la discrimination.

**La 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP** a réuni plus de 2 000 délégués venus de 150 pays, dont 75 présidents de parlement. Nos travaux ont porté sur le droit international et de très importantes questions ont été traitées. En notre qualité de parlementaires, il nous revient d'établir des ponts et de promouvoir la paix pour encourager la tolérance, l'amour et le respect. Les discours de haine, la xénophobie et la discrimination n'ont pas leur place au XXI<sup>e</sup> siècle.



M<sup>me</sup> Maja Gojković, Présidente du Parlement serbe.

Je tiens à remercier la Présidente du Parlement serbe, M<sup>me</sup> Maja Gojković, pour son hospitalité, et surtout pour tous les efforts et la grande détermination dont elle a fait preuve pour l'organisation de l'Assemblée.

Un point qui concerne particulièrement les citoyens occupait une place prioritaire dans le programme de la 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP: la concrétisation des accords mondiaux au niveau national. Dans la déclaration adoptée à Belgrade, nous nous sommes engagés à respecter le droit international et à maintenir la coopération régionale. Une importante résolution a été adoptée, appelant les parlements à prendre des mesures législatives et politiques pour parvenir à une couverture sanitaire universelle d'ici 2030. En effet, nous sommes convaincus de la nécessité de garantir les droits de tout un chacun aux soins de santé les plus complets. Parmi les autres questions au programme figuraient la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, les changements climatiques, l'économie numérique, l'emploi et des salaires décents, les droits de l'homme, la pleine inclusion gage de véritable démocratie, les quotas de femmes et de jeunes, la prévention et la lutte contre le blanchiment d'argent et, dans le cadre de la campagne *#PasDansMonParlement*, les politiques contre le harcèlement et le sexisme dans les parlements.

En Serbie mes occupations ont été les suivantes: tenue de réunions bilatérales visant à mieux appréhender les besoins spécifiques des pays, des parlements et de mes collègues législateurs; participation à un atelier sur la mise en œuvre de législations nationales sur les quotas de femmes et de jeunes;



Conférence européenne des Présidents de Parlement.



141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, Serbie.

travail avec le Groupe consultatif sur la santé et la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme à l'élaboration de la résolution sur la couverture sanitaire universelle ; célébration du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP ; discussion avec les présidents de parlement de questions telles que la sécurité, les droits de l'homme, le développement et l'inclusion.

**L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe** s'est également déroulée en octobre. J'ai participé à la **Conférence européenne des Présidents de Parlement**, manifestation essentielle qui a encouragé les parlementaires à concrétiser les engagements d'échelle mondiale dans des solutions d'échelle locale, afin d'atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Je tiens à remercier la Présidente de l'APCE, **M<sup>me</sup> Liliane Maury Pasquier**, pour m'avoir invitée et pour tout le travail que nous avons accompli ensemble au bénéfice des femmes et des filles.

Le deuxième objectif de développement durable est impérieux et ambitieux puisqu'il vise l'élimination de la faim. Le Maroc a pris la tête de la coopération sud-sud en faveur de la suffisance alimentaire en appelant tous les parlements régionaux africains, latino-américains et arabes à établir un large dialogue pour partager les meilleures pratiques et politiques nationales.

Dans le discours que j'ai prononcé à cette occasion, **j'ai souligné combien il était urgent de traduire les paroles en actes décisifs**. Il nous incombe de préparer et d'approuver des budgets qui donnent la priorité aux millions de personnes qui souffrent de la faim, et pour certains en meurent. Il nous faut agir aujourd'hui.



Séminaire international sur *Les parlements et les défis de la sécurité alimentaire*.

Garantir le droit à la nourriture est une responsabilité que nous ne pouvons pas nous permettre de négliger. Pour leur action décisive en faveur de l'union des régions et le travail en commun, **je tiens à saluer le Président de la Chambre des représentants du Maroc, M. Habib El Malki, et le Président de la Chambre des Conseillers, M. Hakim Benchamach**.

Le 4 novembre, j'ai eu le plaisir d'assurer la **co-présidence de la deuxième édition du Sommet des présidents de parlement du G20 (P20)** avec la Présidente de la Chambre des conseillers de la Diète nationale du Japon, **M<sup>me</sup> Akiko Santo**. L'économie mondiale est confrontée à d'importants défis : le changement technologique, l'inclusion, l'urgente nécessité d'une meilleure répartition des richesses, l'emploi, les rémunérations et l'égalité des sexes.



Sixième Sommet des présidents de parlement du G20 (P20).

L'innovation a été l'un des grands principes de ma présidence de l'UIP. **Je suis en effet convaincue que l'UIP doit renforcer son programme économique**, tandis que nos concitoyens aspirent à avoir de meilleures conditions de vie, un emploi, un salaire, des prestations sociales, une retraite décente et demandent que des mesures soient prises d'urgence pour arrêter les changements climatiques.

Voici deux ans que nous organisons **des sessions du P20 (réunions parlementaires tenues en parallèle des événements du G20)**. Qu'est-ce qui fait l'importance de ce mécanisme du P20 ?

Les gouvernements se rencontrent dans le cadre du G20 pour convenir de programmes et de politiques publiques qui ont des répercussions sur la vie des citoyens. Ces débats et ces accords doivent se dérouler en toute transparence et être soumis à contrôle. Et surtout, il convient de mettre en œuvre les bonnes propositions qui en sont issues. Or, cette mise en œuvre passe généralement par les organes législatifs qui transforment les propositions en lois et approuvent les budgets.



Le Président du Parlement européen, M. David Sassoli.

Dans le cadre de ma visite au Parlement européen, j'ai rencontré son Président, M. David Sassoli, j'ai participé à une audition et eu des entretiens très positifs avec des commissions du Parlement : affaires étrangères (AFET), droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM) et commerce international (INTA).

**La coopération entre l'UIP et le Parlement européen** est essentielle à la défense du multilatéralisme, à la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et au renforcement des capacités démocratiques dans le monde. Cette visite a notamment débouché sur la publication, **par M. Sassoli et moi-même, d'une déclaration conjointe à l'occasion de la Journée internationale des femmes (8 mars 2020)**. En tant que présidents de nos organisations respectives, nous y avons réitéré notre engagement de prendre d'urgence des mesures en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Un peu plus tard, toujours en novembre, j'ai pris la parole à l'**ouverture de la Conférence pour l'Europe centrale sur le thème Prévention de la radicalisation et du terrorisme : réponses politiques régionales et atténuation des risques**, conjointement organisée par le Gouvernement hongrois et le Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies.

Qu'est-ce qui incite des centaines de jeunes à quitter leur pays pour rejoindre des groupes terroristes ? Que révèle sur nos propres manquements le fait que des jeunes soient ainsi poussés à se radicaliser et à choisir la voie de la haine et de la mort ? Dans mon allocution, **j'ai souligné le fait que le terrorisme ne saurait être relié à une religion particulière, une nationalité, un groupe ethnique ou une préférence politique.**

Il n'est que la marque de la haine, de la peur et de la mort. La responsabilité politique est donc essentielle en matière de prévention de la radicalisation.

J'ai eu l'honneur de prendre la parole lors de la **Conférence parlementaire régionale pour l'Afrique, Apporter des réponses globales à la situation des réfugiés : pour des approches parlementaires efficaces**, qui s'est déroulée à Mildrand (Afrique du Sud). La protection des réfugiés est un axe essentiel des travaux de l'UIP et c'est une question qui me tient beaucoup à cœur.

**Il y a aujourd'hui dans le monde plus de 70 millions de personnes déplacées en raison d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, et ce nombre enflé d'année en année.** Dans mon allocution, j'ai souligné les trois volets de la fonction parlementaire qui sont déterminants pour freiner cette augmentation. Premièrement, la législation et la réforme législative constituent l'un des meilleurs moyens de répondre aux besoins des réfugiés, de protéger les populations contraintes à fuir et celles qui les accueillent. Ces cadres doivent être inclusifs et adaptés aux besoins des plus vulnérables. Deuxièmement, les budgets doivent prévoir des fonds suffisants pour permettre la concrétisation des objectifs politiques et législatifs. Troisièmement, nous avons le pouvoir de demander à nos gouvernements de rendre compte de la façon dont ils tiennent leurs engagements.



Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) *Accélérer les promesses*, Nairobi (Kenya).

J'ai ensuite participé à la **Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), intitulée Accélérer les promesses, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya)**.

**La Conférence était centrée sur la sensibilisation à la question de la santé et des droits sexuels et reproductifs en tant qu'éléments de la couverture sanitaire universelle.** Il faut, en effet, que ces droits soient garantis dans le cadre d'une approche globale, tout au long de la vie, afin d'accélérer la mise en œuvre du programme d'action de la CIPD et la réalisation des objectifs de développement durable.



Deuxième réunion du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement.

J'ai participé à la réunion-débat sur les opportunités et les défis qui accompagnent la mise en œuvre du programme de santé sexuelle et reproductive selon une approche globale tout au long du parcours de la vie. **Nous avons discuté des stratégies à adopter pour surmonter les controverses politiques et promouvoir le développement sur la base des besoins avérés et de la volonté des femmes.**

La conférence m'a permis de présenter mon analyse de la résolution de l'UIP sur la mise en place d'une couverture sanitaire universelle d'ici 2030, résolution adoptée à l'Assemblée de Belgrade. **J'ai expliqué comment cette résolution pouvait être mise à profit pour renforcer les engagements nationaux en faveur de la prise en compte de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans le cadre de la couverture sanitaire universelle.**

Par la suite, le **Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement a tenu sa deuxième réunion.** En ma qualité de Présidente de l'UIP, il m'incombe de mener les travaux de ce comité en insistant sur la nécessité de faire tous les efforts possibles pour placer l'humain au centre des décisions et trouver des solutions rapides. Transformer les communautés et travailler en équipe est la seule méthode qui permettra d'améliorer la planète.

**Parmi les requêtes formulées par mes collègues à propos de l'UIP, l'une des principales porte sur un surcroît d'activité dans le domaine du renforcement des capacités. C'est donc un aspect dont l'UIP doit faire une priorité.** Nous devons continuer à apprendre, à échanger nos expériences pour nous améliorer et acquérir de meilleurs outils afin d'exécuter nos fonctions de parlementaires. Dans cet esprit, parmi les innovations lancées sous ma présidence, **l'UIP a organisé le premier séminaire de leadership pour la formation des dirigeants parlementaires. C'est le Mexique qui en a pris l'initiative avec l'École de gouvernement et de transformation publique de l'Institut de technologie et d'enseignement supérieur de Monterrey.** Ce séminaire de leadership représentait un premier effort de conception d'un programme de formation plus spécialisé et d'enseignement de valeurs, de connaissances et d'outils qui sont nécessaires pour accroître les résultats des parlementaires au niveau national.



Assemblée parlementaire asiatique.



Séminaire de leadership à l'intention des parlementaires, Mexico.



Réunion parlementaire organisée à l'occasion de la COP25 à Madrid (Espagne).

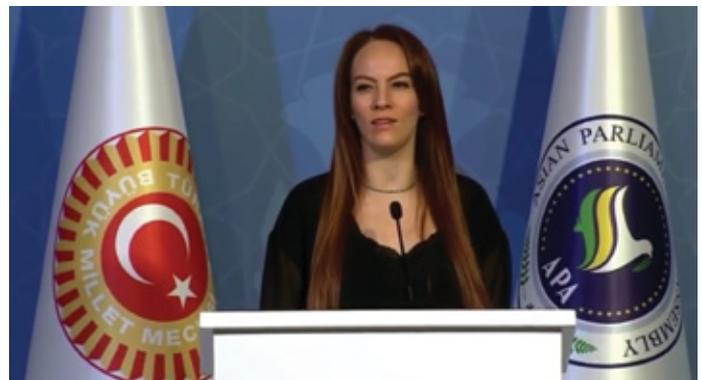
Par ailleurs, mon engagement en faveur de la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale m'a amenée à participer à la **septième Conférence mondiale des parlementaires contre la corruption, à Doha (Qatar)**. Nous devons certes travailler d'urgence à la conception de meilleures lois et de meilleures institutions, mais nous ne devons pas perdre de vue le fait que la corruption pose un problème d'intégrité et de confiance.

**Nous sommes quelque 46 000 parlementaires dans le monde. Nous avons le pouvoir de changer les lois et les budgets. Il faut que notre génération prenne la responsabilité de mettre définitivement un terme à la corruption.**

Au cours de ce déplacement, je me suis entretenue avec le Vice-Émir du Qatar ainsi qu'avec M. Ahmed Bin Abdallah Bin Zaid Al-Mahmoud, Président du Conseil consultatif, et des présidents de parlement. Je tiens à saluer les efforts de M. Al-Mahmoud en tant que Président de l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC) et à remercier les Qataris pour leur généreuse hospitalité.

En décembre, j'ai participé à la **réunion parlementaire** organisée à l'occasion de la 25<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur **les changements climatiques (COP25) à Madrid (Espagne)**. Je remercie **la Cour royale, la Présidente du Congrès des députés, M<sup>me</sup> Meritxell Batet et la Présidente du Sénat espagnol, M<sup>me</sup> María Llop**, qui ont participé à l'organisation de cette réunion avec l'UIP.

Toujours en décembre, l'**Assemblée parlementaire asiatique a tenu sa 12<sup>e</sup> Session plénière à Antalya (Turquie)** sur le thème du rôle de la coopération multilatérale entre les parlements asiatiques.



Assemblée parlementaire asiatique, 12<sup>e</sup> Session plénière: *Le rôle de la coopération multilatérale entre les parlements asiatiques.*

Première organisation politique multilatérale, l'UIP a été fondée il y a 130 ans. Elle s'est consacrée à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme par la diplomatie parlementaire. Permettez-moi de prendre un moment pour réfléchir **aux raisons pour lesquelles le multilatéralisme fait l'objet de tant de discussions.**

**Les organisations multilatérales constituent le meilleur espace de dialogue pluriel et de partage de bonnes pratiques.** De manière tragique, les événements actuels montrent que l'humanité a oublié les leçons durement apprises au XX<sup>e</sup> siècle: la haine engendre la guerre, la discrimination engendre la mort.

Certains prônent l'unilatéralisme et encouragent les discours de haine. Quoi qu'il en soit, en notre qualité de parlementaires, nous devons toujours veiller à **défendre le multilatéralisme dans toute la mesure du possible**, notamment en concrétisant



Forum des législateurs, IRENA 2020, Abou Dhabi (Émirats arabes unis).



M. Abdoukader Kamil Mohamed, Premier Ministre de Djibouti.

les engagements internationaux au niveau national et en apportant aux citoyens des solutions tirées des meilleures pratiques d'autres parties du monde.

Pendant que j'étais en Turquie, j'ai aussi **discuté de multilatéralisme avec le Président de la Grande Assemblée nationale, M. Mustafa Sentop que je remercie de m'avoir invitée à participer à cette importante assemblée.**

Au début de la nouvelle année, **ma première visite en tant que Présidente de l'UIP m'a conduite aux Émirats arabes unis** où j'ai assisté au **Forum 2020 des législateurs (IRENA), le 10 janvier.** En tant qu'intervenante, j'y ai évoqué l'important rôle du législateur dans l'intensification de la transition énergétique. La journée a été entièrement consacrée à la discussion et à l'élaboration de propositions.

J'ai également rencontré le Président du Conseil national fédéral des Émirats arabes unis, M. Saqr Ghobash ainsi que des membres de la délégation de l'UIP. Nous avons convenu d'unir nos efforts pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi qu'en faveur du développement durable et de l'égalité des sexes.

L'autonomisation des jeunes est l'un des principaux objectifs stratégiques de l'UIP. Faire en sorte que de jeunes femmes et de jeunes hommes accèdent à des mandats représentatifs est une manière d'atteindre cet objectif. Je me suis ensuite rendue à **Djibouti, où l'on sait à l'évidence ce que signifie l'inclusion des jeunes puisque 32 pour cent des parlementaires y ont moins de 45 ans !**

Je souhaite remercier **le Premier Ministre de Djibouti, M. Abdoukader Kamil Mohamed, et le Président de l'Assemblée nationale, M. Mohamed Ali Houmed,** pour leur chaleureux accueil et nos fructueuses réunions. L'UIP travaille en étroite coopération avec l'Assemblée nationale de Djibouti dans le domaine des droits de l'homme, de la jeunesse et de l'égalité des sexes.

Je salue, par ailleurs, les avancées très positives réalisées par Djibouti en matière d'égalité des sexes et de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles.

**Fidèle à mon engagement d'effectuer d'autres visites en Afrique, je me suis rendue aux Seychelles.** Malgré la petite taille de leur Parlement, ces très belles îles ont réussi à mettre en place une participation efficace. En plus d'une Assemblée des jeunes, les Seychelles peuvent en effet s'enorgueillir de l'une des plus fortes proportions de femmes à la tête d'un portefeuille ministériel d'Afrique. Il s'agit là de facteurs déterminants d'une démocratie véritablement inclusive.



Le Président des Seychelles, M. Danny Faure.

Au cours de cette visite, **j'ai rencontré le Président du parlement, M. Nicholas Prea, ainsi que des collègues parlementaires. J'ai également rencontré le Président des Seychelles, M. Danny Faure, et le VicePrésident, M. Vincent Meriton.** Nous nous sommes entretenus de l'importance de la défense du multilatéralisme en tant qu'espace de dialogue offrant à tous les pays l'occasion de chercher des solutions à

des problèmes communs, notamment en matière de changements climatiques. **Le rôle et la responsabilité de l'UIP sont essentiels en la matière puisque l'UIP est la seule organisation mondiale qui permette la réunion de représentants des peuples de 179 nations.**

Dans l'allocution que j'ai prononcée devant l'Assemblée nationale des Seychelles, j'ai insisté sur la nécessité urgente de défendre la démocratie et les droits de l'homme, de prendre chacune de nos décisions avec à l'esprit notre devoir de protéger les citoyens, et de promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes pour que nos parlements soient véritablement représentatifs.



Nicholas Prea, Président du Parlement, avec des parlementaires des Seychelles.

Les parlementaires et les institutions législatives ont pour vocation et devoir de représenter les citoyens. Or, les citoyens perdent confiance dans leurs représentants. Les démocraties semblent marquer le pas face au populisme et à l'autoritarisme et les parlements peuvent être perçus comme des institutions distantes, incapables de répondre aux besoins des citoyens. C'est pourquoi il est essentiel de créer des occasions permettant aux citoyens de retrouver la confiance dans leurs représentants et de répondre efficacement à leurs besoins.

Je me suis aussi rendue en Ouganda, j'ai participé à la **Semaine du parlement**, événement très stimulant organisé par l'Assemblée législative ougandaise. **En ouvrant ses portes au public, le Parlement transmet un message de transparence et donne des informations sur ses responsabilités et ses accomplissements.** Des centaines de citoyens – jeunes pour la plupart – ont endossé le rôle des parlementaires dans un exercice de simulation d'une journée. Cet exercice incluait notamment l'élection de ministres et du Président du parlement, un vote sur les résolutions du jour relatives au renforcement de la démocratie en Ouganda.

J'ai beaucoup apprécié ma **rencontre avec le Président ougandais, M. Yoweri Kaguta Museveni.** Celui-ci travaille en étroite collaboration avec le Parlement et il est, par ailleurs, très bien informé des travaux de la délégation ougandaise à l'UIP.

Je tiens à remercier tout particulièrement la **Présidente du parlement ougandais, M<sup>me</sup> Rebecca Kadaga** pour son invitation, **M<sup>me</sup> Esther Anyakun**, parlementaire, pour son engagement au



Le Président ougandais, M. Yoweri Kaguta Museveni ; la Présidente du Parlement, M<sup>me</sup> Rebecca Kadaga, et M<sup>me</sup> Esther Anyakun, parlementaire.

sein du Comité exécutif de l'UIP et son indéfectible soutien à la cause des femmes et **M<sup>me</sup> Mourine Osoru**, qui a assumé la fonction de leader mondial des jeunes parlementaires à l'UIP et défend ardemment l'inclusion.

J'ai ensuite eu le grand privilège de me rendre **au Burkina Faso pour l'inauguration de la 15<sup>e</sup> conférence** de l'Union parlementaire des États membres de l'Organisation de la coopération islamique.



Inauguration de la 15<sup>e</sup> Conférence de l'Union parlementaire des États membres de l'Organisation de la coopération islamique.

J'ai eu l'occasion de m'adresser aux parlementaires présents et de souligner ma solidarité avec le peuple palestinien. **Le terrorisme n'a pas de religion et ce n'est pas en essayant d'imposer des frontières que l'on trouve des solutions.** En tant que catholique invitée à une conférence islamique, j'ai tiré parti de cette occasion pour en apprendre davantage sur cette religion d'amour et de fraternité.

**J'ai aussi eu l'honneur de me rendre en Namibie et d'approfondir mes connaissances sur la culture, l'histoire et la tradition parlementaire de ce pays.** J'y ai eu des entretiens officiels avec le **Président de l'Assemblée nationale, M. Peter Katjavivi**, et le **Président du Conseil national, M. Bernard Songa Sibalatani**, qui ont donné lieu à des discussions particulièrement prenantes.



La Présidente de l'UIP avec le Président de la Namibie, M. Hage Geingob.

J'ai également rencontré le **Président namibien, M. Hage Geingob**, et **M<sup>me</sup> Margaret Mensah-Williams**, ancienne **Présidente du Forum des femmes parlementaires et Co-Présidente de la Conférence parlementaire sur l'OMC**.

Je tiens à saluer la délégation interparlementaire namibienne pour l'énorme travail qu'elle a fourni et les résultats que nous avons obtenus ensemble. La Namibie, qui a assuré la présidence de l'UIP et celle de l'Assemblée générale des Nations Unies, a grandement contribué à rapprocher les deux organisations.

Mon travail achevé en Afrique, j'ai mis le cap sur New York pour un autre événement important, **l'Audition parlementaire annuelle aux Nations Unies, organisée au Siège de l'ONU à New York par l'UIP et le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. Tijjani MuhammadBande**.

À la séance d'ouverture, j'ai évoqué l'Objectif de développement durable 4 (éducation **de qualité**), soulignant l'importance du dialogue et de la coopération internationale, les problèmes éducatifs ne connaissant ni frontières ni nationalités. **L'éducation ne doit pas être le pré carré de quelques privilégiés. C'est la raison pour laquelle il est absolument prioritaire de permettre à chacun, partout dans le monde, d'exercer son droit fondamental à l'éducation.** Pour y parvenir, il faut un enseignement de haute qualité, des enseignants bien formés et correctement rémunérés, des infrastructures convenables et sûres, des programmes d'enseignement promouvant l'égalité des sexes et la responsabilité environnementale et contribuant à faire des élèves de meilleurs citoyens, attachés à la démocratie et aux droits de l'homme.

Pendant mon séjour à New York, j'ai rencontré diverses personnalités, parmi lesquelles l'économiste américain **Jeffrey Sachs**, universitaire, spécialiste de politique publique, ancien directeur de l'Institut de la Terre à l'université Columbia. Nous avons discuté des moyens à déployer pour assurer la connexion numérique des parlements et mettre en place des mécanismes de formation et de contrôle pour les projets visant la réalisation du Programme 2030.

Je me suis également rendue dans les locaux d'**ONU Femmes** pour en rencontrer la **Directrice exécutive, M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka**. Nous avons débattu des méthodes les plus efficaces pour atteindre l'égalité générationnelle et nous avons passé en revue les statistiques qui sous-tendent la carte des Femmes en politique qui est une production conjointe de nos deux organisations.

Comme j'estime important de maintenir un contact étroit avec les délégués de l'UIP, j'ai aussi tenu des réunions avec de nombreuses



Le Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, M. T. Muhammad-Bande.



Audition parlementaire aux Nations Unies, 2020.

délégations interparlementaires, notamment celles de l'Italie, de la Turquie, du Royaume-Uni et du Yémen.

Le dernier jour de l'**Audition parlementaire aux Nations Unies, j'ai prononcé l'allocution de clôture avec le Président de l'Assemblée générale, M. Muhammad-Bande.** J'ai également fait une brève présentation lors d'une réception organisée par l'UIP à l'intention de l'ensemble des délégués et des présidents de parlement participant à l'Audition. Ce fut un grand honneur.

L'Audition annuelle est un événement particulièrement important parce qu'il permet à des parlementaires venus du monde entier de partager les meilleures pratiques de leurs pays respectifs. Cette année, le débat portait sur les moyens d'améliorer l'accès à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie des citoyens de tous âges, en particulier des femmes, des filles et des personnes marginalisées.

Le jour suivant l'Audition aux Nations Unies, je suis restée à New York pour assister à une **réunion parlementaire sur le thème Assurer notre avenir commun, un programme pour le désarmement.** Il s'agissait d'un forum réunissant des parlementaires, des organisations parlementaires et des délégations de l'ONU pour discuter du programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU et de la façon dont les parlementaires peuvent l'appuyer en coopération avec les gouvernements, l'ONU et la société civile.

J'ai prononcé l'allocution de bienvenue et contribué aux débats principaux en tant qu'intervenante. Nous avons ensuite passé en revue les éléments clés du programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU, réfléchi aux conflits actuels et à la course aux armements, et fait le point sur les accords de désarmement et les négociations en cours.

**L'UIP apporte son soutien aux parlements du monde entier en mettant à leur disposition des outils de connaissance fondés sur la recherche technique et scientifique, dans le but d'aider les parlementaires à prendre des décisions sur**

**la base de données probantes.** Les publications élaborées par l'UIP en collaboration avec ses partenaires proposent aux parlementaires des conseils pratiques sur les instruments juridiques, les réponses politiques et les mesures à prendre pour relever efficacement les défis sanitaires.

C'est à ce stade que les effets de la COVID-19 ont commencé à se faire sentir. Les réunions ont alors commencé à se tenir en ligne, car même dans ce contexte, nous étions conscients de l'impossibilité d'interrompre nos travaux.

**La pandémie est un défi mondial, qui n'a épargné quasiment aucun pays du monde.** Les États font d'énormes efforts pour garantir les services de santé, répondre à tous les besoins des citoyens et atténuer l'impact du virus. Il est néanmoins impossible de prévoir comment évoluera l'urgence sanitaire pendant les mois à venir. Comme nous considérons que la santé et le bien-être de chacun sont prioritaires, les événements prévus en mars et avril ont été annulés.

**Il a fallu trouver des solutions pour organiser toutes nos activités en ligne.** Je dois dire que nous pouvons en tirer un important enseignement quant à l'importance qu'aura la technologie cette année. En tant que parlementaires, il nous incombe de promouvoir l'apprentissage à distance et de veiller à ce que tous puissent y accéder équitablement.

L'action décisive de l'UIP en matière de santé des femmes, des enfants et des adolescents est reconnue depuis longtemps par les acteurs internationaux. Étant membre du **Groupe de pilotage de haut niveau du mouvement Toutes les femmes, tous les enfants,** j'ai participé à la réunion en ligne de ce groupe en mars.

Le groupe de pilotage a débattu des points forts et des difficultés du programme du mouvement. Il a ensuite été question des moyens de lever davantage de fonds et d'établir un plaidoyer mondial, pérenne et cohérent, ainsi qu'un plan d'investissement visant à empêcher tout décès évitable d'une mère, d'un enfant ou d'un adolescent et à assurer leur bonne santé et leur bien-être.

Le 18 mars, dans le cadre d'un événement en ligne, j'ai procédé au lancement de la carte *Femmes en politique: 2020*, conjointement avec M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes.

Cette carte brosse un tableau complet de la situation du monde en matière de représentation des femmes en politique. Elle propose un classement des pays en fonction du pourcentage des femmes parlementaires et des femmes ministres. Elle montre où l'on trouve des femmes qui occupent des postes haut placés dans le processus décisionnel, tant au parlement qu'au gouvernement. Elle répertorie également les portefeuilles ministériels détenus par des femmes. En 2020, la proportion des femmes parlementaires ne dépasse pas 24,9 pour cent. Il est donc impératif d'accélérer la progression de l'égalité entre les sexes et de l'instauration de quotas. Sur les dix pays qui affichent la plus forte proportion de femmes dans leur parlement, huit ont mis en place une forme ou une autre de mesure volontariste.

**L'UIP apporte son aide depuis longtemps aux pays qui font preuve de volonté politique en faveur d'un équilibre entre les sexes.** Cette aide englobe notamment l'organisation d'activités et la diffusion de connaissances visant à sensibiliser la sphère politique, les représentants de la société civile et le grand public à l'importance de la participation des femmes à la politique.

Le 24 mars, j'ai participé à **la première réunion en ligne du Groupe consultatif politique du mouvement CSU2030 en faveur de la couverture sanitaire universelle. La santé est à la fois une condition préalable et un résultat du développement durable.** Néanmoins, ils sont nombreux ceux qui continuent à se voir nier le droit à la santé. Plus de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès à une couverture intégrale des services de santé essentiels. Il ne faut pas oublier, par exemple, que 290 000 femmes meurent chaque année à la suite de complications en cours de grossesse ou au moment de l'accouchement, ni que d'importantes inégalités persistent dans le monde. La mortalité maternelle est environ cinquante fois plus élevée dans les pays d'Afrique subsaharienne que dans les pays à haut revenu.

Face à ces défis, les parlements ont un rôle clé à jouer : ils doivent être des moteurs de changement en matière de santé et de bien-être des populations. C'est à nous parlementaires qu'il incombe, en effet, d'élaborer un cadre exhaustif de promotion de la santé et des droits de l'homme. Nous devons, en outre, veiller à ce que ces droits garantissent un accès équitable à la santé et au bien-être dans tous les segments de la société.



Lancement en ligne de la carte *Femmes en politique: 2020*, avec M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes. Cette carte est une réalisation conjointe de l'UIP et d'ONU Femmes.

# Derniers mois de la présidence : mars 2020-octobre 2020

La pandémie ayant touché la majeure partie du monde, maintenir une présidence active a posé des défis uniques en leur genre, à savoir ceux liés aux restrictions sanitaires qui ont fortement limité les déplacements et le nombre de réunions et de manifestations en présence physique des participants. Le fait est qu'il n'y a pas de substitut aux échanges en face-à-face, mais le monde ne se mettra pas sur pause et les problèmes qui doivent être réglés non plus.

Malgré les difficultés liées aux circonstances actuelles, **j'ai réussi à participer à plusieurs réunions, événements et initiatives, grâce aux outils technologiques qui facilitent la communication à distance.** Il va sans dire qu'une grande partie de l'ordre du jour est marquée par les questions liées à la COVID-19, alors que la communauté mondiale se mobilise pour trouver des moyens de faire face aux multiples problèmes posés par cette pandémie. Il est encourageant de noter que de nombreuses personnes et organisations travaillent sans relâche pour surmonter ce défi sans précédent.

En mars, j'ai participé au **premier appel de groupe pour le Groupe consultatif politique auprès du Mouvement pour la couverture sanitaire universelle (CSU)**, au cours duquel nous avons défini les termes de référence. J'ai également insisté sur le rôle clé des parlements pour faire de la CSU une réalité dans leurs pays respectifs. La santé a toujours été une priorité pour l'UIP, et cela se reflète également dans une résolution adoptée lors de la 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP qui appelle les parlements à œuvrer en faveur de la réalisation de la CSU d'ici 2030.

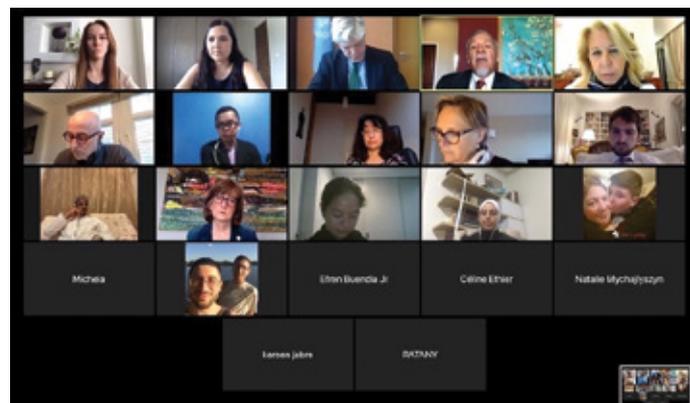
Malheureusement, la COVID-19 n'a pas uniquement des répercussions sur la santé des personnes : il a déjà été prouvé que la pandémie a un impact sur nos démocraties. C'est pourquoi, le 16 avril, je me suis jointe à M. Alan Stoga, Président de la Fondation Tällberg et à M<sup>me</sup> Paula DiPerna, Conseillère stratégique en environnement, pour **une conversation sur l'avenir de la démocratie dans le contexte de la COVID-19.** En tant que parlementaires, il est important que nous réfléchissions à notre responsabilité de contrebalancer l'action gouvernementale, qui profite de la crise sanitaire pour institutionnaliser des pratiques non démocratiques. Je suis reconnaissante à M. Stoga de m'avoir invitée à me joindre à cette discussion enrichissante.

En avril, j'ai **publié un communiqué** avec M. José Ignacio Echániz, Président de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale de l'UIP, et M. Reinhold Lopatka, Président du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de l'UIP, **pour appuyer l'appel du Secrétaire général de l'ONU à un cessez-le-feu mondial immédiat dans le contexte de la pandémie actuelle.**

En avril, nous devons nous réunir à Genève pour la 142<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, mais (comme ce fut le cas pour toutes les grandes

réunions multilatérales) nous avons été obligés de la reporter en raison de la pandémie. À cette occasion, j'ai publié un **communiqué présidentiel** dans lequel j'ai exposé ma réflexion à ce sujet. Je me suis fait l'écho des paroles du Secrétaire général de l'ONU – « L'heure est à la solidarité et non à l'exclusion » – et j'ai également souligné que nous devons être unis pour prendre des mesures mondiales face aux défis mondiaux.

J'ai participé à **la Table ronde en ligne des femmes dirigeantes sur la COVID-19 et l'avenir**, organisée par M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes, et M<sup>me</sup> Gabriela Ramos, Chef de cabinet de l'OCDE.



[Journée internationale du multilatéralisme.](#)

Pour **la Journée internationale du multilatéralisme**, l'UIP a organisé une réunion-débat en ligne avec **M. Fabrizio Hochschild, Conseiller spécial du Secrétaire général pour les préparatifs de la célébration du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation des Nations Unies**; **M. Juan Carlos Romero, Président de la Commission des Affaires des Nations Unies de l'UIP**; et **M. Mladen Grujić, parlementaire serbe et membre du Comité exécutif de l'UIP.** La discussion a été modérée par M<sup>me</sup> Paddy Torsney, Observatrice permanente de l'UIP auprès des Nations Unies. **Nous ne pouvons pas tolérer que le multilatéralisme devienne une autre victime de cette pandémie, précisément au moment où il est le plus nécessaire.** Je me réjouis d'occasions comme celle-ci permettant de réfléchir à notre rôle de parlementaires dans la défense du multilatéralisme.

Ce même jour, j'ai également participé à la Séance d'information parlementaire en ligne sur les pandémies, avec un accent particulier sur la **COVID-19**, organisée par le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Environ 255 participants de plus de 70 pays ont suivi les débats. Je remercie **M. Liam Byrne, Président du Réseau parlementaire**, de cette invitation.

Cette année, pour marquer le Jour de la victoire en Europe, j'ai publié un **communiqué présidentiel en mai.** J'ai profité



Séance d'information parlementaire en ligne sur les pandémies (image du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international).

de cette occasion pour réfléchir au fait que **l'UIP a été fondée précisément pour prévenir les pertes majeures en vies humaines dues aux guerres, dont la Seconde Guerre mondiale reste un exemple tragique.** Malgré les leçons durement tirées de ce conflit, les discours de haine et le nationalisme font encore leur chemin aujourd'hui. Si l'on veut éviter que la Seconde Guerre mondiale ne se répète, nous devons faire preuve d'unité et de foi dans le dialogue.

Au cours du mois de mai, j'ai également présidé **les réunions du Comité préparatoire et du Comité de rédaction de la Déclaration en vue de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement.** Au cours de ces réunions, nous avons préparé un programme pour la Conférence, travaillé à la rédaction de la Déclaration et choisi les intervenants pour les événements de la Conférence. Bien que nos préparatifs étaient entravés par les incertitudes liées à la pandémie, nous devons trouver des moyens de continuer, y compris dans un format électronique. Notre Organisation doit être un modèle de résilience pour le reste de la communauté internationale et proposer des mesures mondiales, des solutions parlementaires et un dialogue multilatéral.

J'ai participé à **la table ronde en ligne *Le leadership des femmes dans la riposte à la COVID-19 pour protéger chaque femme et chaque enfant***, animée par **M<sup>me</sup> Helen Clark, Présidente du Conseil directeur du PMNCH, et M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de l'Estonie.** Cette réunion de haut niveau a été organisée par l'initiative Toutes les femmes, tous les enfants, en collaboration avec le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH) et Women Deliver.



Observations lors de la table ronde *Le leadership des femmes dans la riposte à la COVID-19 pour protéger chaque femme et chaque enfant* (image prise sur le compte YouTube de l'initiative Toutes les femmes, tous les enfants).

Cette table ronde a été organisée pour que les femmes dirigeantes puissent se réunir et réfléchir aux impacts spécifiques de la pandémie sur les femmes et les filles dans le monde entier. Parmi les participantes figuraient la Présidente du Conseil directeur du PMNCH, M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, la membre actuelle du Conseil directeur du PMNCH représentant le secteur privé, M<sup>me</sup> Mary-Ann Etiebet de Merck for Mothers, la membre du PMNCH suppléante représentant les ONG, M<sup>me</sup> Katja Iversen de Women Deliver, M<sup>me</sup> Awa Marie Coll-Seck, Ministre d'État auprès du Président de la République du Sénégal, M<sup>me</sup> Amy Pollack pour la Fondation Bill et Melinda Gates, M<sup>me</sup> Jayathma Wickramanayake, l'Envoyée du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse, et M<sup>me</sup> Gerda Verburg, de l'initiative Renforcer la nutrition.

Dans ce contexte, j'ai souligné la nécessité d'œuvrer en faveur de systèmes de santé universels. Les parlements doivent allouer et ajuster leurs budgets en conséquence, tout en accordant la priorité aux besoins des femmes et des filles.

Le 2 juin, **j'ai présidé une réunion en ligne du Comité préparatoire de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement**, un événement que nous avons planifié et en vue duquel nous déployons des efforts considérables depuis février 2019. Au moment où nous avons commencé les préparatifs de la Conférence, il était impossible de dire que le monde serait confronté aux circonstances actuelles et qu'il serait nécessaire de modifier radicalement le format de l'événement. Je remercie les membres du Comité préparatoire de leur dévouement à cette tâche. **Nous sommes parvenus à un consensus sur la nécessité de faire en sorte que la Conférence se déroule en ligne.**

**Il convient en outre de rappeler qu'il s'agit du premier Comité préparatoire dont les membres ont été élus démocratiquement, dans le respect de la parité des sexes.** Auparavant, les membres n'étaient choisis que par le Président de l'UIP avec l'accord du Secrétariat.

Le lendemain, le 3 juin, j'ai assisté à **la deuxième réunion en ligne du Groupe consultatif politique du Mouvement pour la couverture sanitaire universelle (CSU).** Nous avons discuté des manières dont nous pourrions défendre les principaux engagements de la Déclaration politique de la CSU, ainsi que de la meilleure façon de mobiliser nos réseaux en faveur du programme pour la réalisation de la CSU à l'horizon 2030.

La participation constante à cette initiative – qui était déjà d'actualité depuis la réunion de haut niveau intitulée *Couverture sanitaire universelle: Progresser ensemble sur la voie d'un monde plus sain* à l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019 – n'a fait que devenir plus pertinente et plus nécessaire. **Il est impossible de lutter contre la pandémie si les soins de santé ne sont accessibles qu'à quelques élus et non au grand public.** À cet égard, je tiens à remercier le Secrétariat du Mouvement pour la CSU de sa volonté de nous impliquer et de solliciter notre participation et nos contributions.

**L'Assemblée nationale de l'Équateur et le GRULAC** ont organisé un **Dialogue des présidents des pouvoirs législatifs des Amériques**, auquel j'ai assisté et qui m'a également permis de

faire des observations. Cette réunion en ligne avait pour but de permettre aux parlements d'échanger des idées et des bonnes pratiques sur la manière de poursuivre les travaux parlementaires dans le contexte de la pandémie de COVID-19, notamment en ce qui concerne les mesures d'ordre technique que prennent les législateurs pour s'acquitter de leurs fonctions, ainsi que de faire connaître les obstacles auxquels ils étaient confrontés pour préserver leurs capacités législatives, représentatives et de contrôle.

**Les parlements sont essentiels à la vie démocratique, ce qui signifie que le travail parlementaire ne peut pas être suspendu. Les parlements doivent plutôt trouver des moyens d'exercer leurs fonctions à distance et adapter leurs cadres procéduraux en conséquence.** Il ne faut pas laisser de place au vide et à l'inaction à cet égard. Si les parlements cessent de fonctionner, il n'y aura pas grand-chose à faire en matière de contrôle de l'action gouvernementale. En temps de crise, cela ne doit pas se produire. **Je remercie M. César Litardo, Président de l'Assemblée nationale de l'Équateur, M. Blas Llano, Président du GRULAC de l'UIP, et M. Luis Almagro, Secrétaire général de l'Organisation des États américains,** de m'avoir donné la possibilité de participer à cette discussion opportune.



Discours liminaire lors du Diálogo Virtual entre Presidentes de los Poderes Legislativos de Latinoamérica. (Image prise sur la chaîne YouTube du Sénat du Paraguay).

Aujourd'hui plus que jamais, l'UIP doit continuer de jouer son rôle d'appui aux parlementaires du monde entier. En collaboration avec **le Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN) et l'initiative Les parlementaires pour les Objectifs mondiaux (PfGG)**, nous avons cherché à lancer **une série de webinaires sur la COVID-19** à l'intention des **parlementaires**. Le 9 juin, nous avons tenu notre premier webinaire, qui portait sur la manière de parvenir à une reprise économique conforme à la réalisation des ODD.

Nous avons voulu que ces webinaires soient axés sur le débat, offrant aux parlementaires le point de vue d'experts pour mieux

informer leurs décisions dans le contexte de la pandémie. Environ 300 parlementaires du monde entier se sont joints à nous. Je remercie **M<sup>me</sup> Kirsten Brosbøl, fondatrice de l'initiative Les parlementaires pour les Objectifs mondiaux, ainsi que M. Jeffrey Sachs et M<sup>me</sup> Lauren Barredo du SDSN d'avoir donné à mes collègues parlementaires l'occasion de travailler ensemble. Je remercie également les docteurs Yuning Gao, Jayati Ghosh et Martin Muhleisen de leur participation à notre premier webinaire et de leurs contributions éclairées.**

Plus tard, le même jour, j'ai été invitée à **prendre la parole devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre des communes du Canada.** Étant donné que je suis la Présidente de l'UIP, le Comité permanent souhaitait que je fasse connaître le point de vue de l'UIP sur l'adaptation des mesures de santé publique liées à la COVID-19 par les parlements. **Il s'agissait d'une nouvelle action visant à fournir des connaissances spécialisées et des conseils techniques nécessaires aux parlements afin qu'ils puissent continuer de fonctionner dans le contexte de la crise sanitaire mondiale actuelle.** Je suis reconnaissante au Comité permanent de nous avoir accordé son attention et d'avoir inclus notre Organisation dans ses délibérations.



Participation à la conférence de presse de l'OMS du 12 juin sur la santé génésique, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. (Photo issue de la WebTV de l'ONU).

Pour conclure cette semaine chargée, je me suis jointe à **M<sup>me</sup> Natalia Kanem (Directrice exécutive du FNUAP et hôte du Secrétariat de Toutes les femmes, tous les enfants), à M<sup>me</sup> Mary-Ann Etiebet (dirigeante de Merck for Mothers) et à M<sup>me</sup> Jayathma Wickramanayake (Envoyée du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse) pour la conférence de presse que l'Organisation mondiale de la Santé donnait sur la COVID-19. M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, était présent.**

Il s'agissait d'un suivi de la table ronde en ligne organisée par Toutes les femmes, tous les enfants en mai, la conférence de



Point de presse de l'Organisation mondiale de la Santé sur la COVID-19, juin 2020.

presse ayant porté sur la santé génésique, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. J'ai insisté sur les inégalités concernant les effets de la pandémie sur les femmes et les enfants. Par exemple, 70 pour cent des travailleurs de la santé dans le monde sont des femmes, ce qui les expose à un risque d'infection plus élevé. Par ailleurs, rien que cette année, 42 à 66 millions d'enfants sont susceptibles de tomber dans l'extrême pauvreté. **Ce sont là des faits dont il faut tenir compte dans nos approches de la pandémie, car cela signifie que les enfants font partie des personnes les plus vulnérables et doivent donc être au centre de nos décisions.** Les parlementaires ont un rôle clé à jouer pour ajuster les budgets pour 2020 en conséquence et préparer des budgets pour 2021 qui donnent la priorité à l'accès aux soins de santé pour tous, en particulier pour les femmes et les enfants. Je remercie nos partenaires de Toutes les femmes, tous les enfants de m'avoir invitée et de m'avoir donné la possibilité de contribuer aux efforts visant à placer la santé génésique, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents au premier plan du programme international en matière de santé.

La semaine suivante, j'ai pris la parole lors **d'une discussion en ligne sur l'impact sexospécifique de la COVID-19 organisée par l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.** Ce fut une nouvelle occasion de faire connaître les risques spécifiques auxquels sont exposées les femmes et les jeunes filles dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ces risques mettent en évidence la nécessité de rendre nos politiques sensibles à la dimension de genre, en particulier pour garantir que les femmes et les filles puissent avoir accès aux soins de santé dont elles ont besoin. Je remercie vivement **M. George Tsereteli, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, et M. Roberto Montello, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,** de m'avoir invitée à prendre la parole lors de cette discussion.

Le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) a organisé **une réunion en ligne sur les mesures prises par le FMI face à la pandémie de COVID-19 et sur les politiques à mettre en œuvre pour une reprise verte et inclusive.** La COVID-19 menace non seulement la santé, mais aussi les moyens de subsistance des populations du monde entier. Des discussions de cette nature sont nécessaires pour garantir que les décideurs puissent être mieux informés sur les politiques et les mesures susceptibles d'atténuer et, à terme, de maîtriser les conséquences économiques de cette pandémie mondiale.

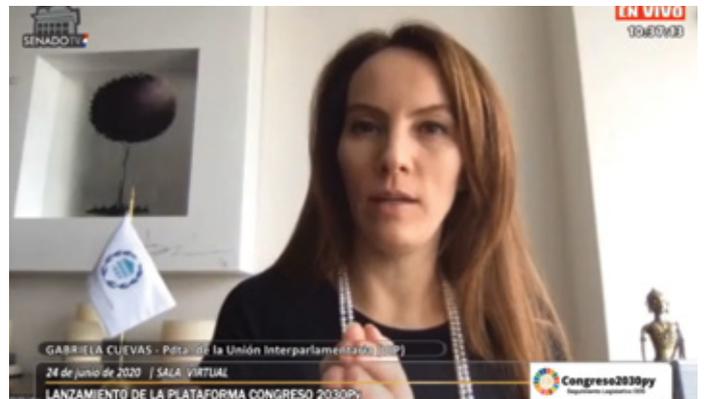
À cette occasion, j'ai mis en lumière la position de l'UIP, qui l'amène notamment à appuyer davantage d'investissements publics dans le secteur social, à adopter des réformes du travail pour protéger les droits de négociation des travailleurs, à demander des mesures pour réduire le coût des transferts de fonds et à plaider pour une meilleure coopération au développement. **Plus important encore, j'ai également souligné la nécessité de placer les personnes les plus vulnérables au centre de toute politique publique pour la reprise.** La reprise économique doit être équitable et exempte des déséquilibres structurels qui ont prévalu jusqu'à présent, y compris les disparités entre les sexes

qui empêchent les femmes de réaliser pleinement leur potentiel. Je remercie **M. Liam Byrne, Président** du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI, de m'avoir invitée à participer à ce débat.

À la fin de cette semaine, j'ai été invitée à prendre la parole lors de **la séance de clôture de la Conférence en ligne sur les Stratégies pour un leadership mondial transformateur.** Cette Conférence était organisée par l'Office des Nations Unies à Genève et **l'Académie mondiale de l'art et de la science (WAAS).** Elle a porté sur un large éventail de sujets mondiaux pertinents tels que la sécurité humaine, le multilatéralisme, la gouvernance mondiale, les changements climatiques, l'écologie, la société civile, la jeunesse et les mouvements sociaux, pour n'en citer que quelques-uns.

Cette conférence devait servir de forum permettant d'examiner sur le fond le type de leadership nécessaire pour apporter des solutions pertinentes aux problèmes mondiaux. La séance de clôture elle-même était animée par **M. David Chikvaïdze, Chef de cabinet du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève.** J'ai prononcé le discours de clôture aux côtés de **M<sup>me</sup> Amanda Eliss, Chercheuse principale associée au East-West Center, de M. Ismail Serageldin, ancien vice-président de la Banque mondiale et membre de la WAAS, et de M. Garry Jacobs, Président et Directeur général de la WAAS.**

**En plénière, j'ai insisté sur le fait que pour examiner de manière critique le leadership, nous devons tenir compte des points de vue des femmes et des jeunes qui apporteront de nouvelles idées et de nouveaux talents et les inclure dans les principaux processus décisionnels.** En outre, j'ai fait valoir que les dirigeants eux-mêmes doivent placer l'être humain au centre de leurs décisions – ils doivent ressentir une passion pour l'humanité et pour notre planète. C'est la façon d'exercer le type de leadership dont nous avons besoin pour bâtir des sociétés plus inclusives. Je remercie les deux institutions organisatrices de m'avoir donné l'occasion de prononcer le discours de clôture de cet événement opportun qui a duré toute une semaine.



Lancement de la plateforme *Congreso2030Py* (Photo prise sur la chaîne YouTube du Sénat du Paraguay).

**Le Président du Sénat du Paraguay, M. Blas Llano,** m'a demandé de participer au **lancement en ligne de la plateforme *Congreso2030py*,** un mécanisme législatif de contrôle et de reddition de

comptes destiné à suivre l'avancement de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) au Paraguay.

Je félicite le Sénat du Paraguay d'avoir lancé cette initiative : des outils tels que *Congreso2030py* non seulement permettent aux législateurs d'ajuster les mesures prises pour que les approches adoptées soient durables et basées sur des indicateurs mesurables, mais sont également une composante nécessaire des systèmes politiques démocratiques. **C'est précisément ce qu'il faut pour revitaliser les démocraties dans notre monde: transparence, responsabilité et ouverture du gouvernement.** Je suis reconnaissante à M. Blas Llano de m'avoir permis de participer au lancement de cet outil, qui sera certainement d'une grande utilité pour le développement d'un avenir durable au Paraguay.

Le même jour, les Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement (PNND) ont tenu un webinaire intitulé **ONU 2020: Renforcer la paix, le désarmement et le rôle des femmes.** Le désarmement est une question centrale pour le programme de notre Organisation: l'UIP a été fondée précisément pour établir une coexistence pacifique dans le système international. En conséquence, **j'ai souligné dans le cadre de ce webinaire que nous devons élaborer nos budgets en prenant en compte la paix et non la guerre.** L'augmentation des dépenses militaires est une tendance inquiétante, alors que ces ressources pourraient être utilisées pour reconstruire en mieux. Il est évident que les priorités doivent être redéfinies et j'ai eu l'honneur de faire connaître ce point de vue à mes collègues et aux plus de 300 participants qui ont assisté au webinaire en direct. Je félicite le PNND d'avoir organisé cet événement et je les remercie de m'avoir invitée à y participer.

Plus tard dans la semaine, j'ai assisté à **la première réunion en ligne du Groupe d'action visant à promouvoir une approche de la législation et de la réglementation respectueuse de l'eau en vue du 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau en 2021.** En tant que Présidente de l'UIP, j'ai souligné que le Forum devait tenir pleinement compte des capacités des parlements dans leurs fonctions de représentation, d'élaboration du budget et de contrôle législatif. En collaborant avec les parlementaires, le Forum mondial de l'eau peut avoir un plus grand impact.

Fin juin, **nous avons célébré la Journée internationale du parlementarisme ainsi que le 131<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP avec la Réunion du Quintette.** Pour cette occasion, nous avons été rejoints par **M. Ahmad Bin Abdulla Bin Zaid Al Mahmoud, Président du Conseil de la choura du Qatar,** Président de la 140<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP; **M. Mladen Grujić, membre du Comité exécutif de l'UIP,** représentant **M<sup>me</sup> Maja Gojković, Présidente de l'Assemblée nationale de la République de Serbie,** Présidente de la 141<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP (Belgrade, octobre 2019); et **M<sup>me</sup> Donatille Mukabalisa, Présidente de la Chambre des députés du Rwanda,** qui sera également Présidente d'une future Assemblée de l'UIP (Kigali, 2021). **M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU,** a également envoyé un message pour fêter cet événement avec nous. **Au cours de la réunion, nous avons également lancé le Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP en hommage à l'héritage durable de l'Organisation.** Je

remercie toutes les personnes qui ont participé à la réunion du Quintette et célébré cette journée avec nous.



Lancement en ligne du Livre anniversaire de l'UIP lors de la réunion du Quintette.

**Notre histoire est une histoire qu'il faut célébrer et à propos de laquelle il faut réfléchir. Au cours de mon intervention, j'ai rappelé qu'en 131 ans, notre Organisation est passée d'un petit groupe de parlementaires à 179 Parlements membres et 13 Membres associés.** Comme le montrent les efforts louables consentis par M. Al Mahmoud et M<sup>me</sup> Gojković pour accueillir une Assemblée de l'UIP dans leur pays, l'UIP trouve sa force et son prestige dans sa composition parlementaire. Je suis certaine que M<sup>me</sup> Mukabalisa déploiera autant d'énergie et fera preuve de la même détermination pour organiser la prochaine Assemblée de l'UIP à Kigali en 2021.

J'ai également formulé quelques observations à l'occasion du lancement du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. **Ce livre reste pour moi un projet très important: il s'agit de l'héritage et du prestige de la plus ancienne organisation politique multilatérale du monde.** En tant que tel, il célèbre non seulement l'UIP, mais aussi les parlementaires et leur rôle essentiel dans la démocratie.

**Je suis heureuse de noter que l'héritage de l'UIP est désormais inscrit dans ce livre, en grande partie grâce aux précieuses contributions que nous avons reçues des parlements nationaux.** Je remercie tous ceux qui se sont joints aux efforts déployés pour que ce projet se réalise. Une fois de plus, je saisis aussi l'occasion pour exprimer ma gratitude la plus sincère à **l'Assemblée nationale du Koweït et à son Président, M. Marzouq Al Ghanim,** pour le soutien inestimable qu'ils nous ont apporté.

Au cours de ce mois, j'ai également présidé **trois réunions en ligne du Comité exécutif – les 11, 18 et 26 juin.** Ces réunions étaient nécessaires afin que je puisse discuter avec mes collègues et notamment passer en revue les scénarios possibles pour la 142<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, s'interroger sur notre relation avec l'ONU, examiner les questions financières de notre Organisation, recevoir un rapport recommandant une stratégie de transparence pour notre Organisation, donner des informations actualisées sur la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement et présenter les rapports de la Présidence et du Secrétariat.

En juin, **j'ai rédigé et envoyé une lettre adressée aux présidents de parlements, demandant aux parlements d'obtenir un soutien politique et financier pour parvenir à la couverture**

**sanitaire universelle (CSU) d'ici 2030.** J'ai signé cette lettre conjointement avec les coprésidents de la CSU2030 avec le soutien des autres membres du Groupe consultatif politique du Mouvement la CSU. J'espère sincèrement que ce message trouvera un écho auprès des parlementaires du monde entier alors que nous sommes confrontés à une pandémie – les circonstances actuelles exigent que la priorité soit donnée aux systèmes de santé.

La COVID-19 a exacerbé les inégalités existantes - les femmes, les enfants et les adolescents ont été particulièrement touchés en termes de santé. Ce constat fut à la base de **Des vies en jeu – Un sommet COVID-19 sur la santé et le bien-être des femmes, des enfants et des adolescents**, organisé conjointement par le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH) et le groupe CORE. **La Présidente du Conseil directeur du PMNCH, M<sup>me</sup> Helen Clark**, m'a invitée à faire des observations à l'occasion d'une séance en juillet. Je lui suis reconnaissante de cette opportunité.

Une fois de plus, j'ai insisté sur **la nécessité de mettre en place des processus décisionnels inclusifs qui impliquent ceux qui sont les plus touchés par cette pandémie**, en particulier les femmes et les jeunes. J'ai également profité de l'occasion pour avertir du danger que représentent les tendances antidémocratiques résultant de la pandémie: les parlements ont été contraints de limiter leurs travaux et le contrôle de l'action gouvernementale a été considérablement réduit.

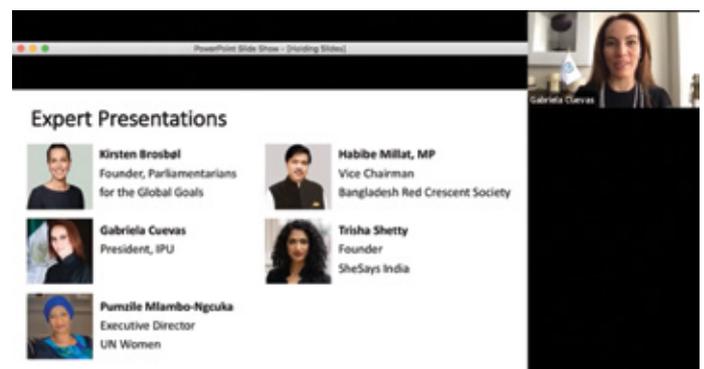
Plus tard, le même jour, plusieurs organisations parlementaires (dont la nôtre) se sont coordonnées avec le PNND pour organiser **une consultation parlementaire internationale sur le thème Les parlementaires et le programme de désarmement des Nations Unies.** Cette initiative faisait suite au programme de désarmement du Secrétaire général de l'ONU pour 2018, intitulé *Assurer notre avenir commun*, et a permis aux parlementaires d'apporter leur contribution à un projet de manuel parlementaire – **Assurer notre avenir commun: un guide pour l'action parlementaire à l'appui du désarmement pour le développement durable.**

Dans mon discours, j'ai mis l'accent sur les implications sociales et économiques des dépenses militaires excessives, notamment sur le fait que les secteurs concernés – tels que les soins de santé – pourraient être mieux financés pour résoudre les problèmes qui affectent la vie quotidienne dans le monde entier. Étant donné que les parlementaires jouent un rôle clé dans les efforts de désarmement en raison de leurs fonctions législatives, de contrôle de l'action gouvernementale et de représentation, ce fut une activité fructueuse qui aura certainement un effet positif sur la manière dont les parlementaires agissent en matière de désarmement.

Le Président de l'Assemblée nationale du Venezuela, M. Juan Guaidó, a organisé **une réunion des présidents de parlements d'Amérique latine.** À l'ouverture de la réunion, j'ai fermement rappelé que le silence face à des pratiques contraires à la démocratie n'est pas et ne sera jamais une chose acceptable. Notre Comité des droits de l'homme des parlementaires a indiqué que 134 cas sont en cours d'investigation pour le seul Venezuela. J'ai demandé aux présidents de parlements en poste de ne pas tolérer les régressions en matière de démocratie dans la région qui est la nôtre.

À la suite de cet événement, j'ai participé à **une réunion-débat sur les défis auxquels sont confrontés les migrants d'Amérique centrale dans le contexte de la pandémie de COVID-19**, organisée par plusieurs organisations, dont le Harvard Global Health Institute, *Agenda Migrante*, l'Université Tufts, l'Institut de technologie et d'enseignement supérieur de Monterrey et la Commission des droits de l'homme de Mexico. J'ai souligné l'impact des fermetures de frontières dans la région et leur incidence sur les flux migratoires et les envois de fonds. Avec ou sans pandémie, les facteurs qui poussent des personnes à migrer sont toujours présents et il convient de continuer à tenir compte de leur situation.

**La série de webinaires sur la COVID-19 pour les parlementaires, organisée conjointement avec le SDSN et le PFGG, s'est poursuivie en juillet, cette fois sur le thème des déséquilibres entre les sexes auxquels sont confrontées les femmes en termes de violence familiale, de disparités dans la charge de travail domestique et de marché du travail.** Au cours d'une discussion modérée par **Mme Kirsten Brosbøl** (qui a également fait un exposé d'expert), des points de vues sur le genre et la COVID-19 ont été exprimés par **M. Jeffrey Sachs**, ainsi que **M<sup>me</sup> Silvana Koch-Merin, Présidente et Fondatrice de Women Political Leaders (WPL); M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa, ancienne présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies; M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes; et M<sup>me</sup> Trisha Shetty, fondatrice de SheSays India.** Des parlementaires de plus de 60 pays ont participé à ce webinar. En tant que Présidente de l'UIP, j'ai également contribué en présentant mon propre exposé. À la lumière **des inégalités flagrantes qui touchent spécifiquement les femmes, j'ai demandé à mes collègues de veiller à ce que les opinions des femmes soient prises en compte dans les travaux parlementaires.** Je remercie nos partenaires de leur collaboration continue qui a rendu cette action possible.



Exposé lors du webinar pour les parlementaires sur la COVID-19 et l'égalité des sexes (chaîne YouTube du SDSN)

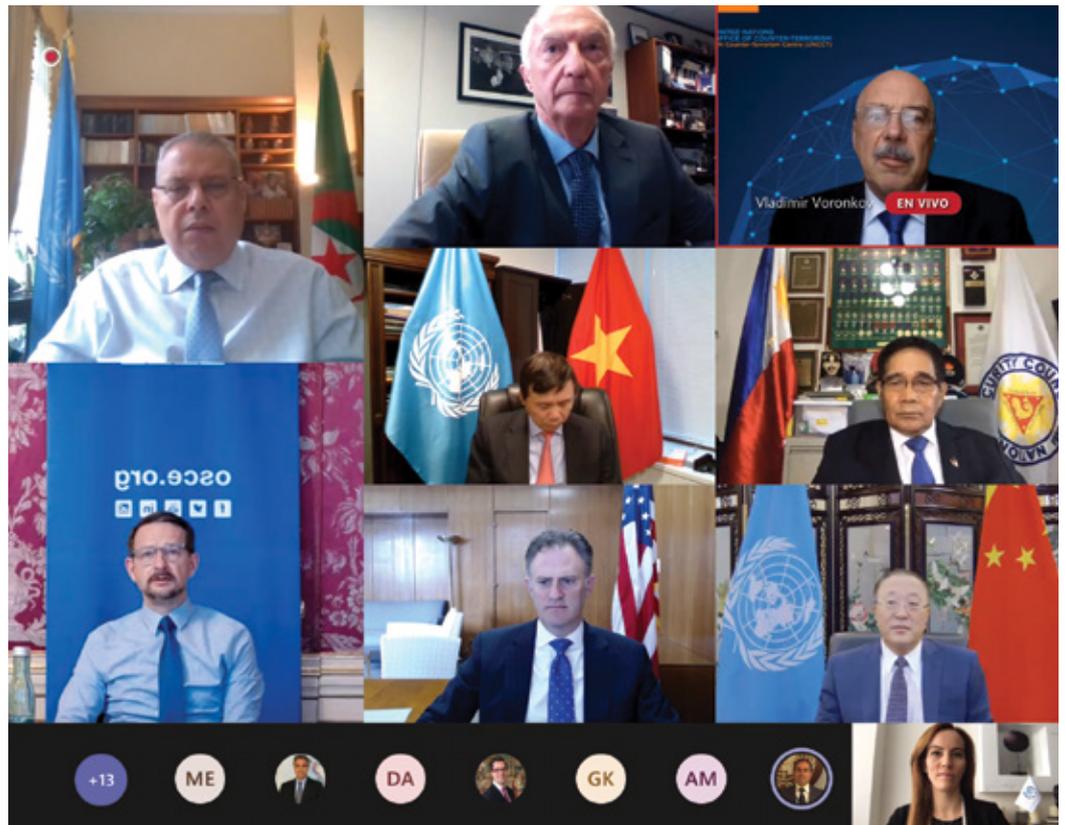
Également cette semaine, **le Groupe d'action visant à promouvoir une approche de la législation et de la réglementation respectueuse de l'eau pour le 9<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau** s'est également réuni pour discuter de nos propositions d'action pour le Forum. J'ai présenté la proposition de l'UIP qui, comme mentionné précédemment, souligne la nécessité d'inclure les parlementaires et leurs capacités de représentation, de budgétisation et de contrôle de l'action gouvernementale.

Le même jour, à l'invitation de **M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme**, j'ai participé à la séance de clôture de la **Semaine de la lutte contre le terrorisme en ligne, intitulée *Priorités des États membres en matière de lutte contre le terrorisme post-COVID-19 et synergies et complémentarités entre la COVID-19 et le programme de lutte contre le terrorisme.*** Je suis heureuse d'avoir pu représenter l'UIP à cet événement de haut niveau.

J'ai saisi cette occasion pour faire observer que le terrorisme s'épanouit là où les opportunités font défaut, et que les pays qui comptent le plus grand nombre de victimes du terrorisme sont aussi ceux dont la population ne peut pas s'exprimer. En fin de compte, le terrorisme ne connaît ni religion ni nationalité et nous devons penser aux victimes qui souffrent de la peur et de la destruction qui en découlent.

J'ai participé au **lancement du rapport 2020 du Groupe indépendant d'experts chargés du suivi des responsabilités du Secrétaire général de l'ONU *From Page to Action: Accountability for the Furthest Left Behind in COVID-19 & Beyond*** en marge du Forum politique de haut niveau. Dans le cadre de cet événement, j'ai été invitée à faire des observations, principalement en ce qui concerne les responsabilités. Pour être claire, j'ai expliqué qu'être responsable implique de représenter la population et d'obtenir des résultats significatifs qui lui seront bénéfiques. En outre, les mécanismes de reddition de comptes doivent être adaptés et mis en œuvre au niveau national. À cet égard, les parlements jouent un rôle central dans l'exercice du contrôle. C'est essentiel pour garantir l'efficacité des politiques touchant à la santé des femmes, des enfants et des adolescents. Je tiens à remercier le Groupe indépendant d'experts chargés du suivi des responsabilités de m'avoir fait participer au lancement de ce rapport.

Le même jour, j'ai participé au **premier atelier en ligne de la Coalition d'action du Forum Génération Égalité concernant les mouvements et le leadership féministes** au nom de notre consortium avec Cités et gouvernements locaux unis et Women Political Leaders (WPL). Cette première réunion nous a permis de se présenter en tant que membres de la Coalition d'action et de faire connaître nos attentes et nos priorités pour cette initiative.



Séance de clôture de la Semaine de la lutte contre le terrorisme en ligne organisée par le BLT.

Notre **Forum parlementaire dans le cadre du Forum politique de haut niveau** a également eu lieu le 15 juillet. **Le Président de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies de l'UIP, le sénateur Juan Carlos Romero**, a modéré le Forum. Nous avons entendu des exposés de **M. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED**, de **M<sup>me</sup> Kate Roll**, de l'Institut pour l'innovation et l'utilité publique de l'University College de Londres, de **M<sup>me</sup> Nyaradzayi Gumbonzvanda, Présidente du Conseil directeur d'ActionAid International et Directrice générale du Rosaria Memorial Trust**, de **M. Lorenzo Fioramonti, parlementaire de la Chambre des députés de l'Italie et professeur d'économie politique à l'Université de Pretoria**; et de **M<sup>me</sup> Wafa Bani Mustafa, parlementaire et Vice-Présidente de la Commission permanente du développement durable de l'UIP**. Nous leur sommes reconnaissants de leur participation active.

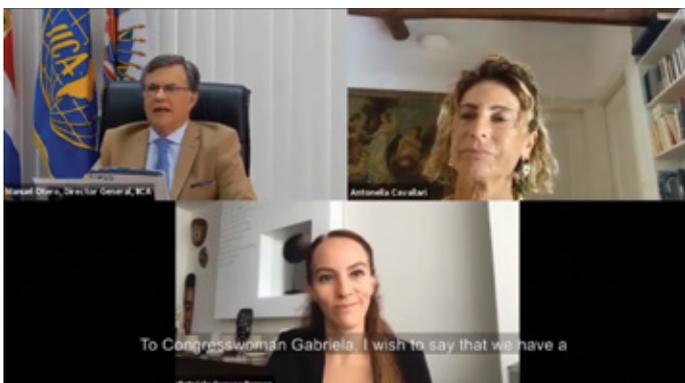


Forum parlementaire dans le cadre du Forum politique de haut niveau.

Dans mon discours liminaire au Forum parlementaire, j'ai mis en garde les participants contre les risques imminents d'échec de la mise en œuvre des ODD, en particulier à mesure que la pandémie fait perdre des avancées et que les inégalités pré-existantes se creusent. **Nous devons comprendre que les ODD sont les instruments qui permettront de parvenir à la prospérité pour tous**, et les parlements doivent veiller à remplir leur rôle essentiel qui consiste à s'assurer que les ODD deviennent des réalités nationales.

En juillet, j'ai aussi été invitée par **M<sup>me</sup> Agnes Kalibata, Envoyée spéciale pour le Sommet des systèmes alimentaires de 2021**, à me joindre au Réseau de champions du Sommet **des systèmes alimentaires de 2021 du Secrétaire général de l'ONU**. J'ai accepté cette invitation – je crois que les retombées permettraient non seulement de réduire la faim dans le monde, mais aussi la malnutrition et les maladies qui en découlent. En outre, ce serait l'occasion de se pencher sur la relation entre les systèmes alimentaires, les changements climatiques et la biodiversité, qui, jusqu'à présent, a été préjudiciable à la durabilité. L'appel de M<sup>me</sup> Kalibata à un programme d'action qui tienne compte de l'interdépendance des facteurs tels que le climat, l'environnement et la santé, est certainement un appel qui est bien placé pour apporter des solutions indispensables dans ce domaine.

**En collaboration avec le Groupe consultatif sur la santé de l'UIP, nous avons préparé un communiqué sur la flambée actuelle de COVID-19**, qui a été enrichi d'informations techniques fournies par l'Organisation mondiale de la santé grâce aux efforts de **M. Habibe Millat**. **M<sup>me</sup> Saraí Nuñez-Cerón**, membre du Groupe consultatif sur la santé et parlementaire mexicaine, a également apporté une contribution. Le **Secrétariat de la CSU2030** a également transmis ses remarques et observations. Ce communiqué a été publié sur le site web de l'UIP au début du mois d'août. Je félicite la **Présidente du Groupe consultatif sur la santé de l'UIP, M<sup>me</sup> Given Katuta**, ainsi que les membres du Groupe pour le travail acharné qui a permis d'élaborer ce document instructif.



Discussion avec M. Manuel Otero, Directeur général de l'IICA et M<sup>me</sup> Antonella Cavallari, Secrétaire générale de l'IILA (chaîne YouTube de l'IICA).

En août, j'ai discuté **en ligne avec M. Manuel Otero, Directeur général de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture**, et **M<sup>me</sup> Antonella Cavallari, Secrétaire générale de l'Institut italo-latino-américain**. Nous nous sommes intéressés à de nouveaux scénarios de coopération internationale au lendemain de la pandémie. Il sera notamment nécessaire de

restaurer la foi dans le système multilatéral et de regagner la confiance de la population envers les organisations nationales et internationales. Je remercie M. Otero de m'avoir invitée à cette conversation instructive.

**Nous avons organisé la troisième édition de nos webinaires pour les parlementaires en collaboration avec le SDSN et le PFGG**. Cette fois, l'accent a été mis sur la COVID-19 et les changements climatiques. Une fois de plus, des parlementaires et des membres du personnel parlementaire de plus de 60 pays ont répondu présent à l'appel. Dans mon discours d'ouverture, **j'ai affirmé que cette pandémie nous a rappelé à quel point notre « normalité » avait un impact environnemental important sur notre milieu immédiat**. Alors que la pandémie venait de se déclarer, les citoyens ont commencé à voir un ciel bleu clair plus fréquemment, et non plus seulement de manière exceptionnelle. Certaines villes dans le monde ont même constaté une amélioration de la qualité de l'air, et les habitants ont commencé à se demander s'ils ne s'étaient pas simplement habitués à la mauvaise qualité de l'air qu'ils respiraient auparavant.

À cette occasion, nous avons entendu des exposés des experts **M<sup>me</sup> Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. Selwin Charles Hart, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'action en faveur du climat, et Mme Phoebe Koundouri, professeure à l'École d'économie de l'Université d'économie et de commerce d'Athènes**. Nous tenons à les remercier d'avoir accepté notre invitation et d'avoir fait connaître leur point de vue aux parlementaires.

Les semaines suivantes d'août ont été cruciales pour la préparation du **13<sup>e</sup> Sommet des présidentes de parlement** et de la **cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement**.

Au cours de **deux réunions distinctes que j'ai présidées les 6 et 7 août, le Comité préparatoire** s'est consacré à la mise au point définitive des réunions en ligne à venir. Il a également procédé à un examen approfondi du texte de la déclaration de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement. **Plusieurs heures de débat ont été consacrées à cette question, avec une discussion animée sur les formules à employer et le message qui devait être transmis par la déclaration**. Je dois mettre en lumière les efforts considérables déployés par les membres du Comité préparatoire, et je salue leur dévouement à un moment aussi important pour notre Organisation.

Tandis que les préparatifs battaient leur plein, j'ai été invitée par le professeur Juan de Dios Cincunegui à donner **une conférence aux étudiants argentins en droit parlementaire à l'Universidad Austral le 10 août**. Ce fut l'occasion d'avoir un échange d'idées animé avec les étudiants sur le rôle des parlements dans les relations internationales et j'ai été heureuse de partager mon expérience de Présidente de l'Union interparlementaire. Je remercie le Professeur Cincunegui de m'avoir donné cette chance.

Après les préparatifs et les efforts considérables déployés depuis la première réunion du Comité préparatoire en février 2019, le 17 août allait marquer le début d'un événement très important,

non seulement pour cette Présidence, mais pour l'UIP dans son ensemble. Ce jour-là, **le treizième Sommet des présidentes de parlement a commencé par une séance d'ouverture**. J'ai prononcé un discours liminaire aux côtés de **M<sup>me</sup> Andrea Eder-Gitschthaler, Présidente du Conseil fédéral d'Autriche, et de M<sup>me</sup> Doris Bores, Vice-Présidente du Conseil national d'Autriche, tandis que M<sup>me</sup> Claire Doole, ancienne correspondante de la BBC, a participé aux débats en tant que présentatrice**. Ces discours liminaires ont été suivis par une allocution de **M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes**.

Dans mon discours liminaire, j'ai fait valoir que même si des progrès remarquables en matière d'égalité des sexes avaient été réalisés, **il restait beaucoup à faire pour que notre monde devienne un monde juste pour les femmes**. À titre d'exemple, j'ai fait noter qu'en 25 ans, le pourcentage de femmes parlementaires dans le monde est passé de 11 pour cent à environ 25 pour cent seulement. Les présidentes de parlement représentent moins de 20 pour cent de l'ensemble des présidents de parlement, tandis que les cheffes d'État et de gouvernement ne représentent que 5 à 6 pour cent des dirigeants dans le monde. Bien que ces évolutions soient positives, elles ne sont pas suffisantes. Les inégalités persistent en termes de salaires, d'inclusion politique, d'accès aux soins de santé et de violence. Toutefois, j'ai également noté que, compte tenu de ce contexte morose, le Sommet devait être l'occasion de promouvoir le leadership des femmes.

Les discussions qui ont suivi ont porté sur des aspects spécifiques du **leadership parlementaire féminin dans le contexte de la COVID-19: le rôle des femmes dans la gestion des situations d'urgence, l'autonomisation économique et l'inclusion financière, ainsi que la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles**. Je suis heureuse de constater que plusieurs présidentes de parlement ont participé activement à ces discussions et ont apporté de précieuses contributions.

Je tiens également à remercier **M<sup>me</sup> Yolanda Kakabadse, ancienne présidente du Fonds mondial pour la nature (WWF), qui a prononcé une allocution d'introduction au premier débat ainsi que M<sup>me</sup> Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et M<sup>me</sup> Susan Kihika, Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP, qui ont prononcé des allocutions d'introduction au troisième débat**. Je remercie également **M<sup>me</sup> Fawzia Zainal, Présidente du Conseil des représentants du Bahreïn, M<sup>me</sup> Rebecca Alitwa Kadaga, Présidente du Parlement de l'Ouganda, et M<sup>me</sup> Shirin Sharmin Chaudhury, Présidente du Parlement du Bangladesh, d'être intervenues en tant que modératrices de nos discussions**.

Le Sommet s'est conclu par **une table ronde sur les futures éditions du Sommet des présidentes de parlement**, qui a permis de réfléchir aux moyens d'améliorer l'impact des événements de cette nature.

Nous avons poursuivi sur notre lancée avec la **cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement**. Celle-ci s'est déroulée les 19 et 20 août et a réuni plus d'une centaine de pré-

sidents de parlement pour les faire participer à des discussions animées sur les questions les plus urgentes du programme mondial. Il s'agit de la plus récente édition de cette conférence, qui a eu lieu tous les cinq ans depuis 2000.

Durant la Conférence, plusieurs présidents de parlements ont présenté des rapports sur **la participation des jeunes, l'égalité des sexes, la démocratie et le parlementarisme, la science et la technologie, et le développement durable**. Des discussions ont également eu lieu sur **la mobilité humaine, les parlements et la gouvernance, la construction d'économies durables et l'expérience des victimes du terrorisme**. **L'ancienne correspondante de la BBC, M<sup>me</sup> Claire Doole**, a encadré les travaux de la Conférence en tant que présentatrice.

**J'ai prononcé un discours d'ouverture de la Conférence de même que M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national autrichien, et M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU**. Ensuite, nous avons tenu un débat sur la santé, le climat et l'économie, que j'ai eu l'honneur de présider. Je remercie nos invités spéciaux, **Mme Sarah Gilbert, professeure de vaccinologie à l'Université d'Oxford, M<sup>me</sup> Phoebe Koundouri, professeure à l'Université d'économie et du commerce d'Athènes et Présidente élue de l'Association européenne des économistes de l'environnement et des ressources, et M. Jeffrey Sachs, Directeur du Centre pour le développement durable et professeur à l'Université de Columbia, de nous avoir rejoint**. Les présidents de parlement, **M. Kenneth Lusaka du Kenya, M<sup>me</sup> Donatille Mukabalisa du Rwanda et Mme Shirin Sharmin Chaudhury du Bangladesh**, nous ont présenté le rapport intitulé *Faire de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles une réalité: bonnes pratiques et engagements parlementaires*. Ensuite, les présidents de parlement **Lord Fakafanua des Tonga, Mme Fawzia Zainal du Bahreïn et M. Slimane Chenine d'Algérie** ont présenté le rapport sur le thème *Renforcer la représentation des jeunes dans la politique et les parlements: passer des paroles aux actes*. Enfin, les présidents de parlement **M. Chuan Leekpai de Thaïlande et M<sup>me</sup> Tone Wilhelmsen Trøen de Norvège** ont également présenté leur rapport sur *La décennie d'action pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

La première journée s'est terminée par deux réunions-débats. **M. César Litardo de l'Équateur, M<sup>me</sup> Roser Suñé d'Andorre et M. Haoron Kabadi du Tchad** étaient les principaux intervenants de cette **discussion sur les changements climatiques**, avec la participation de **M<sup>me</sup> Yolanda Kakabadse, ancienne présidente du WWF, et de M. Luis Alfonso de Alba, Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sommet sur le climat de 2019**. À l'issue de cette réunion-débat, les présidents de parlement **M<sup>me</sup> Laura Rojas du Mexique, M. Mustafa entop de la Turquie et M<sup>me</sup> Zinaida Greceanii de la République de Moldova** ont dirigé la réunion-débat sur la mobilité humaine, à laquelle ont participé **M<sup>me</sup> Gillian Triggs du HCR et M. Gilles Carbonnier du Comité international de la Croix-Rouge**.

La présentation des rapports de la Conférence s'est poursuivie le deuxième jour, en commençant par le rapport sur *La démocratie et l'évolution du rôle du parlement au XXI<sup>e</sup> siècle*, présenté par les présidents de parlement responsables, **M. Demetris Syllouris de**

**Chypre et M<sup>me</sup> Rebecca Kadaga de l'Ouganda.** Le dernier rapport intitulé *Science, technologie et éthique: nouveaux enjeux et besoin de solutions urgentes* a été présenté par les présidents de parlement **M. Yariv Levin d'Israël** et **M<sup>me</sup> Akiko Santo du Japon.**

Après la présentation des exposés, **M. Jan Anthonie Bruijn des Pays-Bas** et **M<sup>me</sup> Puan Maharani de l'Indonésie** ont dirigé la réunion-débat sur la gouvernance, avec la participation de **M<sup>me</sup> Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU Femmes,** et de **M. Fabrizio Hochschild-Drummond, Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les préparatifs de la célébration du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU.** J'ai ensuite présidé la réunion-débat suivante sur les économies inclusives aux côtés du **Président de parlement, M. Jacob Mudenda du Zimbabwe,** avec la participation de **M. Augustus Nuwagaba, professeur à l'université de Makerere,** et **M<sup>me</sup> Armida Salsiah Alisjahbana, Secrétaire générale adjointe de l'ONU et Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique.**

Le débat final s'est conclu par **un événement spécial sur l'expérience des victimes du terrorisme et de l'extrémisme violent.** Nous avons entendu le témoignage de **M. Imrana Alhaji Buba, Fondateur de la Coalition des jeunes contre le terrorisme.** Les présidents de parlement responsables, **M. Wolfgang Sobotka d'Autriche** et **M<sup>me</sup> Beatriz Argimón d'Uruguay,** ainsi que **M. Reinhold Lopatka, Président du Groupe consultatif de haut niveau de l'UIP sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent,** ont participé à la table ronde, à laquelle ont également pris part, en tant qu'intervenants, **M<sup>me</sup> Ghada Fathi Waly, Directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne** et **Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,** et **M. Vladimir Voronkov, Secrétaire général adjoint du BLT.**

À l'issue de ces travaux, la **Déclaration sur le thème *Les parlements mobilisés pour un multilatéralisme plus efficace qui apporte la paix et le développement durable aux peuples et à la planète*** a été adoptée par consensus. Les déclarations sont toujours des textes pertinents sur le plan politique car **ils sont empreints de la détermination des parlementaires du monde entier,** c'est-à-dire des représentants qui sont au plus près des besoins et des opinions de leurs peuples.

La Déclaration a été élaborée **de manière démocratique, représentative et inclusive, dans le respect de la parité des sexes.** Elle est également très opportune, car elle inclut des références plus explicites et couvre des questions substantielles. Par exemple, le texte prévoit plusieurs propositions d'action parlementaire en rapport avec la pandémie de COVID-19, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la relance économique verte, la réalisation de l'égalité des sexes et la lutte contre les changements climatiques, pour ne citer que quelques exemples importants.

**Lors de la séance de clôture de la Conférence, j'ai prononcé des remarques finales aux côtés de M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national autrichien, et de M. Tijjani Muhammad-Bande, Président de l'Assemblée générale des Nations Unies.**

**Ce fut une tâche difficile, car nous étions obligés d'adopter un format électronique en raison de la pandémie en cours.** Je souhaite exprimer ma plus sincère gratitude à tous les présidents de parlement qui ont activement contribué à nos discussions, aux membres du Comité préparatoire, qui ont travaillé très dur pour faire de cette Conférence une réalité, et aux invités spéciaux qui ont accepté notre invitation à se joindre à l'UIP en cette occasion capitale.

Je dois également souligner que, dans le but d'améliorer les prochaines éditions de cet événement, **les membres du Comité préparatoire tiendront une réunion en octobre pour faire le point sur ce qui a fonctionné et ce qui pourrait être amélioré à l'avenir.**

Après la clôture de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement, j'ai repris mes déplacements, tout en prenant les précautions nécessaires, pour **me rendre au Pakistan en août,** à l'invitation du **sénateur Sadiq Sanjrani, Président du Sénat du Pakistan.** Je suis très reconnaissante à M. Sanjrani et au peuple pakistanais pour leur aimable hospitalité.

Cette visite eut un programme chargé, mais fructueux. J'ai pu faire **une présentation du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP avec des membres du parlement pakistanais.** Au cours de ces journées, j'ai également rencontré **M. Sanjrani lui-même, M. Imran Khan, le Premier Ministre du Pakistan, M. Arif Alvi, le Président du Pakistan, ainsi que le Chef d'État-Major de l'armée et les ministres des affaires économiques, de la sécurité alimentaire nationale et de la recherche, et des affaires étrangères.** J'ai également pu rencontrer **M. Asad Qaiser, le Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, ainsi que le Ministre en chef du Pendjab.**

Après avoir quitté le Pakistan, je me suis rendue en **République de Turquie du 29 août au 11 septembre. J'avais également un programme très chargé pour cette visite. Je tiens à remercier la Turquie de l'aimable accueil qu'elle m'a réservé. Je tiens également à reconnaître son engagement envers l'UIP.** Nous avons tenu ici aussi une cérémonie de lancement pour le Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. Je tiens à remercier **M. Mustafa Sentop, Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, et M<sup>me</sup> Ravza Kavakci Kan, Présidente de la délégation turque de l'UIP,** des réunions fructueuses que nous avons tenues et de leur aimable attention pendant mon séjour en Turquie.

J'ai également tenu des réunions de haut niveau avec **M. Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie; M. Mevlut Cavusoglu, Ministre des affaires étrangères; M<sup>me</sup> Ruhsar Pekcan, Ministre du commerce, et M. Akif Cagatay Kilic, Président de la Commission des affaires étrangères.**

Début septembre, **le WPL et Women 20 (W20) m'ont invitée à participer à leur réunion-débat sur le thème *Parité du pouvoir: vers de nouvelles normes en matière de représentation politique* qui a eu lieu le 2 septembre.** Il est toujours important pour moi de participer à des initiatives et à des événements visant à bâtir des sociétés et des gouvernements plus inclusifs. Je remercie **M<sup>me</sup> Thoraya Obaid, Présidente de Women 20, et**



Rencontre avec M. Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Turquie.



Lancement du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP en République de Turquie.

**M<sup>me</sup> Silvana Koch-Mehrin, Fondatrice et Présidente de WPL,** de m'avoir offert la possibilité de participer aux discussions.

**Je me suis entretenue avec la députée européenne María Soraya Rodríguez Ramos** (Groupe Renew Europe) et un membre de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres. Cet entretien a eu lieu en vue d'une publication à laquelle le Parlement européen travaille, intitulée *Parlamentarias al Frente de la Lucha contra el Hambre y la Malnutrición* (Les femmes parlementaires à l'avant-garde de la lutte contre la faim et la malnutrition), qui portera sur le rôle des femmes parlementaires en Afrique et en Amérique latine.

L'objectif général de cette initiative est de reconnaître la contribution apportée par les femmes parlementaires pour assurer la sécurité alimentaire et lutter contre la malnutrition, ainsi que de

promouvoir les politiques et les actions publiques qui peuvent garantir la nutrition et la sécurité alimentaire auprès du grand public. J'ai été heureuse de faire connaître à M<sup>me</sup> Rodríguez Ramos mon point de vue sur le rôle des parlements face à des défis mondiaux de cette nature.

Pendant que j'étais en déplacement dans le cadre de mes fonctions de diplomate parlementaire en septembre, **j'ai également suivi de près la participation de l'UIP à l'Assemblée générale.**

**Il s'agissait notamment de faire adopter la résolution de l'Assemblée générale sur l'interaction entre l'ONU, les parlements nationaux et l'UIP, un projet qui avait débuté en mars de cette année et qui a nécessité des efforts et un temps considérables.**

Après une collaboration étroite avec la Mission permanente du Mexique auprès des Nations Unies à New York, nos efforts ont abouti à une résolution qui reconnaît la place centrale du rôle des parlements dans la riposte à la pandémie de COVID-19 et les travaux de l'UIP sur des questions telles que la démocratie, l'égalité des sexes, l'autonomisation des jeunes et les droits de l'homme.

L'adoption de la résolution est une importante victoire historique pour l'UIP, car le rôle essentiel des parlementaires dans le multilatéralisme est reconnu. **En outre, la résolution reflète la relation entre l'UIP et l'ONU, une relation étroite qui couvre des questions pertinentes pour notre planète et qui doit se poursuivre à l'avenir.** Je remercie vivement **l'ambassadeur Juan Ramón de la Fuente et la Mission permanente du Mexique** pour le soutien inestimable qu'ils ont apporté tout au long du processus qui a fait de cette résolution une réalité. Je souhaite également remercier les présidents de parlement qui nous ont aidés à élaborer cette résolution, **dont 76 États membres de l'ONU se sont portés coauteurs et adoptée par consensus par l'Assemblée générale le 4 septembre.**

En outre, cette année, la participation à l'Assemblée générale des Nations Unies était d'une nature très différente, car les débats se sont déroulés pour la plupart en ligne. Nous ne pouvions plus nous rencontrer en face-à-face ou tenir des réunions bilatérales. **Cela étant, des solutions doivent être trouvées aux problèmes mondiaux.**

Je dois dire que la participation de l'UIP à la réunion de haut niveau organisée pour célébrer le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU était incertaine au départ. Compte tenu de notre relation de longue date avec l'ONU et du fait que M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, et M. Tijjani Muhammad-Bande, Président de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, ont tous deux participé à notre cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement, **j'ai insisté pour que l'UIP ait la possibilité d'envoyer un message à la communauté internationale lors de cet important forum.**

Dans l'esprit de la Conférence des présidents de parlement, j'ai pris contact avec M. Tijjani Muhammad-Bande et M. Volkan Bozkir (Président de la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies) pour plaider en faveur de notre Organisation. **Après un échange de correspondance, je suis heureuse d'annoncer que M. Bozkir nous a finalement informés que l'UIP pourrait participer à la Réunion de haut niveau pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU avec une déclaration vidéo préenregistrée.** M. Bozkir nous a informés que la Réunion de haut niveau devait reprendre le 26 octobre et que tous les orateurs, y compris les Observateurs permanents, comme notre Organisation, auraient l'occasion de prendre la parole. Étant donné que le prochain président de l'UIP sera élu le 4 novembre, **M. Bozkir a également annoncé que cette déclaration vidéo préenregistrée était attendue de ma part. Il est important de mentionner qu'elle a été confiée au Secrétariat de l'UIP le 17 septembre, pour être transmise à l'ONU.**

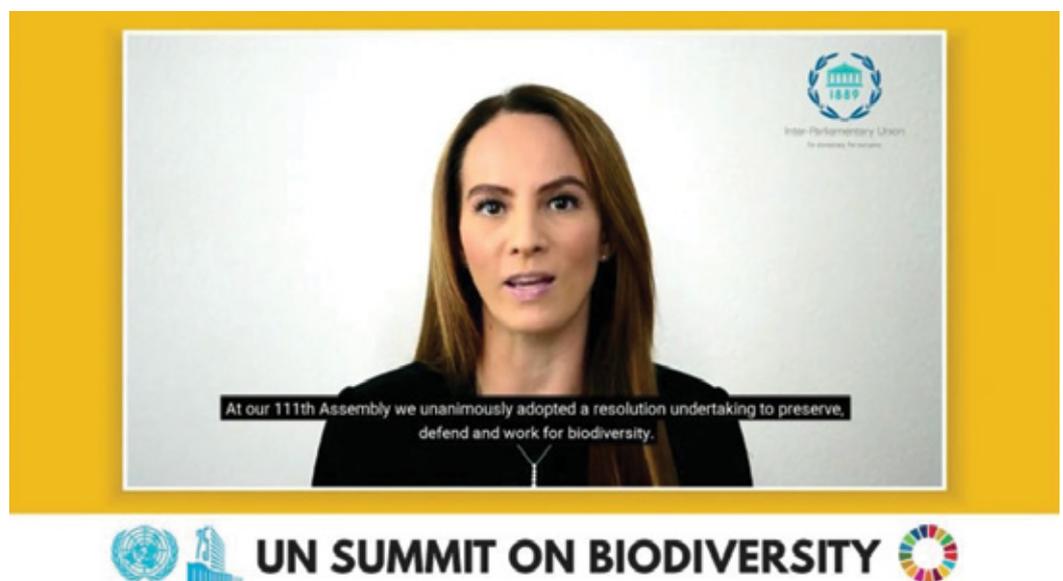
En plus de cette intervention, **j'ai également envoyé des vidéos préenregistrées pour que notre Organisation participe à la Réunion de haut niveau à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi qu'à la Réunion plénière de haut niveau organisée pour célébrer et promouvoir la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.** En outre, j'ai également envoyé une déclaration vidéo préenregistrée **au Sommet des Nations Unies sur la biodiversité, M. Muhammad-Bande m'ayant invitée à y participer en tant qu'intervenante.** Voilà qui témoigne de la relation étroite qui existe entre l'UIP et l'ONU, une relation que j'avais promis de maintenir pendant ma présidence.

**Pour la Journée internationale de la démocratie de cette année,** l'UIP a organisé un débat, conjointement avec l'Université d'État de l'Arizona, sur le thème **La COVID-19 et la démocratie – Que peuvent faire les parlements ?** qui a eu lieu le 15 septembre. La liste des participants comprenait **M<sup>me</sup> Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, avec une vidéo préenregistrée; M<sup>me</sup> Xiye Bastida, une organisatrice clé du mouvement des jeunes pour la justice climatique, qui a formulé des observations; M. Craig Calhoun, professeur de sciences sociales à l'Arizona State University; M. Andreas Norlén, Président du Riksdag; et M. Ghassan Salamé, professeur émérite de relations internationales à SciencesPo Paris.** J'ai été heureuse de me joindre à ces éminents participants pour une importante réflexion sur les parlements et leur rôle dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Le 17 septembre, **j'ai pris la parole lors de l'ouverture de la 27<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie (AIO),** qui s'est déroulée en ligne. J'ai insisté sur le fait que les parlementaires devaient bâtir des sociétés axées sur l'être humain. Je remercie **M. Sergei Gavrilov, Président de l'Assemblée générale de l'AIO, et M. Andreas Michailidis, Secrétaire général de l'AIO, de m'avoir invitée.**

En prévision de la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, **l'UIP a également organisé un événement pour présenter les principaux messages de la Déclaration de la cinquième Conférence mondiale des présidents de parlement qui allait se tenir plus tard dans la journée.** Cet événement était ouvert aux représentants permanents auprès de l'ONU et aux présidents de parlement.

Nous avons eu l'honneur de compter parmi les participants **M. Volkan Bozkir, Président de la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale, et que M. Jacob Mudenda, Président de l'Assemblée nationale du Zimbabwe et membre du Comité préparatoire de la cinquième Conférence des présidents de parlement,**



Sommet des Nations Unies sur la biodiversité.

ainsi que **M. Alexander Marschik, Représentant permanent de l’Autriche**, **M<sup>me</sup> Alya Ahmed Saif Al-Thani, Représentante permanente du Qatar**, et **M. Munir Akram, Représentant permanent du Pakistan et Président de l’ECOSOC** qui ont pris part aux discussions. Je me félicite des liens constants qui lient l’UIP et l’ONU, et dont témoigne cet événement en ligne. Je suis très reconnaissante à tous ceux qui l’ont rendu possible.

J’ai fait des observations dans le cadre **d’un débat stratégique de haut niveau intitulé *Faire progresser l’inclusion et la représentation au sein du gouvernement*, qui s’est déroulé pendant le Sommet annuel de Concordia 2020**. Les discussions sur l’inclusion au niveau gouvernemental sont toujours opportunes et pertinentes. Je voudrais remercier **M. Matthew Swift et M. Nicholas Logothetis, co-fondateurs de Concordia**, ainsi que **M<sup>me</sup> Silvana Koch-Mehrin, Fondatrice et Présidente de WPL** de m’avoir donné la possibilité de participer.

J’ai également participé à deux événements dans la **Zone d’action pour les objectifs de développement durable**. J’ai assisté à une séance intitulée ***L’avenir du leadership : quand les femmes dirigent***, organisée par Women Political Leaders (WPL). Lors de cette séance, j’ai souligné que nous devons donner la priorité à l’égalité des sexes en politique pour mieux reconstruire et faire en sorte que davantage de femmes puissent assumer des rôles de direction. Je suis reconnaissante à **M<sup>me</sup> Silvana Koch-Mehrin, Fondatrice et Présidente de WPL**, de m’avoir permis de participer à cette discussion.

En outre, le 24 septembre, **j’ai participé au lancement officiel de l’initiative Les parlementaires pour les objectifs mondiaux (PfGG)**, un projet axé sur la mise en œuvre des ODD sous l’égide des parlements. Le PfGG constitue une action nécessaire menée par les parlementaires pour intensifier la mise en œuvre des ODD. **L’UIP a indiqué que seuls 14 pour cent des parlements du monde sont activement impliqués dans le Programme 2030**. Le PfGG entend changer cette situation en impliquant activement les parlements dans l’action en faveur des ODD. Je remercie **M<sup>me</sup> Kirsten Brosbøl, Fondatrice de PfGG**, pour cette opportunité et je lui souhaite du succès dans cette entreprise.



[La COVID-19 et l’éducation : le plus grand bouleversement dans l’histoire de l’éducation.](#)

En marge de la 75<sup>e</sup> session de l’Assemblée générale des Nations Unies, **la Fondation du Qatar pour l’éducation, la science et le développement communautaire et la Mission permanente**

**de l’État du Qatar auprès de l’ONU** m’ont invitée à participer à un événement en ligne de haut niveau intitulé ***COVID-19 et l’éducation : le plus grand bouleversement dans l’histoire de l’éducation***, qui a eu lieu le 23 septembre. L’éducation donne à chacun la possibilité de participer à la société et de trouver des opportunités dans sa vie ; en tant que tel, il s’agit d’un droit fondamental. Malheureusement, la pandémie aura un impact considérable sur l’avenir des étudiants du monde entier et une discussion à ce sujet est non seulement opportune, mais aussi nécessaire. Nous devons chercher des solutions à ce problème, c’est pourquoi je remercie **M<sup>me</sup> Alya Ahmed bin Saif Al-Thani, Représentante permanente du Qatar**, de m’avoir invitée à participer à cette discussion.

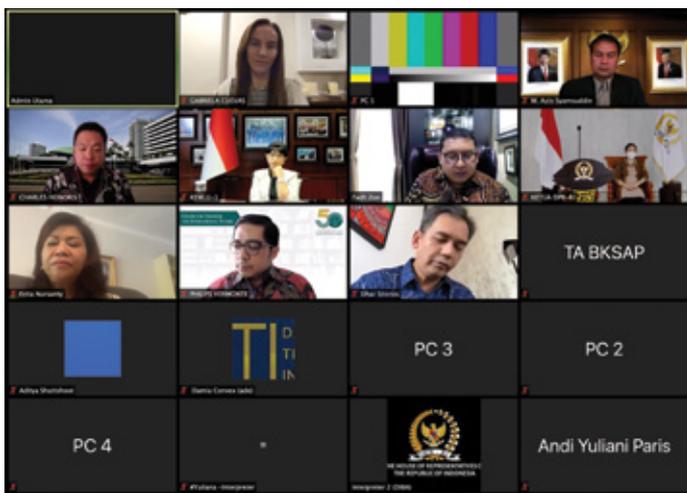
**Enfin, je me suis rendue en République de Moldova à l’invitation de M<sup>me</sup> Zinaida Greceanii, Présidente du Parlement de la République de Moldova**. Nous avons fait un exposé commun sur le Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l’UIP. Je remercie M<sup>me</sup> Greceanii de son aimable hospitalité et de son attention. En outre, j’ai également rencontré **M. Igor Dodon, Président de la République de Moldova ; des membres de la délégation du Parlement de Moldova auprès de l’UIP ; M. Ion Chicu, Premier Ministre de la République de Moldova ; M. Oleg Tulea, Ministre des affaires étrangères et de l’intégration européenne ; ainsi que les présidents et les membres de la Commission des affaires étrangères et de l’intégration européenne, de la Commission des droits de l’homme et des relations interethniques et de la Commission juridique des nominations et des immunités.**

Les dernières décennies ont vu des avancées technologiques exponentielles. Il est probable que cela pose des défis sans précédent aux législateurs du monde entier. Un exemple intéressant est celui du Chili. **Son Sénat se prépare actuellement à introduire une loi sur la neuroprotection et à modifier la Constitution afin de protéger l’intégrité mentale à la lumière des progrès réalisés dans le domaine des « neurotechnologies »**. Bien que je sois consciente des nombreux avantages que les neurosciences peuvent apporter à l’humanité, je dois également reconnaître et saluer l’initiative du Sénat de la République du Chili d’aborder de front la question des défis d’ordre éthique que posent les neurotechnologies. Je remercie les sénateurs **M<sup>me</sup> Adriana Muñoz D’Albora et M. Guido Girardi Lavín** de **m’avoir invitée à participer à une réunion en ligne pour discuter de ce sujet**. Cette discussion constituera certainement un précédent pour d’autres parlements.

**La Chambre des représentants de la République d’Indonésie a procédé au lancement en ligne du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l’UIP**. Ce fut l’occasion de tenir des échanges très stimulants et animés avec mes collègues, qui témoignent de leur engagement continu envers notre Organisation. Je tiens à exprimer ma sincère reconnaissance et ma gratitude à **la Présidente de la Chambre des représentants, M<sup>me</sup> Puan Maharani ; à la Ministre des affaires étrangères de la République d’Indonésie, M<sup>me</sup> Retno Marsudi ; au Vice-Président de la Chambre des représentants de la République d’Indonésie, M. Azis Syamsuddin ; au Président de la Commission pour la coopération interparlementaire, M. Fadli Zon ; au**



Présentation du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP en République de Moldova.



Lancement du Livre anniversaire de l'UIP en Indonésie.

Avant la fin de mon mandat, le 19 octobre, je compte également rencontrer les coprésidentes du **Réseau parlementaire international pour l'éducation (IPNEd)**, créé récemment, **M<sup>me</sup> Gertrude Musuruve Inimah** et **M<sup>me</sup> Harriett Baldwin**, parlementaire, pour discuter plus avant des possibilités de collaboration avec l'UIP. Je participerai également au **lancement en ligne du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP** avec **le Président du Conseil de la choura du Qatar, M. Ahmed Bin Abdullah Al Mahmoud**. Enfin, je présenterai un rapport sur l'ensemble des activités de la Présidence lors de la **206<sup>e</sup> session du Conseil directeur de l'UIP**, qui se tiendra en ligne en novembre.

**Vice-Président de la Commission pour la coopération interparlementaire, M. Charles Honoris; et au Directeur exécutif du Centre d'études stratégiques et internationales, M. Philips J. Vermonte pour avoir participé à cet événement.**

Conformément à mon engagement d'être une Présidente active et engagée, **j'ai rencontré M. Femi Gbajabiamila, Président de la Chambre des représentants du Nigéria** pour lancer la **Conférence des présidents et chefs de parlements africains (CoSAP)**, annoncer **l'Initiative de la campagne pour l'annulation de la dette des présidents de parlements africains (DCCI)** et étudier les possibilités de collaboration entre la CoSAP et l'UIP. L'établissement de partenariats fait de l'UIP une organisation forte et pertinente. À ce titre, je remercie M. Gbajabiamila de m'avoir contactée. J'espère qu'une collaboration fructueuse se mettra en place pour les deux parties à l'avenir.

# Message de clôture de la Présidente de l'UIP

Je tiens à remercier les présidents de parlement et tous les parlementaires qui ont participé aux initiatives de cette Présidence et qui ont apporté leur soutien précieux. En outre, je remercie vivement les premiers Vice-Présidents du Comité exécutif, M. Konstantin Kosachev et M. Chen Guomin, tous les membres du Comité exécutif, les présidents et les bureaux de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale, de la Commission permanente du développement durable, de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies, du Comité des droits de l'homme des parlementaires, du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, du Comité chargé de promouvoir le respect du droit humanitaire international, du Groupe consultatif sur la santé, du Forum des femmes parlementaires et du Forum des jeunes parlementaires.

Je tiens également à remercier les présidents et les bureaux du Groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, du Sous-Comité des finances, du Groupe de facilitateurs concernant Chypre et du Groupe du partenariat entre hommes et femmes. En outre, je tiens à dire que j'apprécie beaucoup le soutien enthousiaste et engagé des membres de leurs bureaux, qui donnent une âme parlementaire à leurs débats et décisions. Ils jouent un rôle moteur pour garantir que les résolutions de l'UIP et les résultats des réunions-débats, des événements et des séminaires puissent toujours aider à apporter des solutions à nos peuples lorsque nous rentrons chez nous pour les mettre en œuvre.

Par ailleurs, à la lumière des accords et des possibilités de collaboration très importants que nous avons eus au cours des années précédentes, je souhaite exprimer ma gratitude à M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU et à son équipe, à M. Miroslav Lajčák, à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, à M. Tijjani Muhammad-Bande et à M. Volkan Bozkir, les présidents de sessions de l'Assemblée générale avec lesquels j'ai eu la chance de travailler, les chefs et dirigeants des agences des Nations Unies avec lesquelles j'ai collaboré, les chefs d'État, les chefs de gouvernement, les ministres, les organisations de la société civile et les médias.

Bien entendu, je remercie tout particulièrement les équipes de travail du Secrétariat de l'UIP et de mon Bureau à Mexico, le Sénat et la Chambre des députés du Mexique, ainsi que les présidents du Mexique, M. Enrique Peña Nieto et M. Andrés Manuel López Obrador, avec lesquels j'ai également pu travailler.

Mes chers collègues,

J'ai été élue pour la première fois en tant que parlementaire à l'âge de 21 ans. Être élue Présidente de l'UIP a été une expérience extraordinaire, qui a souvent exigé beaucoup de diligence et d'engagement. Je suis profondément honorée et reconnaissante de la confiance que vous m'avez accordée. Je me suis efforcée d'élever le statut mondial de notre Organisation, d'en faire une institution proche de ses Membres et de la consolider encore en tant qu'ac-

teur clé de la communauté internationale – tout cela dans le but de maintenir et d'insuffler un esprit parlementaire dans chacune de nos activités.

J'espère sincèrement que cet élan se poursuivra et durera au-delà de mon mandat de Présidente. Je souhaite que l'UIP reste à l'avant-garde des affaires internationales et continue d'apporter une dimension parlementaire indispensable à la gouvernance mondiale. Nous vivons en effet une période très éprouvante, mais nous ne devons pas perdre de vue que nous nous trouvons à un moment charnière de l'histoire de l'humanité. En étant le lien nécessaire qui transforme les accords internationaux en réalités nationales et locales, l'UIP ne doit pas céder sa position indispensable qui l'amène à contribuer à la résolution des problèmes auxquels notre planète est confrontée.

Alors que mes fonctions de Présidente touchent à leur fin, je veux que vous sachiez que j'ai confiance dans les 46 552 parlementaires de notre monde, d'une manière plus convaincue et plus résolue que jamais. Nous pouvons être une force considérable pour l'action décisive dont notre monde a si désespérément besoin. Je profite de l'occasion pour rappeler l'avant-propos du Livre du 130<sup>e</sup> anniversaire de l'UIP. Souvenez-vous, mes collègues :

## Nous sommes la génération qui peut changer l'histoire.

Nous sommes la génération qui peut soit arrêter les changements climatiques, soit condamner la planète à l'autodestruction. Nous sommes la génération qui peut réaliser l'égalité des sexes ou perpétuer les schémas de violence à l'égard des femmes. Nous sommes la génération qui peut ouvrir les portes de la politique aux jeunes ou porter le coup fatal à la confiance du public. Nous sommes la génération qui peut redéfinir la solidarité humaine ou renforcer le nationalisme et fermer les frontières aux migrants et aux réfugiés. Nous sommes la génération qui peut revitaliser le multilatéralisme ou construire des murs et créer des clivages. Nous sommes la génération qui peut mettre fin à la pauvreté ou accroître la faim et les inégalités.

En fin de compte, c'est avec beaucoup de joie et de satisfaction que je jette un regard rétrospectif sur ces trois dernières années. Les expériences, les discussions et les efforts communs que nous avons entrepris laisseront un souvenir durable que je garderai avec moi à l'avenir. Une fois de plus, permettez-moi de vous exprimer ma sincère gratitude pour m'avoir accordé cette chance unique. Je vous souhaite le meilleur dans ce que l'avenir vous réserve à tous, et bien que ce soit un adieu en ma qualité de Présidente de l'UIP, j'espère que nous trouverons encore des occasions de travailler ensemble aux fins d'un avenir meilleur dans les années à venir.



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50

F +41 22 919 41 60

E [postbox@ipu.org](mailto:postbox@ipu.org)

Chemin du Pommier 5  
CH – 1218 Le Grand-Saconnex  
Genève  
[www.ipu.org](http://www.ipu.org)

**Gabriela Cuevas Barron**

Présidente de l'UIP

T +52 1 55 2270 8667

E [president@ipu.org](mailto:president@ipu.org)